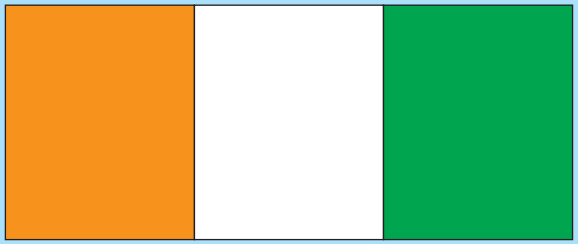
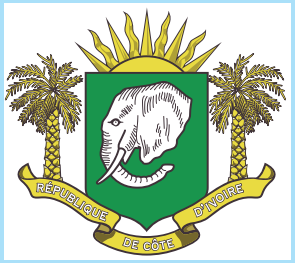
REPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE
UNION - DISCIPLINE - TRAVAIL



MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET



PROJET DE LOI DE REGLEMENT POUR L'ANNEE 2024

RAPPORT GENERAL SUR LA PERFORMANCE

PROJET DE LOI DE REGLEMENT POUR L'ANNEE 2024

RAPPORT GENERAL SUR LA PERFORMANCE

SOMMAIRE

SIGLES ET ABREVIATIONS **5**
LISTE DES TABLEAUX **8**
LISTE DES FIGURES **8**
LISTE DES ANNEXES **8**
AVANT PROPOS **9**
INTRODUCTION **10**
I. Mise en œuvre du budget-programmes **10**
I.1. Acquis ***11***
I.2. Perspectives ***11***
II. Synthèse des Rapports Annuels de Performance **13**
II.1. Architecture programmatique ***13***
II.2. Architecture de performance ***13***
II.3. Financement global ***26***
CONCLUSION **33**

SIGLES ET ABREVIATIONS

ACD : Arrêté de Concession Définitive
AGR : Activités Génératrices de Revenus
AIP : Agence Ivoirienne de Presse
AMUGA : Autorité de la Mobilité Urbaine dans le Grand Abidjan
ANAGED : Agence Nationale de Gestion des Déchets
ANStat : Agence Nationale de la Statistique
ANSUT : Agence Nationale du Service Universel des Télécommunications
APE : Accords de Partenariat Economique
APEI : Accords de Partenariat Economique Intérimaires
AQ : Qualité de l'eau et Assainissement
ARTI : Autorité de Régulation du Transport Intérieur
ARV : Antirétroviraux
ASDM : Agence de Soutien et de Développement des Médias
BAC : Baccalauréat
BAD : Banque Africaine de Développement
BEPC : Brevet d'Études du Premier Cycle
BTS : Brevet de Technicien Supérieur
BURIDA : Bureau Ivoirien du Droit d'Auteur
CAMES : Conseil Africain et Malgache pour l'Enseignement Supérieur
CEA : Centres d'Excellence Africains
CEDEAO : Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest
CEPE : Certificat d'Études Primaires Élémentaires
CF : Contrôle Financier
CGAF : Compte Général de l'Administration des Finances
CGI : Global Cybersecurity Index
CHR : Centre Hospitalier Régional
CIB : Contrôle Interne Budgétaire
CMU : Couverture Maladie Universelle
CNDS : Conseil National du Dialogue Social
CNI : Carte National d'Identité
CNJCI : Conseil National des Jeunes de Côte d'Ivoire
CONAFIP : Comité National de suivi de la mise en œuvre du schéma directeur de la réforme des Finances Publiques
COP : Contrat d'Objectif et de Performance
CPPE : Centres de Protection de la Petite Enfance
CSC : Centres de Service Civique
CSST : Comité de Sécurité et de Santé au Travail
CST : Comptes Spéciaux du Trésor
CSU : Centre de Secours d'Urgence
DAENF : Direction de l'Alphabétisation et de l'Éducation Non Formelle
DDAP : Direction de la Documentation, des Archives et des Publications
DGBF : Direction Générale du Budget et des Finances
DGPE : Direction Générale du Portefeuille de l'Etat
DPPD-PAP : Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses et Projet Annuel de Performance
DR : Direction Régionale
DRMGB : Direction de la Règlementation et de la Modernisation de la Gestion Budgétaire
E2C : Ecole de la Deuxième chance
EMGA : Etat-Major Général des Armées
ENA : Ecole Nationale d'Administration
ENR : Evaluation Nationale des Risques
ENSEA : Ecole Nationale Supérieure de Statistique et d'Economie Appliquée d'Abidjan
EPN : Etablissement Public National
ESPC : Établissements Sanitaires de Premier Contact
ESRS : Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique
FAA : Fédéral Aviation Administration
FCB : Formation Commune de Base
FD : Fonds de Développement
FDFP : Fonds de Développement de la Formation Professionnelle
FER : Fonds d'Entretien Routier
FIRCA : Fonds Interprofessionnels pour la Recherche et le Conseil Agricole

FIMR: Fonds d'Investissement en Milieu Rural
FNAD : Financement de l'Assainissement et le Drainage
FNLS : Fonds National de lutte contre le SIDA
FONSIC : Fonds National de l'Industrie Cinématographique
GED-MPD : Gestion Électronique des Documents-Ministère du Plan et du Développement
GPS : Global Positioning System
HA : Hectare
HG : Hôpital Général
ICF : Initiative Cacao Forêts
IFEF : Institut de Formation et d'Education Féminine
IGIS : Indice Général Ivoirien de Sécurité
INFPA : Institut National de Formation Professionnelle Agricole
INSCS : Indice National de Solidarité et de Cohésion Sociale
ISE : Institutions Socio-Educatives
ITIE : Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives
ITS : Impôt sur Traitement et Salaires
JFAC : Journées Africaines de l'Ecologie et des Changements Climatiques
LOLF : Loi Organique relative aux Lois de Finances
MCLU : Ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme
MENA : Ministère de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation
MESRS : Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique
MFB : Ministère des Finances et du Budget
MILDA : Moustiquaires Imprégnées d'Insecticide à Longue Durée d'Action
MINHAS : Ministère de l'Hydraulique, de l'Assainissement et de la Salubrité
MW : Méga Watt
OEV : Orphelins et Enfants Vulnérables
OIPC : Office Ivoirien du Patrimoine Culturel
OISSU : Office Ivoirien des Sports Scolaires et Universitaires
ONAC-CI : Office National du Cinéma de Côte d'Ivoire
ONG : Organisation Non Gouvernementale
OPA : Offre Publique d'Achat
OPA : Organisation Professionnelle Agricole
OSC : Organisations de la Société Civile
PA : Plan d'Aménagement
PAFS : Projet d'Assurance Fiscale Sociale
PAO : Plan d'Actions Opérationnel
PAP : Projet Annuel de Performance
PAS : Plan d'Action Stratégique
PAT : Programme d'Appui aux Transformations de l'Enseignement Supérieur
PCC : Prélèvement Communautaire de la CEDEAO
PCS : Prélèvement Communautaire de Solidarité
PDC : Plan de Développement de Commune
PDL : Plan de Développement Local
PDLM : Plan de Développement Local Minier
PDV : Plan de Développement Villageois
PF : Planification Familiale
PFE : Pratiques Familiales Essentielles
PIB : Produit Intérieur Brut
PIP : Programme d'Investissements Publics
PJEJ : Protection Judiciaire de l'Enfance et de la Jeunesse
PME : Petite et Moyenne Entreprise
PMR : Promotion des filles et des personnes à Mobilités Réduites
PND : Plan National de Développement
PNDC : Programme National de Développement Communautaire
PNIA : Programme National d'Investissement Agricole
PNLTAT : Programme National de Lutte contre le Tabagisme, l'Alcoolisme et les autres Addictions
PPCB : Péripneumonie Contagieuse Bovine
PPM : Plan de Passation des Marchés
PPR : Peste des Petits Ruminants
PSAENF : Plan Stratégique de l'Alphabétisation et de l'Éducation Non Formelle
PTA : Plan de Travail Annuel
PTFs : Partenaires Techniques et Financiers
PTMP : Programme National de la Promotion de la Médecine Traditionnelle
PVVIH : Personnes Vivant avec le VIH
RAP : Rapport Annuel de Performance
RGP : Rapport Général sur la Performance
RProg : Responsable de Programme
RSE : Responsabilité Sociétale des Entreprises

RSTI : Régime Social des Travailleurs Indépendants
RSU : Registre Social Unique
RTI : Radiodiffusion Télévision Ivoirienne
RUO : Responsable d'Unité Opérationnelle
SEGH : Société d'Etudes et de Gestion en Hydrocarbures
SFD : Système Financiers Décentralisés
SGG : Secrétariat Général du Gouvernement
SIDA : Syndrome d'Immuno-Déficience Acquis
SIG : Système d'Information et de Gestion
SIG : Système d'Information Géographique
SIGFU : Système Intégré de Gestion du Foncier Urbain
SIGOMAP : Système Intégré de Gestion des Opérations des Marchés Publics
SIGOBE : Système Intégré de Gestion des Opérations Budgétaires de l'Etat
SIR : Société Ivoirienne de Raffinage
SNJ : Service National des Jeunes
SNPS : Stratégie Nationale de Protection Sociale
SOSTECI : Système d'Observation et de Suivi du Travail des Enfants en CI
SPEE : Service de Promotion Économique Extérieure
SPJEJ : Service de la Protection Judiciaire de l'Enfance et de la Jeunesse
SRADT : Schéma Régional d'Aménagement et de Développement Durable du Territoire
SST : Santé et Sécurité au Travail
SWEED : Sustainable World Engagement for Demographic Development
TDVD : Taxe de Diffusion des Vidéos à la Demande
TIC : Technologies de l'Information et de la Communication
TMR : Taux Moyen de Réalisation
TNT : Télévision Numérique Terrestre
TSSMP : Taxes sur les Sacs et Sachets en Matière Plastique
TSU : Taxe Spécifique Unique
TVA : Taxe sur la Valeur Ajoutée
UA : Union Africaine
UEMOA : Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine
UFR : Unité de Formation et de Recherche
VAE : Validation des Acquis de l'Expérience
VBG : Violence Basée sur le Genre
VIH : Virus de l'Immunodéficience Humaine
VITIB : Village des Technologies de l'Information et de la Biotechnologie
ZNA : Zoo National d'Abidjan

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Synthèse des données de la chaîne programmatique 13
Tableau 2 : Synthèse des données des cadres de performance 14
Tableau 3 : Financement global des programmes supports et opérationnels 26

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Proportion de réalisation des indicateurs 14
Figure 2 : Evolution de l'atteinte des cibles des indicateurs 14
Figure 3 : Niveau de réalisation des indicateurs par mission 15
Figure 4 : Réalisation des indicateurs des sections de la mission 1 « Pouvoirs publics, Organes de Souveraineté et Gouvernance » 16
Figure 5 : Réalisation des indicateurs des sections de la mission 2 « Défense, Sécurité et Justice » 17
Figure 6 : Réalisation des indicateurs des sections de la mission 3 « Administration Générale et Développement Economique » 18
Figure 7 : Réalisation des indicateurs des sections de la mission 4 « Enseignement, Formation et Recherche » 19
Figure 8 : Réalisation des indicateurs des sections de la mission 5 « Santé et Actions Sociales » 20
Figure 9 : Réalisation des indicateurs des sections de la mission 6 « Culture, Jeunesse, Sports et Loisirs » 21
Figure 10 : Réalisation des indicateurs des sections de la mission 7 « Développement des Infrastructures et Equipements Collectifs » 22
Figure 11 : Réalisation des indicateurs des sections de la mission 8 « Production, Développement industriel et Commercial » 23
Figure 12 : Réalisation des indicateurs des sections de la mission 9 « Environnement, Cadre de Vie et Protection de la Nature » 24
Figure 13 : Evolution du taux moyen de réalisation des cibles des 9 missions de 2020 à 2024 25
Figure 14 : Evolution du budget global par nature de dépenses de 2021 à 2024 26
Figure 15 : Financement global des ministères par nature de dépenses en 2024 26
Figure 16 : Répartition du budget global par nature de dépenses 27
Figure 17 : Répartition des mandats ordonnancés des programmes par nature de dépenses 28
Figure 18 : Evolution des mandats ordonnancés par nature de dépenses 28
Figure 19 : Niveau de réalisation du budget des programmes à l'intérieur des natures de dépenses 29
Figure 20 : Taux d'accroissement des réalisations du budget des programmes à l'intérieur des natures de dépenses entre 2023 et 2024 29

LISTE DES ANNEXES

Annexe 1 : Architecture programmatique détaillée 34
Annexe 2 : Architecture détaillée de la performance des ministères 52
Annexe 3 : Liste des Comptes Spéciaux du Trésor pour l'exercice budgétaire 2024 96

AVANT PROPOS

La gestion en mode budget-programmes fait obligation aux Responsables de Programme (RProg), dans le cadre de la redevabilité, de produire à la fin de chaque exercice budgétaire, les Rapports Annuels de Performance (RAP) des programmes mis en œuvre.

Ces Rapports Annuels de Performance retracent la mise en œuvre des Projets Annuels de Performance (PAP). Ils présentent les réalisations, les résultats et le suivi de la performance. Les RAP sont soumis à la Cour des comptes pour audit de performance, ainsi qu'au Parlement pour information.

Le contenu de ces rapports est synthétisé dans un document unique intitulé "Rapport Général sur la Performance" (RGP), élaboré par le Ministre en charge du Budget.

Dans cette perspective, le RGP se veut un outil de synthèse destiné à offrir une lecture claire et approfondie des résultats obtenus par la mise en œuvre des programmes des ministères.

Le Rapport Général sur la Performance a donc vocation à faciliter la compréhension des résultats produits par les différents programmes des ministères après la mise en œuvre des politiques publiques. Ce document récapitule les résultats présentés dans les Rapports Annuels de Performance. Il permet aux décideurs, aux acteurs budgétaires, à la société civile et aux citoyens d'apprécier de manière graphique et analytique les performances réalisées en matière de gestion des Finances Publiques. Il fournit également aux décideurs des éléments pouvant guider les choix stratégiques de la gestion des programmes.

Ainsi, le Rapport Général sur la Performance représente la note explicative qui accompagne les RAP à la Cour des comptes et au Parlement. Il présente l'évolution des indicateurs, les données statistiques relatives à la répartition des indicateurs et les taux de réalisation des cibles au sein des programmes des différentes missions pour l'exercice concerné.

Il présente également les données budgétaires en termes de prévisions de dépenses et leur niveau de réalisation. Par conséquent, le RGP contribue à la lecture et à l'exploitation des Rapports Annuels de Performance.

La rédaction du RGP au titre de l'exercice 2024, s'appuie sur la consolidation des acquis des années antérieures et fixe les automatismes nécessaires, en matière de compte-rendu de la gestion en mode budget-programmes.

En résumé, le RGP présente l'évolution des données d'année en année, afin d'éclairer les débats sur la gestion des finances publiques, en mettant un accent sur les objectifs de politiques publiques, les moyens qui leur sont alloués et les réalisations obtenues.

INTRODUCTION

La reddition des comptes dans l'administration publique ivoirienne est consacrée par l'article 51 alinéa 1 de la Loi Organique n°2014-336 du 05 juin 2014 relative aux Lois de Finances, qui stipule que : « il est fait obligation aux ministères et éventuellement aux institutions gestionnaires de programmes de produire, à la fin de chaque exercice, leurs rapports annuels de performance de l'exercice et de les transmettre au ministre en charge des finances au plus tard à la fin du mois de mai de l'année suivante».

En effet, la reddition des comptes a pour objectif d'apprécier la performance, de renforcer la transparence entre les citoyens et les agents publics et d'évaluer la qualité de la gestion des politiques publiques à la fin de chaque exercice budgétaire.

Par conséquent, les RAP contribuent à l'amélioration des résultats des programmes et du bien-être des populations. Ils permettent également de vérifier le niveau de réalisation des activités prévues dans le Projet Annuel de Performance (PAP) et d'évaluer les ressources en adéquation avec les résultats obtenus.

Ainsi, depuis le basculement en mode budget-programmes le 1er janvier 2020, les Responsables de Programme produisent régulièrement les Rapports Annuels de Performance. Sur la base des RAP reçus des ministères, le Ministre en charge des Finances et du Budget élabore le Rapport Général sur la Performance, lequel est joint aux RAP transmis à la Cour des comptes et au Parlement. Ce rapport général constitue la synthèse des RAP des ministères.

L'année 2025 marque la 5ème édition des Rapports Annuels de Performance et du Rapport Général sur la Performance.

A cet égard, le RGP est élaboré chaque année pour l'exercice clos afin de faciliter l'exploitation des RAP.

Pour l'exercice 2024, le RGP est bâti sur l'analyse des réalisations de cent vingt (120) programmes. Tous ces programmes y sont regroupés selon les neuf (09) missions assignées à la gestion publique.

Le contenu du Rapport Général sur la Performance 2024 comporte deux (02) parties :

- la première partie porte sur la mise en œuvre du budget-programmes qui rappelle les avancées réalisées et énonce les perspectives liées à la réforme budgétaire ;
- la deuxième partie présente la synthèse des Rapports Annuels de Performance qui fait l'économie de l'exploitation des RAP produits par les Ministères et fait ressortir les perspectives liées à cet exercice.

I. Mise en œuvre du budget-programmes

L'année 2024 constitue la deuxième année du nouveau cycle de programmation triennale (2023-2025) basé sur les acquis du premier cycle de programmation 2020-2022. Toutefois, plusieurs défis restent à relever.

I.1. Acquis

L'exercice budgétaire 2024 s'est déroulé dans un contexte marqué par la consolidation des acquis notamment :

- l'existence d'un cadre juridique conforme aux normes de l'UEMOA ;
- l'appropriation des outils de gestion par les acteurs ;
- l'implication des acteurs budgétaires au plus haut niveau ;
- l'existence d'un système d'information budgétaire performant ;
- le renforcement des capacités des acteurs sur toutes les thématiques du budget-programmes ;
- l'appropriation par les ministères du processus des conférences dédiées à la performance ;
- le déploiement progressif du dispositif du Contrôle de Gestion (CG) et du Contrôle Interne Budgétaire (CIB) dans les ministères ;
- l'élaboration des cadres de performance des Comptes Spéciaux du Trésor (CST) pour la programmation 2025-2027 ;
- la requalification de certaines recettes de service en recettes fiscales.

I.2. Perspectives

Pour consolider les acquis, plusieurs leviers d'actions sont envisagés.

I.2.1. Gestion des programmes Comptes Spéciaux du Trésor

L'article 35 de la Loi Organique relative aux Lois de Finances (LOLF) dispose que chaque CST constitue un programme. Dès lors, chaque CST inscrit dans la Loi de Finances doit être assorti des composantes de la chaine programmatique (programme, actions, activités) et du cadre de performance (objectifs, indicateurs, cibles).

Ainsi, au cours de l'exercice budgétaire 2024, le Ministère des Finances et du Budget a accompagné les gestionnaires des CST des ministères à l'élaboration des cadres de performance de leur programme CST. Ce processus a conduit à l'intégration, dans les DPPD-PAP 2025-2027, des cadres de performance des programmes CST ainsi que des actions et activités issues de la déclinaison desdits programmes CST en cohérence avec les objectifs et les indicateurs prédéfinis. A cet effet, les programmes CST produiront leur premier RAP à la fin de l'exercice budgétaire 2025.

I.2.2. Poursuite du renforcement des capacités des acteurs des ministères

L'appropriation continue de la gestion en mode budget-programmes par les acteurs budgétaires commande la poursuite des opérations de renforcement de capacités axées sur les thématiques de la réforme budgétaire. Ces exercices réguliers de formation au profit des acteurs budgétaires visent à accroitre la maîtrise des processus et des outils de la gestion budgétaire en mode budget-programmes.

Ces formations porteront sur toutes les thématiques d'élaboration et d'exécution du budget de l'Etat, notamment la nomenclature budgétaire de l'Etat, le circuit et les procédures d'exécution du budget et le suivi de la performance.

Ces sessions de renforcement des capacités devront faciliter la maîtrise des liens entre les éléments de la chaîne programmatique (programmes, actions et activités) et ceux de l'architecture de la performance (objectifs, indicateurs et cibles) ainsi que l'interprétation adéquate des résultats (écarts et taux de réalisation).

I.2.3. Poursuite de l'implémentation du dispositif de Contrôle de Gestion

La mise en œuvre du Contrôle de Gestion a démarré par l'élaboration, en 2021, d'un guide sur le Contrôle de Gestion contenant les outils de pilotage et de suivi de la performance des programmes, notamment les fiches d'expression des besoins, les matrices d'actions et d'activités, les lettres d'engagement sur la performance, les lettres d'engagement opérationnel, les tableaux de bords et les plans de travail. Les ministères ont été sensibilisés sur les enjeux de l'implémentation des outils.

Dans le cadre de l'amélioration de l'efficacité de la gestion budgétaire, le Ministère en charge des Finances et du Budget entend poursuivre l'implémentation du dispositif de Contrôle de Gestion dans les ministères. Cette activité consistera à renforcer les capacités des acteurs concernés à l'utilisation de ces outils.

La maitrise des outils du Contrôle de Gestion par les ministères devra à terme renforcer la qualité des documents budgétaires produits (Projets Annuels de Performance, Rapports Annuels de Performance et Rapport Général sur la Performance).

I.2.4. Implémentation du Contrôle Interne Budgétaire

La mise en œuvre du Contrôle Interne Budgétaire (CIB) a démarré par une phase pilote avec cinq (05) ministères. Ce processus a abouti à l'élaboration d'un référentiel du Contrôle Interne Budgétaire dans ces ministères et à la mise en place d'un comité-CIB. Ces ministères devront poursuivre leurs travaux de CIB à travers la mise en place de leur comitologie et le suivi de la mise en œuvre du référentiel.

L'implémentation du Contrôle Interne Budgétaire se poursuivra à travers l'extension du déploiement du CIB dans dix (10) autres ministères que sont :

- le Ministère des Transports ;
- le Ministère de la Culture et de la Francophonie ;
- le Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant ;
- le Ministère de l'Environnement, du Développement Durable et de la Transition Ecologique;
- le Ministère des Eaux et Forêts ;
- le Ministère du Tourisme et des Loisirs ;
- le Ministère du Commerce et de l'Industrie ;
- le Ministère de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle et de l'Apprentissage ;
- le Ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale ;
- le Ministère de l'Hydraulique, de l'Assainissement et de la Salubrité.

Cette phase d'extension à terme fera l'objet d'évaluation suivie de l'intégration des ministères restants.

I.2.5. Poursuite de l'extension du SIGOBE

Développé en environnement WEB avec des technologies modernes, le Système Intégré de Gestion des Opérations Budgétaires de l'Etat (SIGOBE) inclut tous les acteurs budgétaires et renforce la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des opérations budgétaires. Le système a été déployé dans plusieurs entités de l'Etat (Ministères, Représentations Nationales à l'Etranger, Etablissements Publics Nationaux et Structures assimilées). Aussi, le SIGOBE a été étendu à la gestion des matières en vue de la tenue efficace de la Comptabilité des matières. A cet effet, le module "Entrée" (enregistrement) a été validé et est opérationnel. Toutefois, les modules "Suivi" des matières et "Amortissements" sont en cours de développement.

A terme, il s'agira pour le Ministère en charge du Budget de déployer le SIGOBE dans les Institutions de la République et les projets cofinancés. Les cadres juridiques devant permettre leur implémentation sont en cours de validation.

II. Synthèse des Rapports Annuels de Performance

II.1. Architecture programmatique

Au titre de l'exercice 2024, l'architecture programmatique présente 34 sections (Primature et 33 ministères), 120 programmes hors Comptes Spéciaux du Trésor décomposée en 33 programmes supports et 87 programmes opérationnels avec 466 actions. Cette architecture programmatique comprend également 16 programmes Comptes Spéciaux du Trésor (CST) composés de 33 Comptes d'Affection Spéciale.

Tableau 1 : Synthèse des données de la chaîne programmatique

	NOMBRE DE MISSIONS	NOMBRE DE SECTIONS	NOMBRE DE PROGRAMMES	NOMBRE D'ACTIONS
HORS CST	9	34	120	466
AVEC CST			136	483

Source : Annexe 4 DPPD-PAP 2024-2026

II.2. Architecture de performance

II.2.1. Analyse globale des données sur le cadre de performance

L'analyse des cadres de performance porte sur 119 programmes hors CST de 34 sections.

NB : La section 440 « Ministère Délégué auprès du Ministre des Transports, chargé des Affaires Maritimes » dispose d'un seul programme « Transport Maritime et Fluvio-lagunaire » transféré du ministère des Transports. Cependant le programme 1 « Administration générale » commun à l'ensemble des ministères a été mis en place en cours de gestion à travers l'octroi des crédits budgétaires suite au réaménagement du Gouvernement intervenu à travers le décret n°2023-1023 du 27 décembre 2023 portant nomination d'un Ministre délégué auprès du Ministre des Transports, chargé des Affaires Maritimes. Ce programme « Administration générale » ne dispose donc pas de cadre de performance.

Tableau 2 : Synthèse des données des cadres de performance

	NOMBRE DE MISSIONS	NOMBRE DE SECTIONS	NOMBRE D'OBJECTIFS GLOBAUX	NOMBRE DE PROGRAMMES	NOMBRE D'OBJECTIFS SPECIFIQUES	NOMBRE D'INDICATEURS
HORS CST	9	34	119	119	325	1030

Sources : Annexe 4 DPPD-PAP 2024-2026, RAP 2024 des ministères

Les programmes supports et opérationnels au nombre de 119 comportent 1030 indicateurs rattachés à 325 objectifs spécifiques. L'analyse des RAP se fera uniquement sur les programmes hors CST.

Figure 1 : Proportion de réalisation des indicateurs

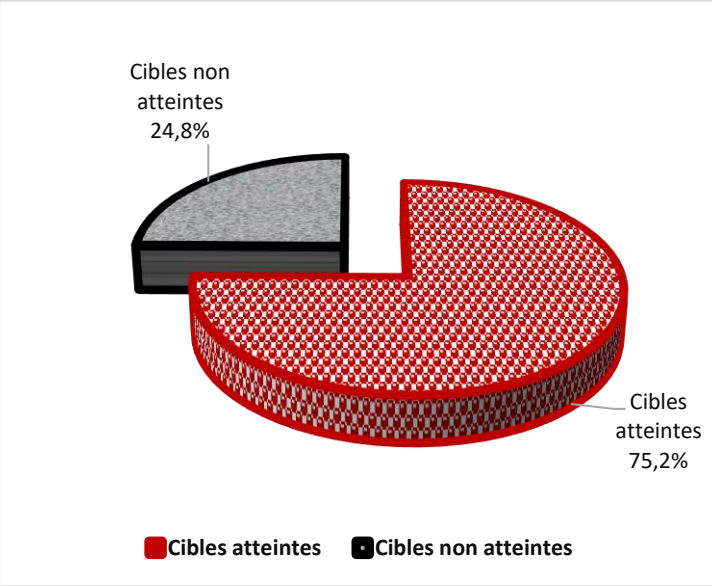
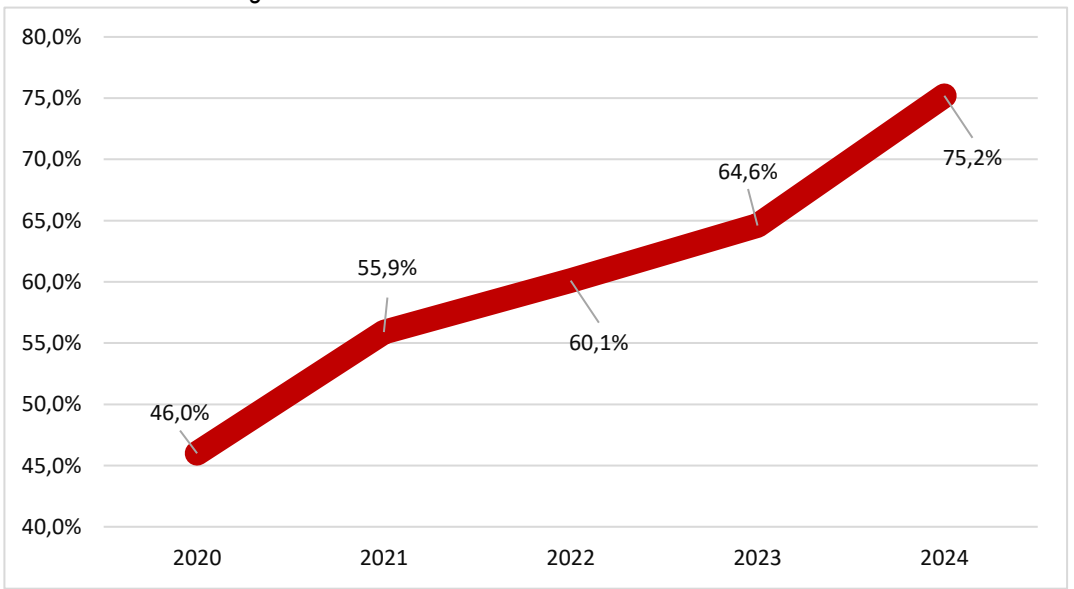


Figure 2 : Evolution de l'atteinte des cibles des indicateurs

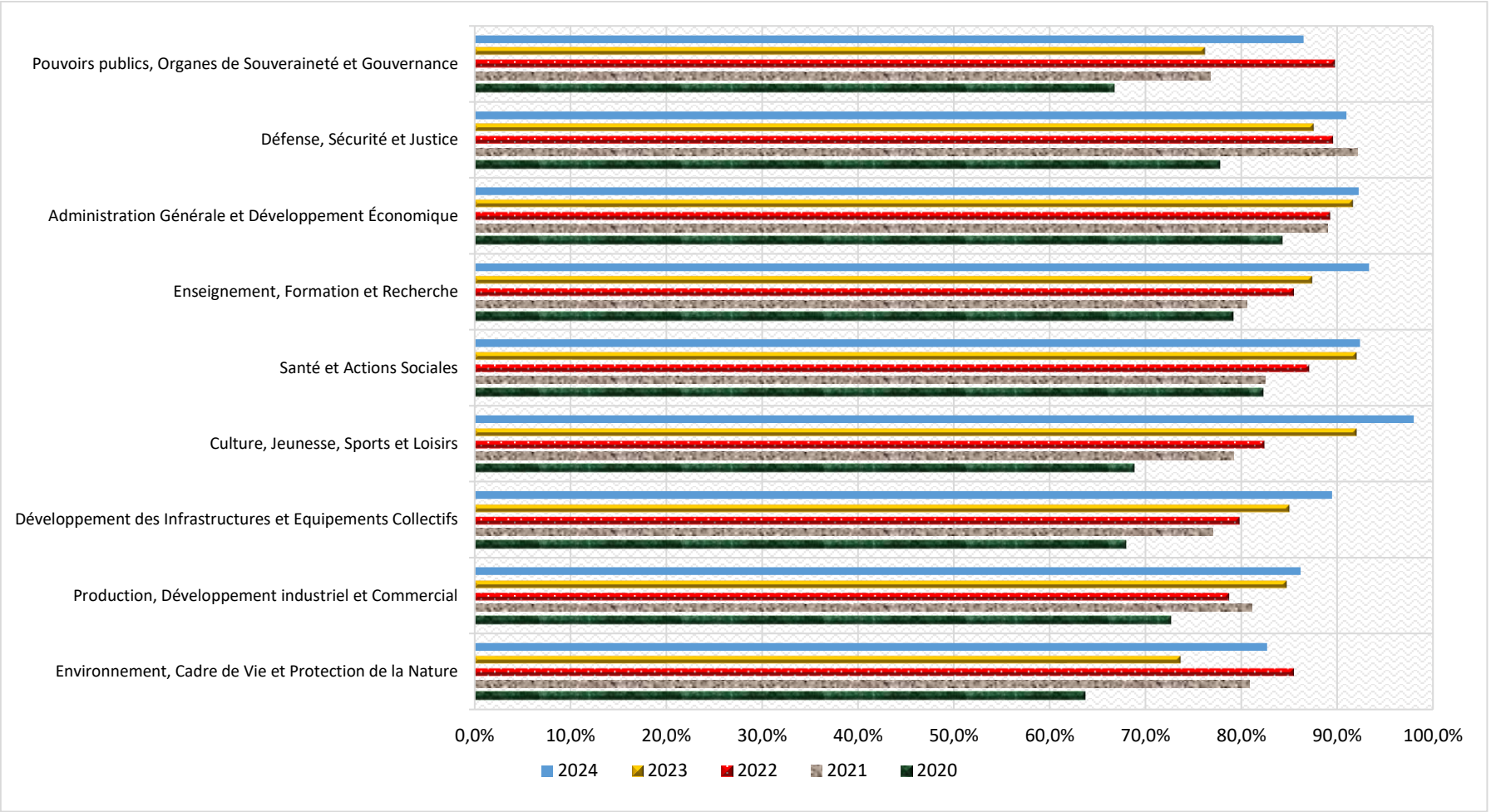


Source : RAP 2024 des ministères

Les valeurs cibles pour 2024 ont été atteintes dans 75,2% des cas contre 64,6% en 2023, 60,1% en 2022, 55,9% en 2021 et 46% en 2020.

II.2.2. Analyse de la réalisation des indicateurs par mission

Figure 3 : Niveau de réalisation des indicateurs par mission


Pouvoirs publics, Organes de Souveraineté et Gouvernance
Défense, Sécurité et Justice
Administration Générale et Développement Économique
Enseignement, Formation et Recherche
Santé et Actions Sociales
Culture, Jeunesse, Sports et Loisirs
Développement des Infrastructures et Equipements Collectifs
Production, Développement industriel et Commercial
Environnement, Cadre de Vie et Protection de la Nature
0,0% 10,0% 20,0% 30,0% 40,0% 50,0% 60,0% 70,0% 80,0% 90,0% 100,0%
2024 2023 2022 2021 2020

Source : RAP 2024 des ministères

En 2024, le taux moyen global de réalisation des indicateurs est de 90,2% contre 85,4% en 2023, 85,2% en 2022, 82,1% en 2021 et 73,7% en 2020, soit un taux d'accroissement de 5,6% par rapport à 2023. Toutes les missions connaissent une progression du niveau de la réalisation de leurs indicateurs par rapport à 2023.

II.2.3. Analyse de la réalisation des indicateurs des sections par mission

En 2024, la mission 1 « Pouvoirs Publics, Organes de Souveraineté et Gouvernance » est constituée de 2 ministères. Cette mission comporte 57 indicateurs.

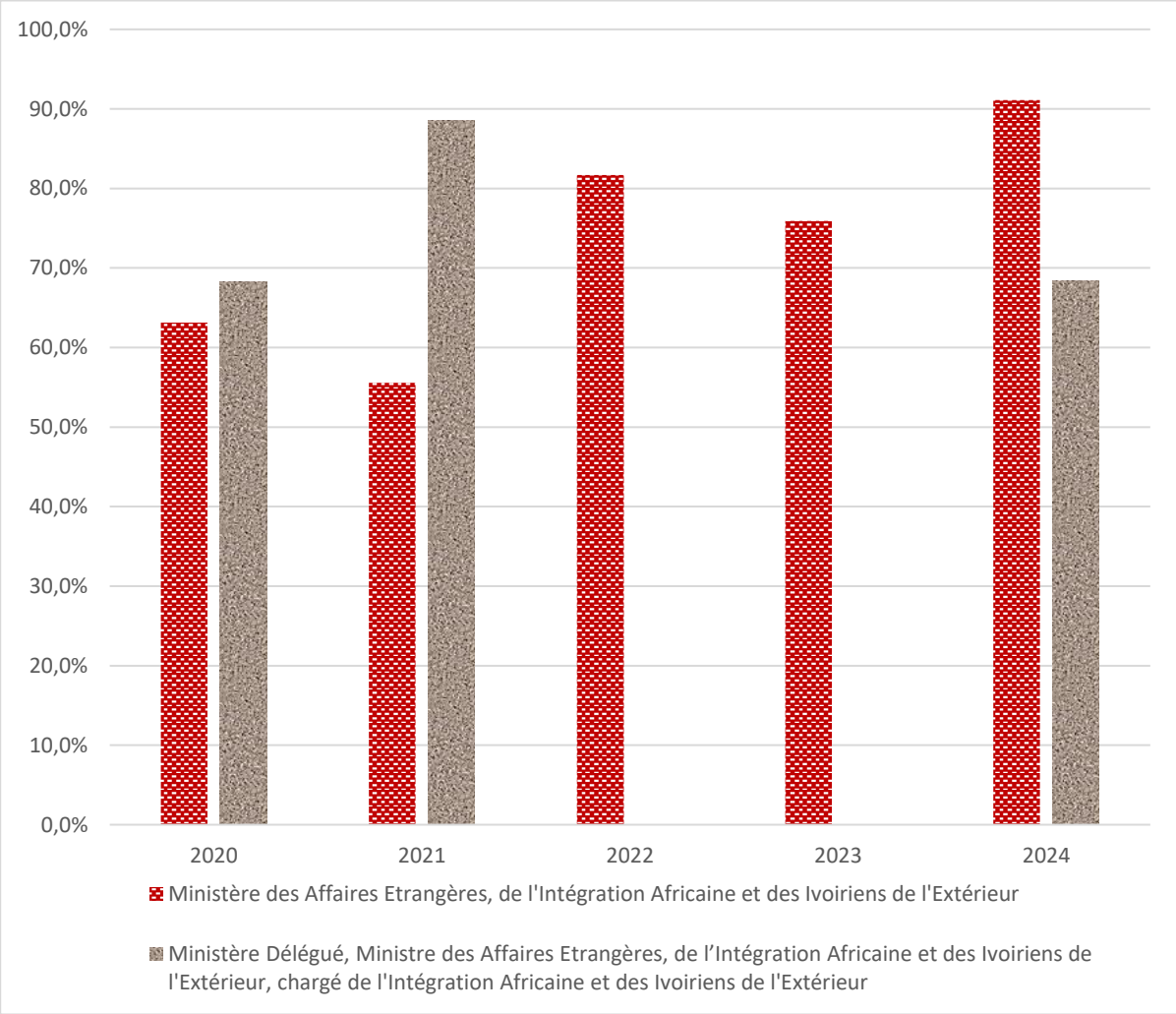
Il convient, toutefois, de relever qu'en 2022 et 2023, le Ministère délégué auprès du Ministre des Affaires Etrangères, de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur, chargé de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur n'existait pas dans la liste des ministères disposant de cadres de performance.

Le Taux Moyen de Réalisation (TMR) des cibles définies par cette mission est de 86,5% en 2024 contre 75,9% en 2023, 89,7% en 2022, 76,7% en 2021 et 66,7% en 2020.

Le taux d'accroissement du taux moyen de réalisation entre 2023 et 2024 est de 13,9%.

NB : Dans cette mission, le programme renforcement des capacités rattaché à la Primature a atteint toutes ses cibles, soit un taux de réalisation de 100%.

Figure 4 : Réalisation des indicateurs des sections de la mission 1 « Pouvoirs publics, Organes de Souveraineté et Gouvernance »



Source : RAP 2024 des ministères de la mission 1

En 2024, la mission 2 « Défense, Sécurité et Justice » est composée de 3 ministères dont la performance est mesurée par 98 indicateurs.

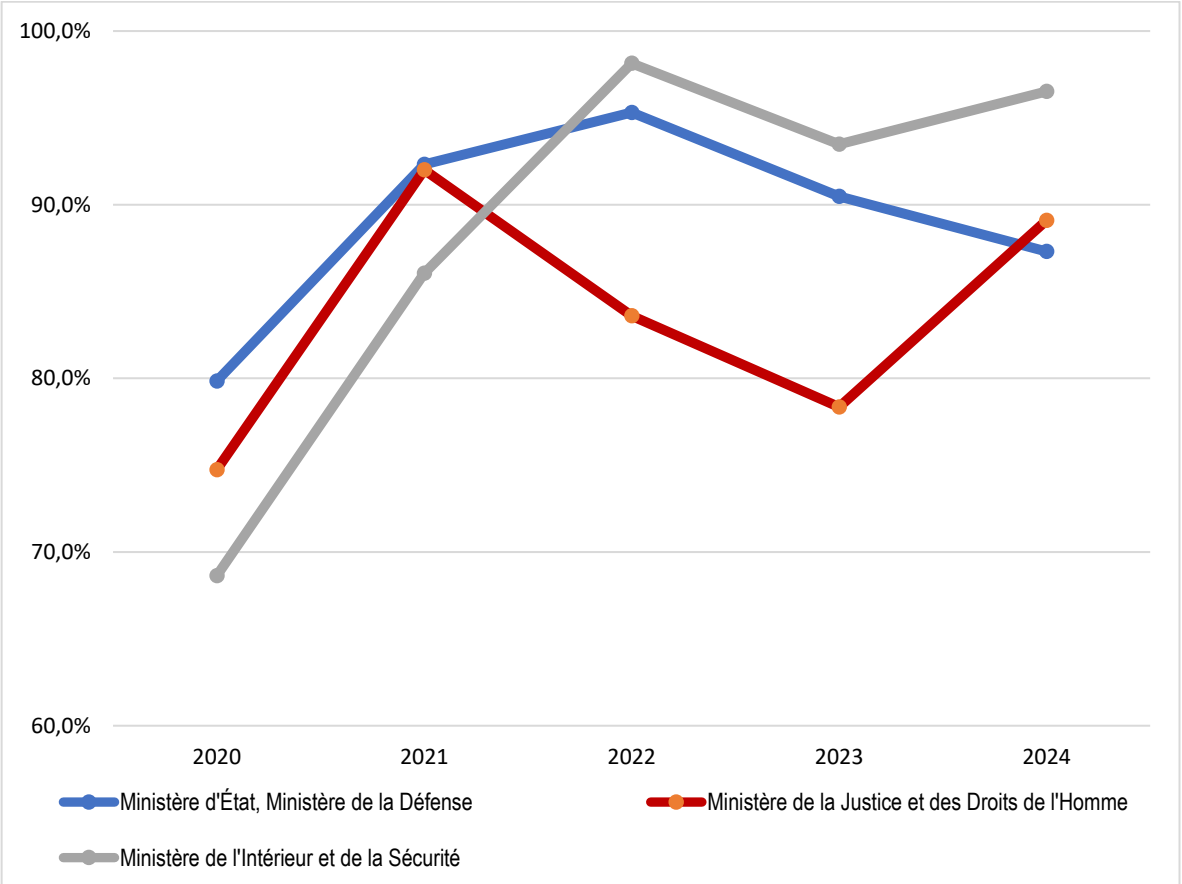
Le Taux Moyen de Réalisation des cibles définies est de 91% en 2024 contre 87,4% en 2023, 89,5% en 2022, 92,2% en 2021 et 77,7% en 2020.

Le taux d'accroissement du TMR entre 2023 et 2024, pour la mission 2, est de 4%.

Le Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité a le taux moyen de réalisation (96,5%) le plus élevé en 2024.

Par ailleurs, le Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme a connu le taux de progression le plus élevé, soit un taux de croissance de 13,7%.

Figure 5 : Réalisation des indicateurs des sections de la mission 2 « Défense, Sécurité et Justice »



Source : RAP 2024 des ministères de la mission 2

En 2024, la mission 3 « Administration Générale et Développement Economique » comprend 4 ministères comportant 142 indicateurs.

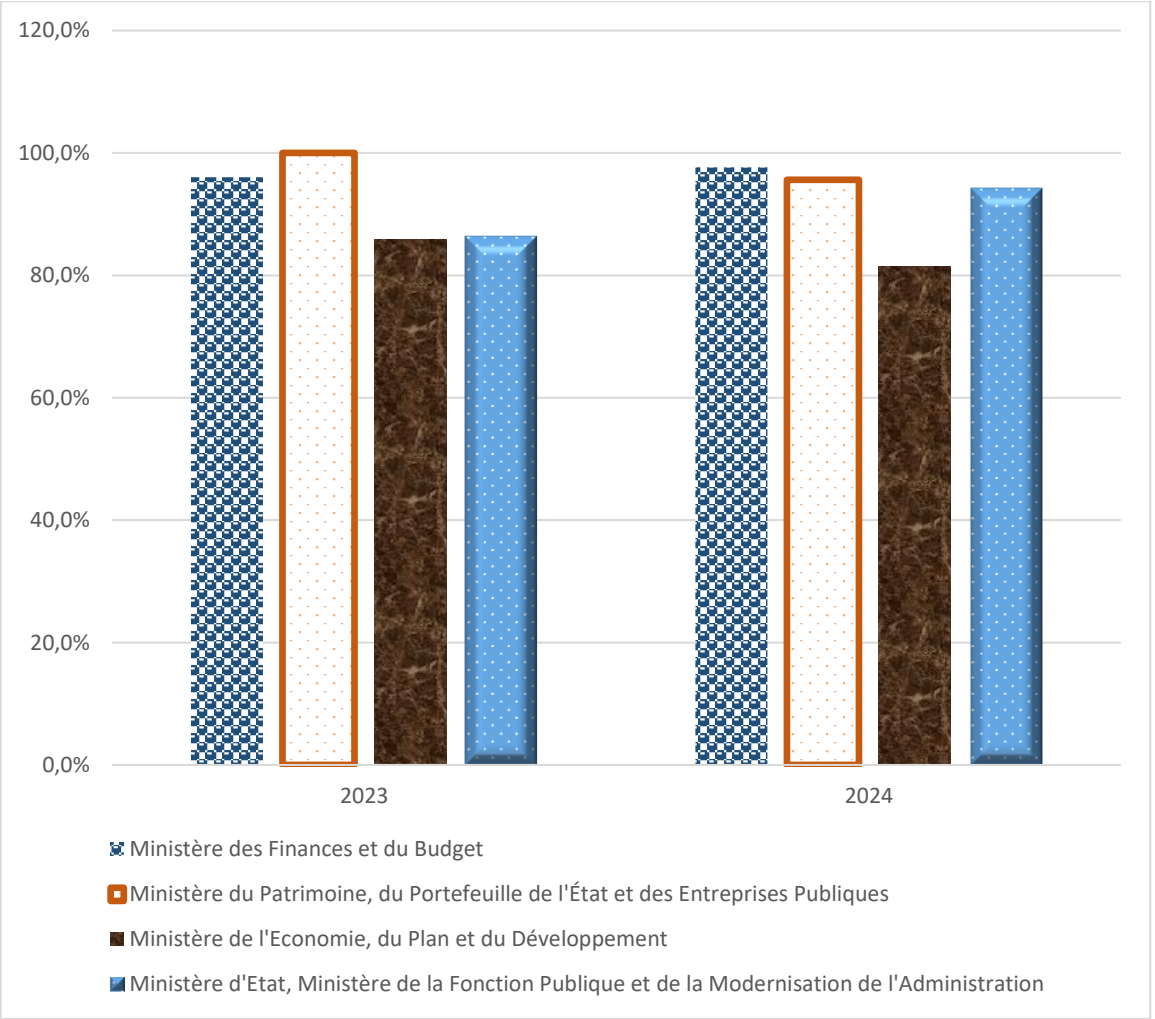
Le taux moyen de réalisation des cibles définies est de 92,2% en 2024 contre 91,6% en 2023.

Le taux d'accroissement du TMR entre 2023 et 2024 est de 0,7%.

Le Ministère des Finances et du Budget présente le taux de réalisation le plus élevé en 2024, soit 97,6%.

Par ailleurs, le Ministère d'Etat, Ministère de la Fonction Publique et de la Modernisation de l'Administration a connu le taux de progression le plus élevé, soit un taux de croissance de 9,1%.

Figure 6 : Réalisation des indicateurs des sections de la mission 3 « Administration Générale et Développement Economique »



Source : RAP 2024 des ministères de la mission 3

En 2024, la mission 4 « Enseignement, Formation et Recherche » comprend 3 ministères dont la performance est mesurée par 84 indicateurs.

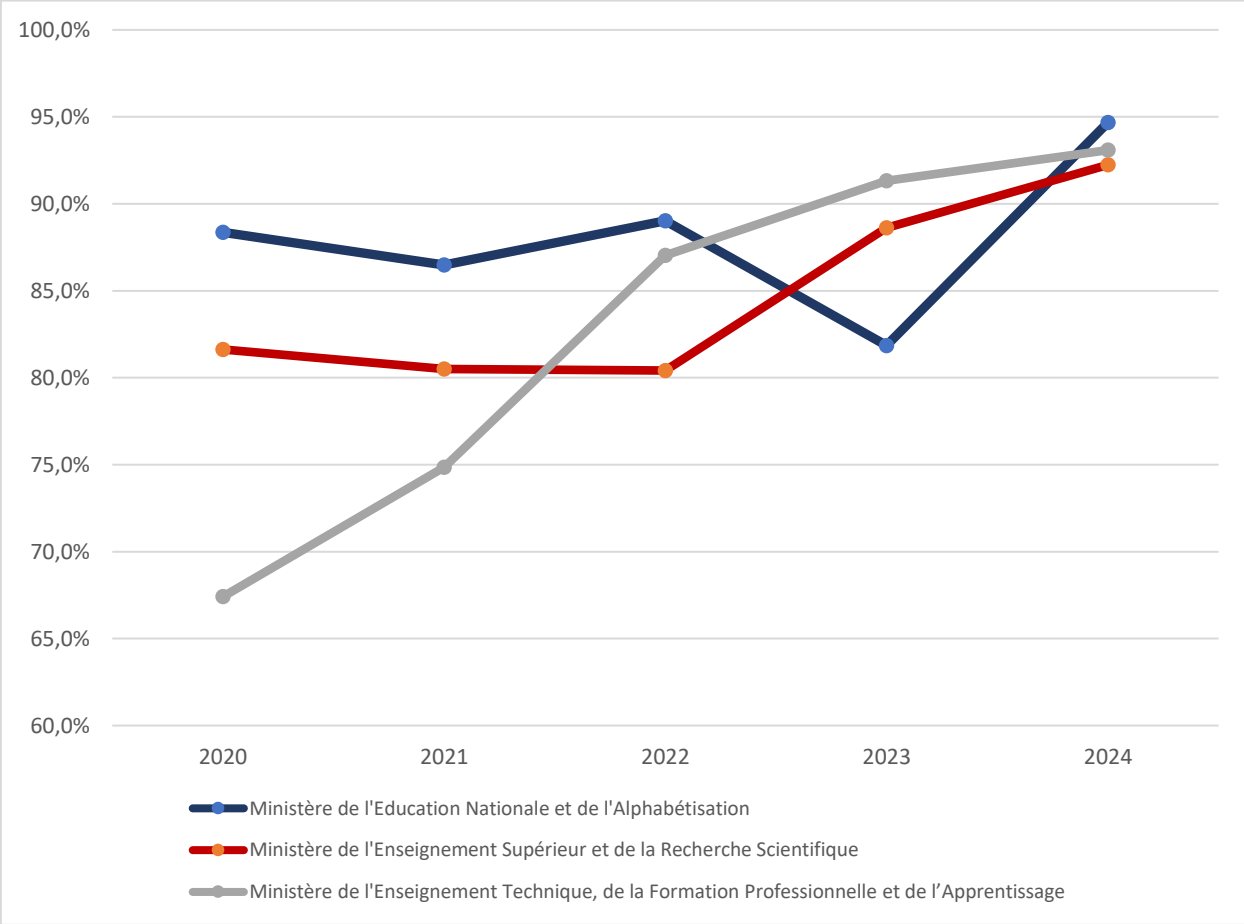
Le Taux Moyen de Réalisation des cibles définies est de 93,3% en 2024 contre 87,3% en 2023, 85,4% en 2022, 80,6% en 2021 et 79,1% en 2020.

Le taux d'accroissement du TMR entre 2023 et 2024, en ce qui concerne la mission 4, est de 6,9%.

Le Ministère de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle et de l'Apprentissage présente une croissance continue depuis 2020.

Par ailleurs, le Ministère de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation a connu le taux de progression le plus élevé, soit un taux d'accroissement de 15,7%.

Figure 7 : Réalisation des indicateurs des sections de la mission 4 « Enseignement, Formation et Recherche »



Source : RAP 2024 des ministères de la mission 4

En 2024, la mission 5 « Santé et Actions Sociales » comprend 4 ministères dont la performance est mesurée à travers 141 indicateurs.

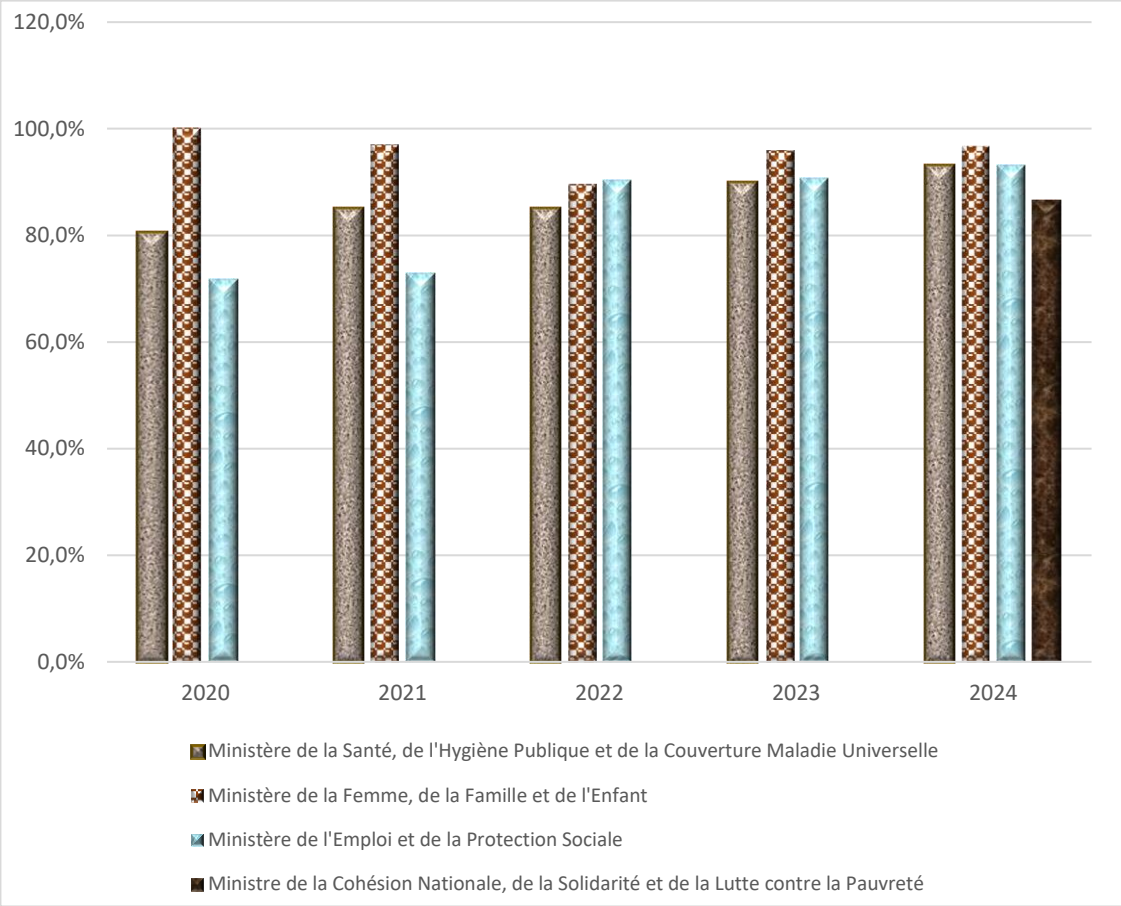
Le Taux Moyen de Réalisation des cibles définies est de 92,4% en 2024 contre 92% en 2023, 87% en 2022, 82,5% en 2021 et 82,3% en 2020.

Le taux d'accroissement du TMR entre 2023 et 2024, pour cette mission, est de 0,4%.

Le Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant présente le taux de réalisation le plus élevé en 2024 avec 96,6%.

Par ailleurs, le Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et de la Couverture Maladie Universelle a connu le taux de progression le plus élevé, soit un taux de croissance de 3,7%.

Figure 8 : Réalisation des indicateurs des sections de la mission 5 « Santé et Actions Sociales »



Source : RAP 2024 des ministères de la mission 5

En 2024, la mission 6 « Culture, Jeunesse, Sports et Loisirs » est constituée de 5 ministères dont la performance est mesurée par 120 indicateurs.

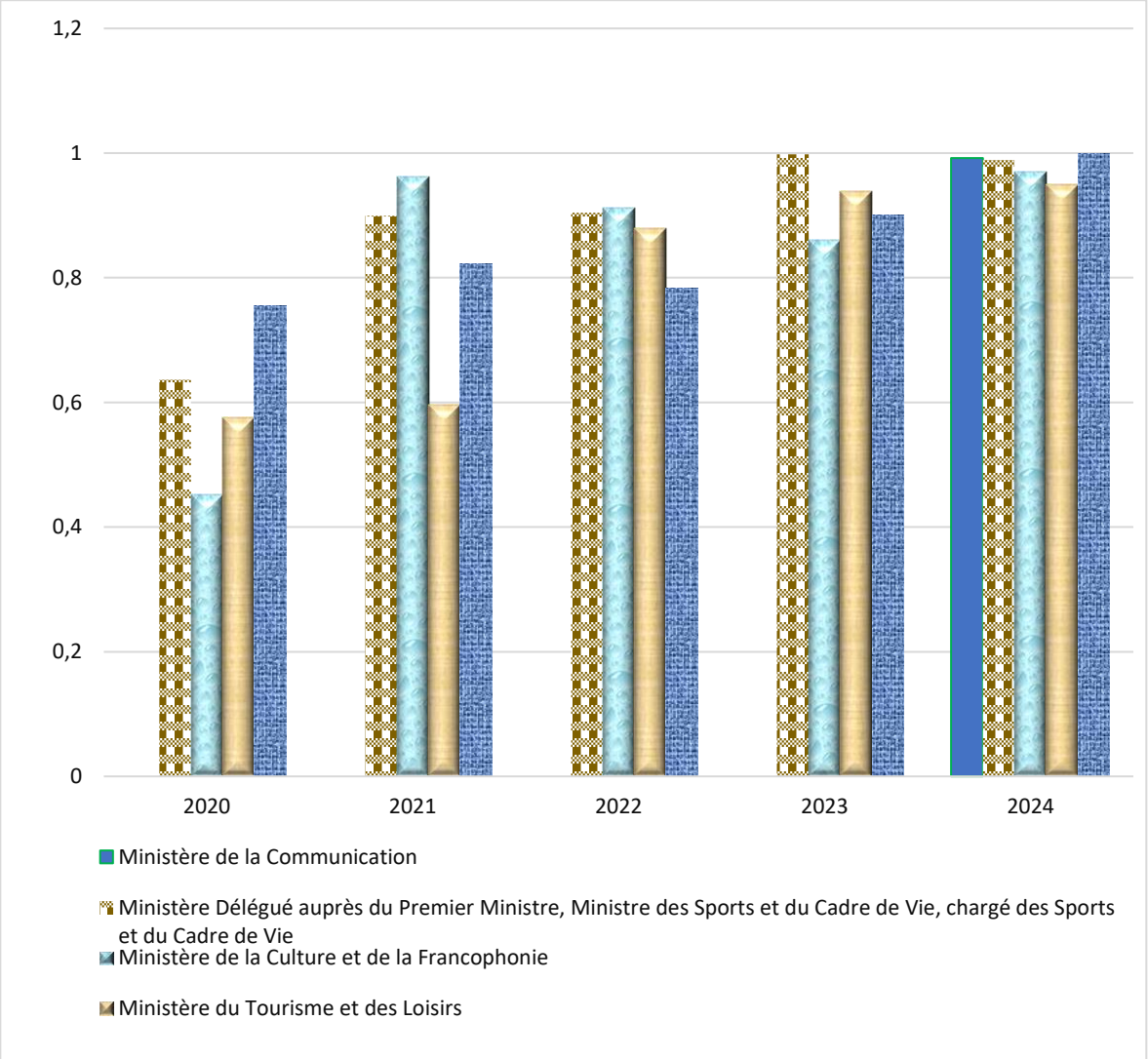
Le Taux Moyen de Réalisation des cibles définies est de 98% en 2024 contre 92% en 2023, 82,3% en 2022, 79,2% en 2021 et 68,8% en 2020.

Le taux d'accroissement du TMR entre 2023 et 2024, au titre de cette mission, est de 6,5%.

Les deux (2) ministères ayant significativement contribué à l'atteinte des résultats de cette mission en 2024 sont :

- le Ministère de la Culture et de la Francophonie avec un taux de croissance de 12,8% ;
- le Ministère de la Promotion de la Jeunesse, de l'Insertion Professionnelle et du Service Civique avec un taux de croissance de 11,1%.

Figure 9 : Réalisation des indicateurs des sections de la mission 6 « Culture, Jeunesse, Sports et Loisirs »



Source : RAP 2024 des ministères de la mission 6

En 2024, la mission 7 « Développement des Infrastructures et Equipements Collectifs » est constituée de 6 ministères dont la performance est mesurée par 139 indicateurs.

Le Taux Moyen de Réalisation des cibles définies est de 89,5% en 2024 contre 84,9% en 2023, 79,7% en 2022, 77% en 2021 et 67,9% en 2020.

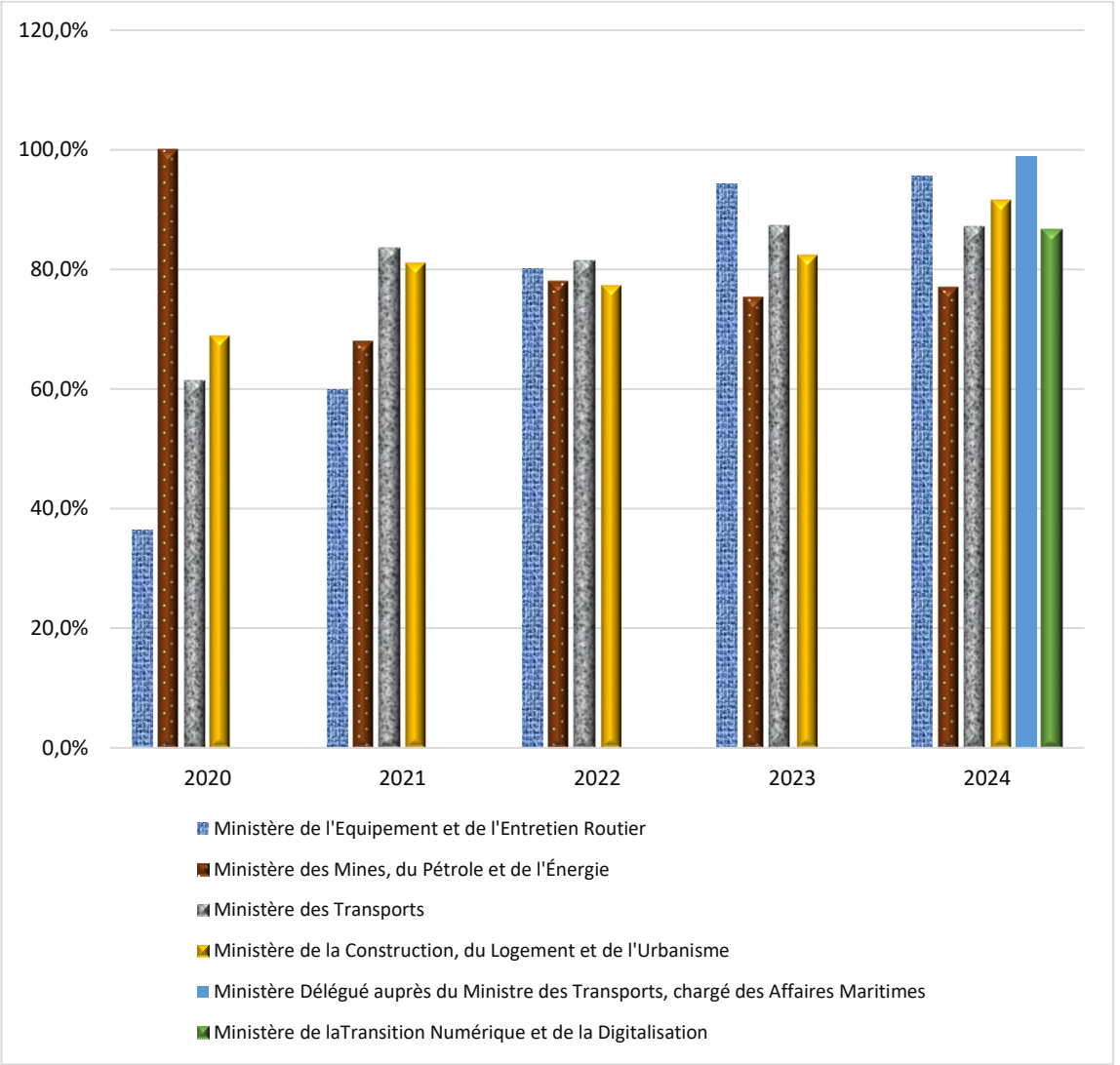
Le taux d'accroissement du TMR entre 2023 et 2024, de cette mission, est de 5,4%.

Les deux (2) ministères ayant significativement contribué à l'atteinte des résultats de cette mission en 2024 sont :

- Ministère délégué auprès du Ministre des Transports, chargé des Affaires Maritimes ;
- Ministère de l'Equipement et de l'Entretien Routier.

Par ailleurs, le Ministère de l'Equipement et de l'Entretien Routier a connu une performance continue passant de 36,4% en 2020 à 60% en 2021, 80,1% en 2022, 94,4% en 2023 et 95,6% en 2024, soit des taux d'accroissement

Figure 10 : Réalisation des indicateurs des sections de la mission 7 « Développement des Infrastructures et Equipements Collectifs »



Source : RAP 2024 des ministères de la mission 7

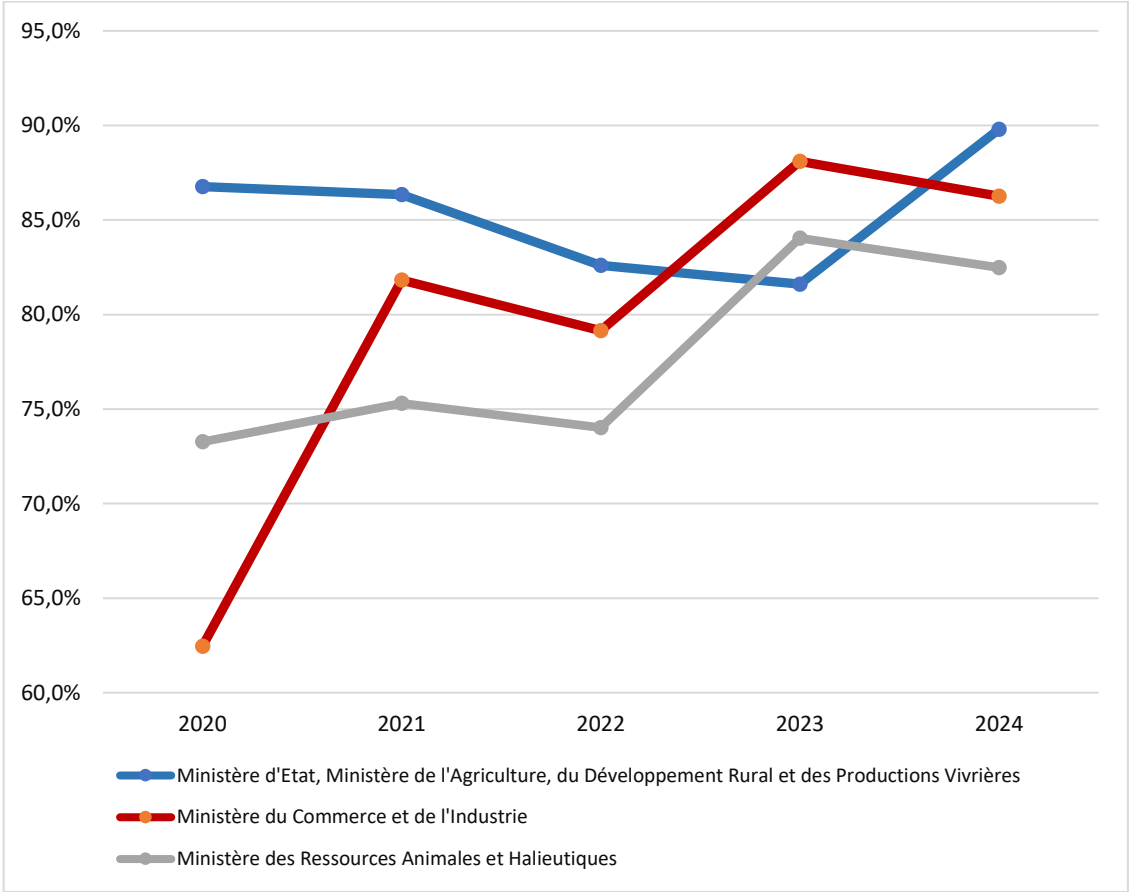
En 2024, la mission 8 « Production, Développement Industriel et Commercial » comprend 3 ministères dont la performance est mesurée par 144 indicateurs.

Le Taux Moyen de Réalisation des cibles définies est de 86,2% en 2024 contre 84,6% en 2023, 78,6% en 2022, 81,1% en 2021 et 72,6% en 2020.

Le taux d'accroissement du TMR entre 2023 et 2024, en ce qui concerne cette mission, est de 1,9%.

Le ministère ayant significativement contribué à l'atteinte des résultats de cette mission en 2024 est le Ministère d'Etat, Ministère de l'Agriculture, du Développement Rural et des Productions Vivrières.

Figure 11 : Réalisation des indicateurs des sections de la mission 8 « Production, Développement Industriel et Commercial »



Source : RAP 2024 des ministères de la mission 8

En 2024, les ministères composant la mission 9 « Environnement, Cadre de Vie et Protection de la Nature » sont au nombre de 3 dont la performance est mesurée par 89 indicateurs.

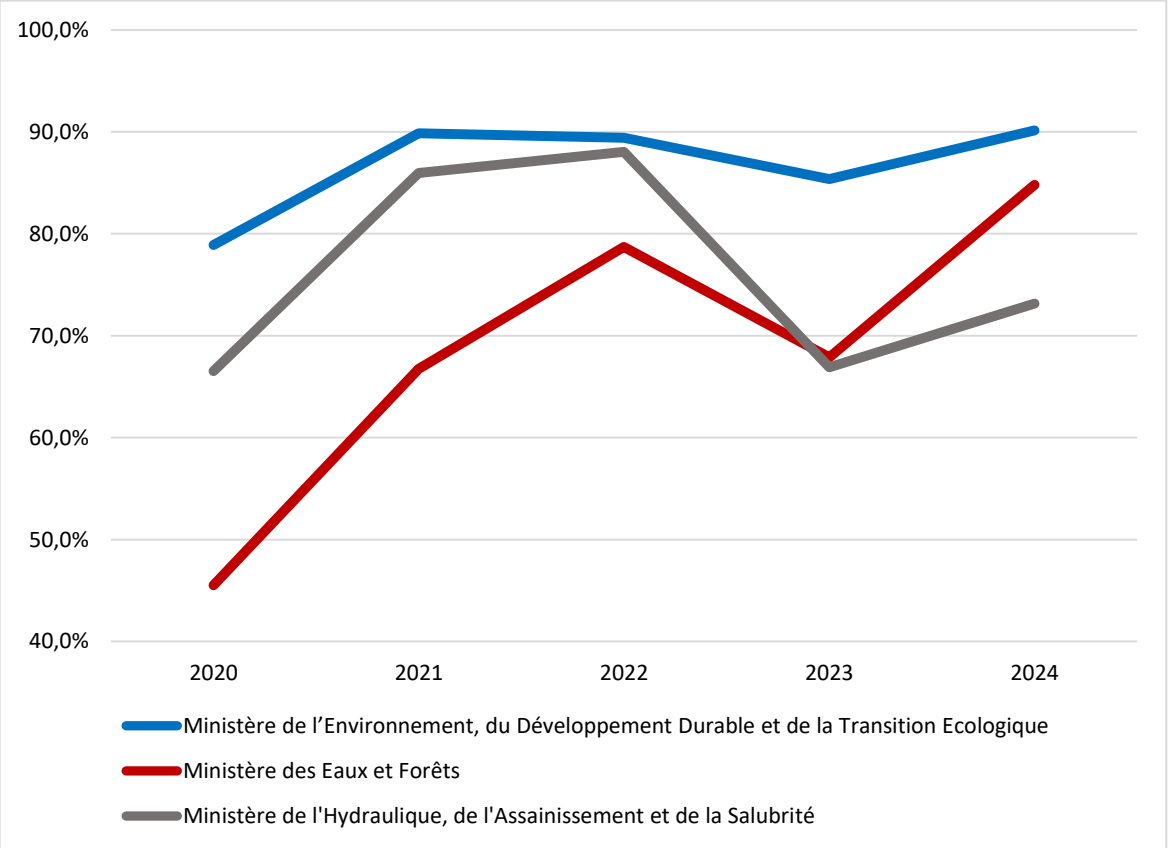
Le Taux Moyen de Réalisation des cibles définies est de 82,7% en 2024 contre 73,4% en 2023, 85,4% en 2022, 80,9% en 2021 et 63,7% en 2020.

Le taux d'accroissement du TMR entre 2023 et 2024, pour ce qui est de cette mission, est de 12,7%.

Dans cette mission, le Ministère de l'Environnement, du Développement Durable et de la Transition Ecologique a le taux de réalisation le plus élevé en 2024, soit 90,2%.

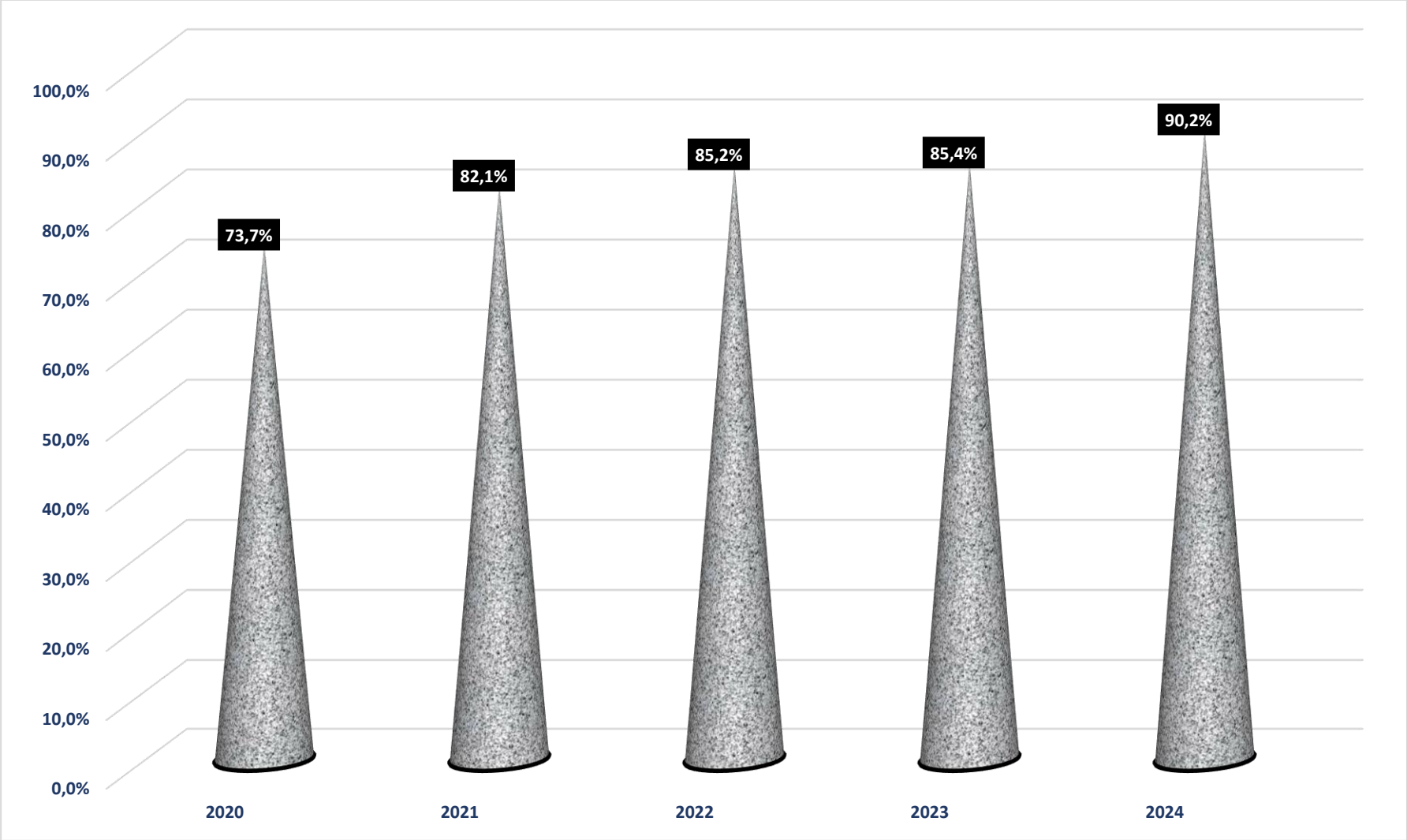
Néanmoins, le Ministère des Eaux et Forêts a connu le taux de progression le plus élevé, soit un taux de croissance de 24,9%.

Figure 12 : Réalisation des indicateurs des sections de la mission 9 « Environnement, Cadre de Vie et Protection de la Nature »



Source : RAP 2024 des ministères de la mission 9

Figure 13 : Evolution du taux moyen de réalisation des cibles des 9 missions de 2020 à 2024



Source : RAP 2020 à 2024

L'analyse de la réalisation des indicateurs des sections par mission relève que le taux moyen de réalisation des cibles pour les neuf (09) missions présente une croissance continue. Il est passé de 73,7% en 2020 à 90,2% en 2024, soit un taux d'accroissement de 22,4%.

.II.3. Financement global

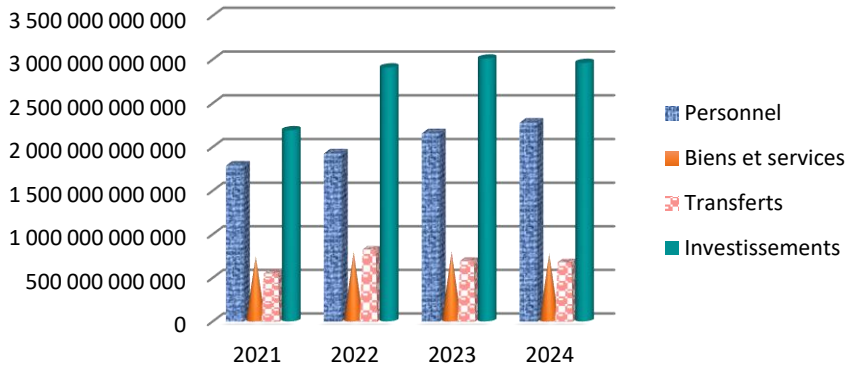
II.3.1. Financement global des programmes supports et opérationnels

Tableau 3 : Financement global des programmes supports et opérationnels

	BUDGET VOTE	BUDGET ACTUEL (a)	MANDAT ORDONNANCÉ (b)	TAUX D'EXECUTION (d) = (b)/(a)
Personnel	2 245 156 467 008	2 278 383 274 656	2 275 736 963 102	99,9%
Biens et Services	583 767 386 801	756 851 771 655	747 749 630 697	98,8%
Transferts	541 453 725 275	674 216 572 971	673 807 351 762	99,9%
Investissements	2 052 376 104 756	2 958 916 528 831	2 638 251 693 219	89,2%
Total	**5 422 753 683 840**	**6 668 368 148 113**	**6 335 545 638 780**	**95,0%**

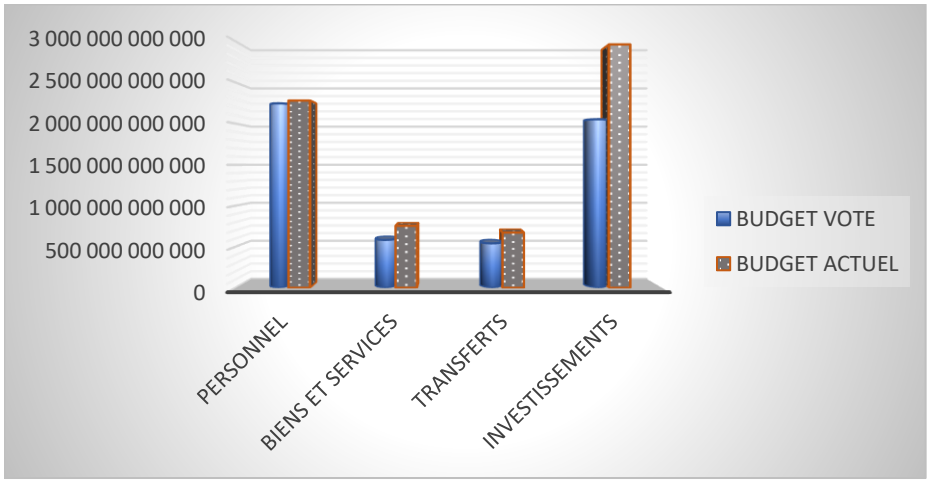
Source : DGBF

Figure 14 : Evolution du budget global par nature de dépenses de 2021 à 2024



Source : DGBF

Figure 15 : Financement global des ministères par nature de dépenses en 2024



Source : DGBF

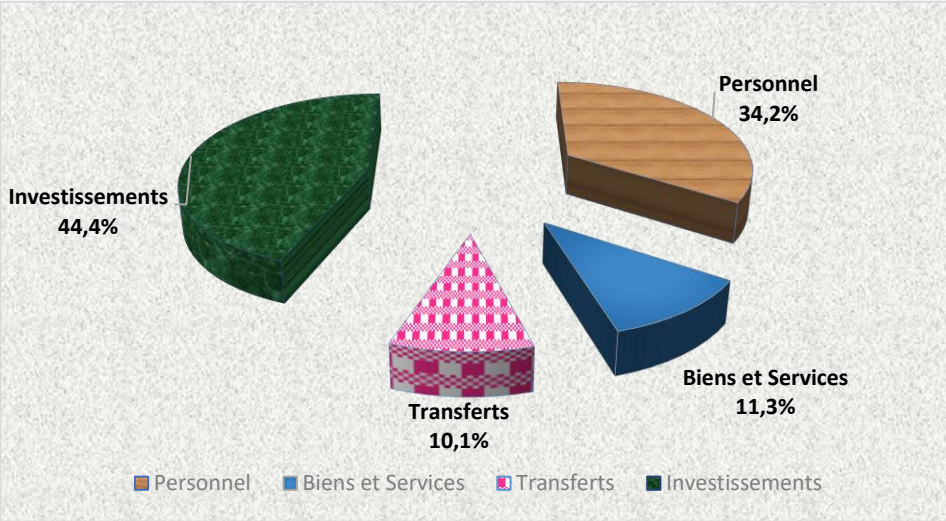
De 2021 à 2024, le niveau des crédits des quatre (4) natures de dépenses de l'ensemble des programmes a connu une hausse de 27%.
Le budget voté alloué à ces programmes en 2024 s'élevait à 5.422.753.683.840 FCFA.

Divers actes modificatifs intervenus en cours d'exercice ont porté le budget actuel des programmes à 6.668.368.148.113 FCFA contre :

- 6.634.296.855.727 FCFA en 2023 ;
- 6.433.276.364.481 FCFA en 2022 ;
- 5.249.156.717.833 FCFA en 2021.

En 2024, sur les quatre natures de dépenses, les investissements ont connu une variation passant d'un budget initial de 2.052.376.104.756 FCFA à un budget actuel de 2.958.916.528.831 FCFA, soit 906.540.424.075 FCFA représentant une hausse de 44,2%. Les dépenses de biens et services ont évolué de 29,6% passant de 583.767.386.801 FCFA à 756.851.771.655 FCFA. Les dépenses de transferts ont évolué de 24,5% passant de 541.453.725.275 FCFA à 674.216.572.971 FCFA. Quant aux dépenses de personnel, elles ont évolué de 1,5% passant de 2.245.156.467.008 FCFA à 2.278.383.274.656 FCFA.

Figure 16 : Répartition du budget global par nature de dépenses

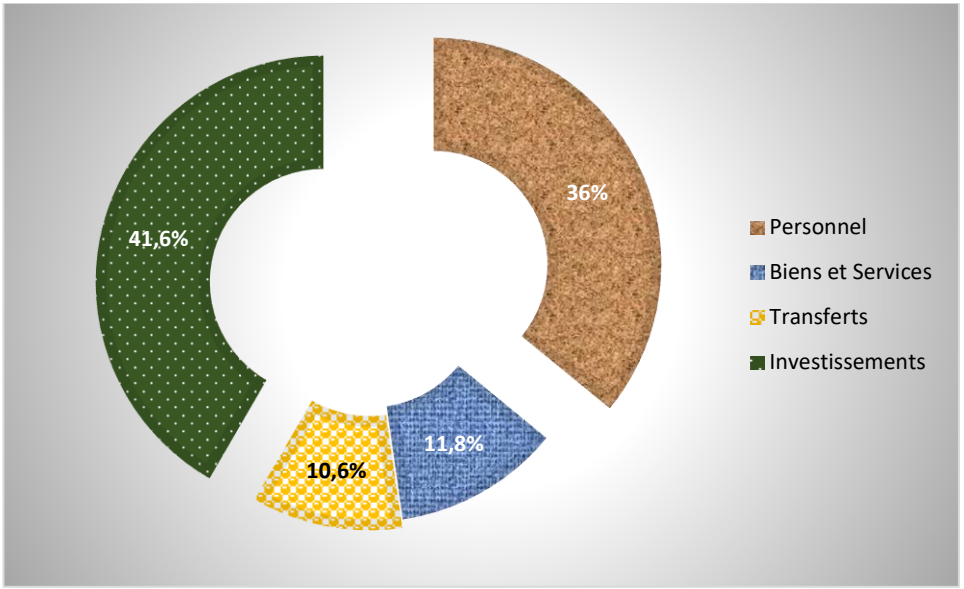


En 2024, le budget global des programmes a connu une hausse de **23%** en passant d'un budget voté de **5.422.753.683.840 FCFA** à un budget actuel de **6.668.368.148.113 FCFA** dont :

- 2.278.383.274.656 FCFA pour le Personnel, soit 34,2%;
- 756.851.771.655 FCFA pour les Biens et Services, soit 11,3%;
- 674.216.572.971 FCFA pour les Transferts, soit 10,1%;
- 2.958.916.528.831 FCFA pour les Investissements, soit 44,4%.

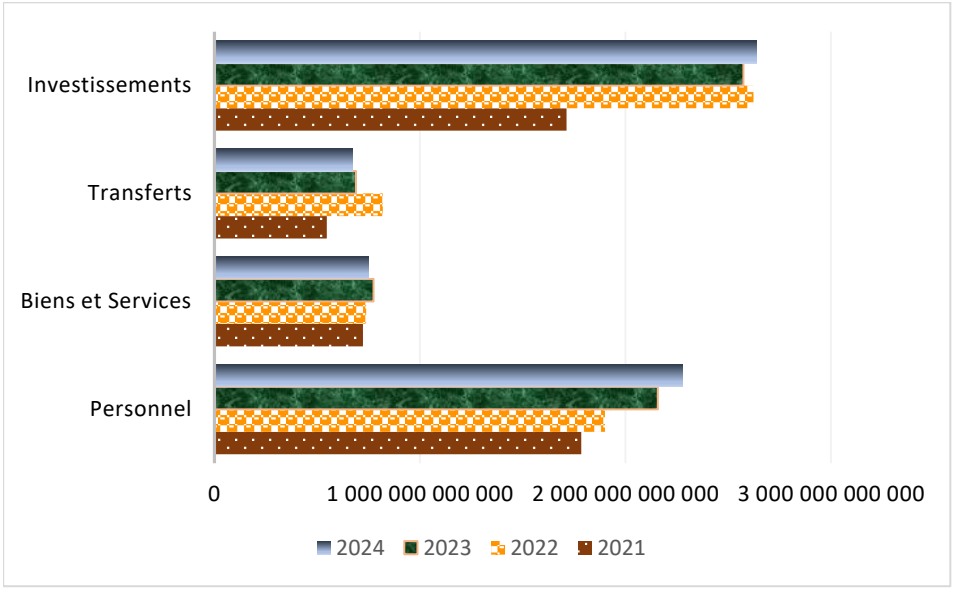
Source : DGBF

Figure 17 : Répartition des mandats ordonnancés des programmes par nature de dépenses



Source : DGBF

Figure 18 : Evolution des mandats ordonnancés par nature de dépenses



Source : DGBF

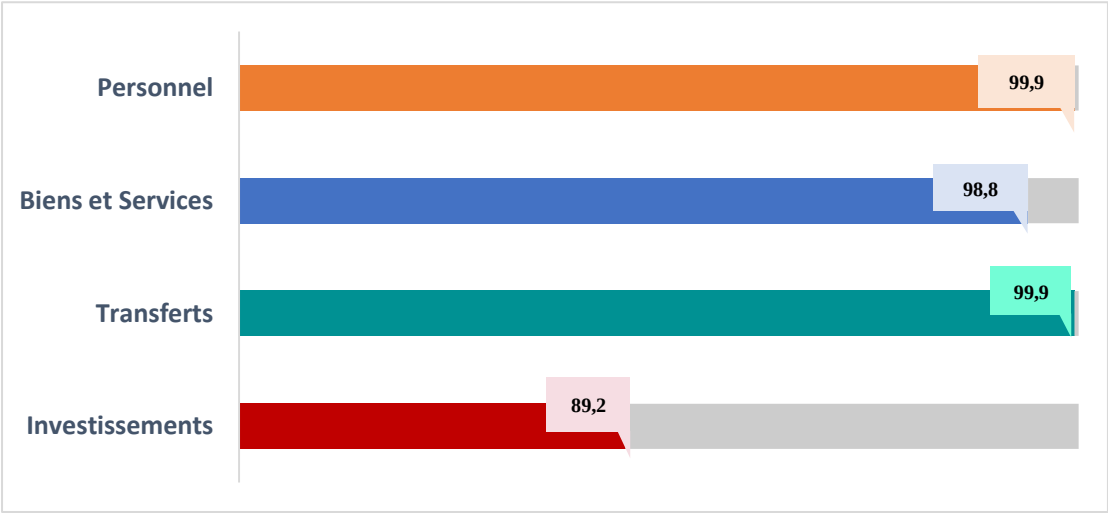
La proportion des dépenses exécutées par nature (base mandats ordonnancés) de 2021 à 2024 se présente comme suit :

- 36% pour le Personnel en 2024 contre 34,8% en 2023, 31,2% en 2022 et 37,4% en 2021 ;
- 11,8% pour les Biens et Services en 2024 contre 12,5% en 2023, 12,2% en 2022 et 15,2% en 2021 ;
- 10,6% pour les Transferts en 2024 contre 11,1% en 2023,13,5% en 2022 et 11,5% en 2021 ;
- 41,6% pour les Investissements en 2024 contre 41,6% en 2023, 43,1% en 2022 et 35,9% en 2021.

Figure 19 : Niveau de réalisation du budget des programmes par nature de dépenses

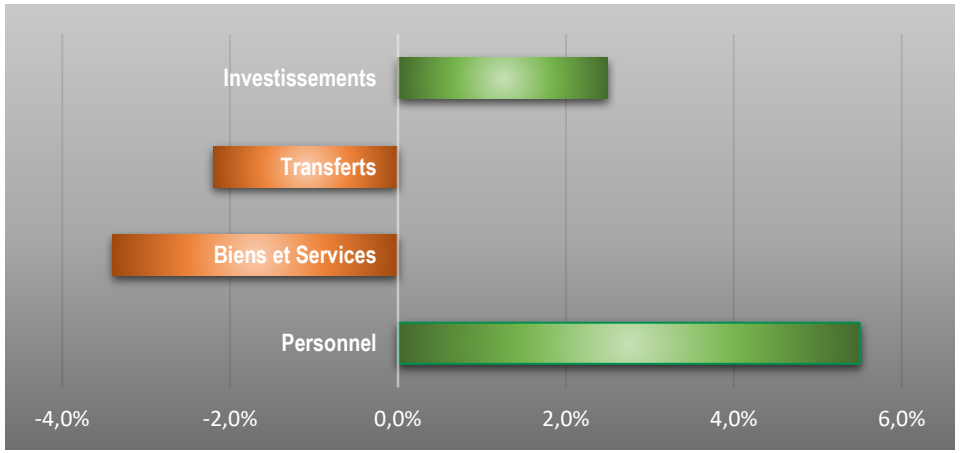
Le taux global d'exécution du budget des programmes est de 94,8% en 2024 contre 93,4% en 2023. Le taux d'exécution par nature de dépenses se présente comme suit :

- 99,9% pour le Personnel contre 100% en 2023, 98% en 2022 et 99,8% en 2021, soit une hausse de 27,5% entre 2024 et 2021 ;
- 98,8% pour les Biens et Services contre 99,4% en 2023, 95% en 2022 et 99,8% en 2021, soit une hausse de 3,4% entre 2024 et 2021 ;
- 99,9% pour les Transferts contre 100% en 2023, 99,9% en 2022 et 99,9% en 2021, soit une hausse de 23,4% entre 2024 et 2021 ;
- 89,2% pour les Investissements contre 85,5% en 2023, 90,2% en 2022 et 78,2% en 2021, soit une hausse de 54,1% entre 2024 et 2021.



Source : DGBF

Figure 20 : Taux d'accroissement des réalisations du budget des programmes par nature de dépenses entre 2023 et 2024



Source : DGBF

Entre 2023 et 2024, il est constaté une baisse des niveaux de réalisation des dépenses de transferts et de biens et services respectivement de 2,2% et 3,4%.

Les dépenses de personnel et d'investissement ont connu des hausses respectives de 5,5% et de 2,5% entre 2023 et 2024.

II.3.2. Financement global des CST

Tableau 4 : Financement global des CST

	BUDGET VOTE	BUDGET ACTUEL (a)	EXECUTION (b)	TAUX D'EXECUTION (c) = (b)/(a)
Transferts	1 300 573 176 811	1 222 596 989 710	1 222 596 989 710	100%
Total	**1 300 573 176 811**	**1 222 596 989 710**	**1 222 596 989 710**	**100%**

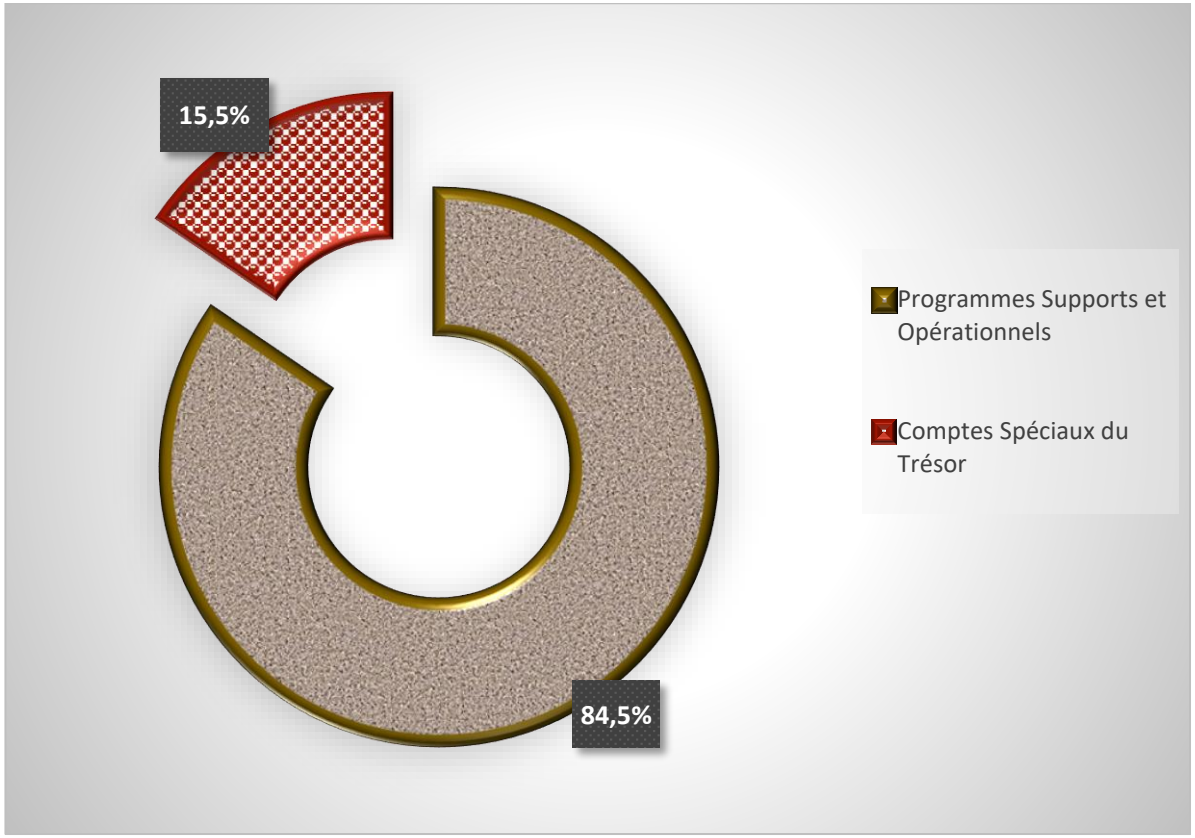
Source : DGBF

Le nombre de CST est passé de 33 en 2023 à 38 en 2024. Cette situation est due à la suppression du CST « Transférer la taxe spéciale » logé au Ministère des Finances et du Budget et la création de six (6) nouveaux CST dans trois (3) ministères. Il s'agit de :

- au titre du Ministère des Transports :
  - Transférer la taxe spéciale sur les véhicules à moteur à l'AMUGA ;
  - Transférer la taxe spéciale sur les véhicules à moteur à l'ARTI ;
- au titre du Ministère de la Culture et de la Francophonie :
  - Transférer la taxe sur les jeux de hasard ;
  - Transférer les recettes affectées au Fonds National de l'Industrie Cinématographique (FONSIC) ;
  - Taxe de Diffusion des Vidéos à la Demande (TDVD) / ONAC-CI ;
- au titre du Ministère du Commerce et de l'Industrie :
  - Transférer les recettes affectées au Fonds National pour le Développement des Zones Industrielles.

Pour l'année 2024, le budget voté au titre des Comptes Spéciaux du Trésor est de 1.300.573.176.811 FCFA. Ce montant est passé à 1.222.596.989.710 FCFA au budget actuel contre 1.057.575.372.910 FCFA en 2023 et 742.322.430.227 FCFA en 2022, soit une hausse de 39,3% de 2022 à 2024.

Figure 21 : Répartition du budget entre les programmes « supports et opérationnels » et les CST

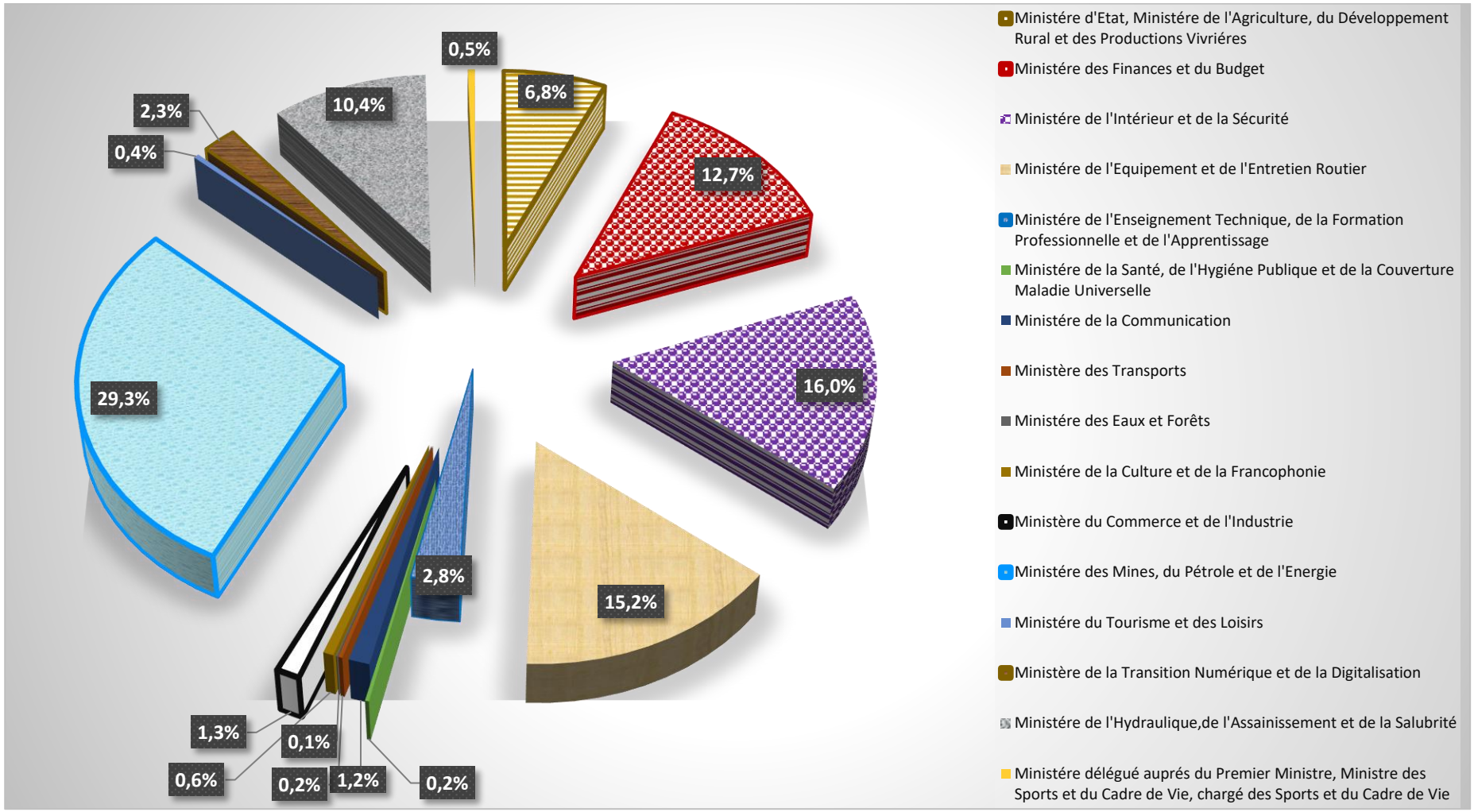


Source : DGBF

En 2024, le budget global des programmes y compris les CST s'élève à 7.890.965.137.823 FCFA. Il est reparti comme suit :

- 6.668.368.148.113 FCFA pour les programmes supports et opérationnels, soit 84,5% contre 86,3% en 2023 et 89,7% en 2022 ;
- 1.222.596.989.710 FCFA pour les Comptes Spéciaux du Trésor, soit 15,5% contre 13,7% en 2023 et 10,3% en 2022.

Figure 22 : Répartition du budget des CST par ministère


0,5%
6,8%
12,7%
16,0%
15,2%
2,8%
1,3%
0,1%
0,6%
0,2%
1,2%
0,2%
29,3%
2,3%
0,4%
10,4%
Ministère d'Etat, Ministère de l'Agriculture, du Développement Rural et des Productions Vivriéres
Ministére des Finances et du Budget
Ministére de l'Intérieur et de la Sécurité
Ministére de l'Equipement et de l'Entretien Routier
Ministére de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle et de l'Apprentissage
Ministére de la Santé, de l'Hygiéne Publique et de la Couverture Maladie Universelle
Ministére de la Communication
Ministère des Transports
Ministére des Eaux et Forêts
Ministére de la Culture et de la Francophonie
Ministère du Commerce et de l'Industrie
Ministére des Mines, du Pétrole et de l'Energie
Ministére du Tourisme et des Loisirs
Ministère de la Transition Numérique et de la Digitalisation
Ministére de l'Hydraulique,de l'Assainissement et de la Salubrité
Ministére délégué auprés du Premier Ministre, Ministre des Sports et du Cadre de Vie, chargé des Sports et du Cadre de Vie

Source : DGBF

Les CST des ministères des Mines, du Pétrole et de l'Energie, de l'Intérieur et de la Sécurité, de l'Equipement et de l'Entretien Routier, représentent 60,5% du volume global du budget des CST.

CONCLUSION

Le Rapport Général sur la Performance 2024 a été élaboré à partir des RAP produits par les ministères. L'ensemble des indicateurs des RAP des ministères disposaient de cibles prédéfinies. La complétude des tableaux et la qualité des RAP confirment l'appropriation de l'orthodoxie du budget-programmes par les ministères.

Le RGP 2024 a permis de faire la synthèse de la performance des ministères sur la base de 1030 indicateurs de performance retenus. Cette synthèse fait ressortir un taux moyen de réalisation de 90,2% contre 85,4% en 2023, 85,2% en 2022, 82,1% en 2021 et 73,7% en 2020.

L'évolution constante de l'atteinte des résultats de 2020 à 2024 traduit les efforts du Gouvernement dans la prise en compte des besoins des populations en vue de l'amélioration de leur bien-être à travers la mise en œuvre efficace et efficiente des politiques publiques.

Ainsi, en rendant compte des actions du Gouvernement, les gestionnaires de crédits respectent les principes de la gestion en mode budget-programmes énoncés dans les différentes lois organiques se rapportant aux Lois de Finances et au Code de Transparence dans la gestion des finances publiques.

En vue de renforcer la culture de la redevabilité dans l'administration publique, plusieurs activités seront menées, notamment la poursuite du renforcement des capacités des acteurs, la sensibilisation et le renforcement du système statistique, la poursuite de l'implémentation du contrôle interne budgétaire et du contrôle de gestion dans l'administration publique et l'élaboration des Rapports Annuels de Performance des programmes Comptes Spéciaux du Trésor à la fin de l'exercice 2025.

ANNEXES

Annexe 1 : Architecture programmatique détaillée

MISSIONS	PROGRAMMES	ACTIONS
1-Pouvoirs publics, Organes de Souveraineté et Gouvernance	**Primature**	
	Programme 1 : Renforcement des Capacités	Action 1.1 : Animation et coordination des actions de renforcement des capacités
		Action 1.2 : Valorisation et promotion du capital humain en vue de la transformation économique et sociale
	Ministère des Affaires Etrangères, de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur	
	Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1 : Coordination et animation
		Action 1.2 : Planification, suivi et évaluation
		Action 1.3 : Gestion des ressources humaines, matérielles et financières
		Action 1.4 : Information et communication
		Action 1.5 : Gestion des conférences internationales, des bourses, des formations et stages professionnels et de la délivrance des passeports officiels
		Action 1.6 : Intensification des missions de prospections économique et commerciale au profit de la Côte d'Ivoire
	Programme 2 : Relation bilatérale	Action 2.1 : Renforcement de la coordination des initiatives en matière de relation bilatérale
		Action 2.2 : Promotion et suivi des relations bilatérales
	Programme 3 : Relation multilatérale	Action 3.1 : Coordination des initiatives en matière de relation multilatérale
		Action 3.2 : Suivi de la relation multilatérale
	Programme 4 : Protocole d'État, Affaires Juridiques et Consulaires	Action 4.1 : Coordination de la mise en œuvre des initiatives en matière du Protocole d'État
		Action 4.2 : Protection des réfugiés et apatrides
		Action 4.3 : Gestion des affaires juridique, consulaire et de l'Etat civil
	Ministère Délégué auprès du Ministre des Affaires Etrangères, de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur, chargé de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur	
	Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1 : Coordination et animation du Ministère
		Action 1.2 : Gestion des ressources humaines, financières et matérielles
	Programme 2 : Politiques d'Intégration	Action 2.1 : Libre circulation et intégration monétaire
		Action 2.2 : Coordination et promotion des politiques d'intégration africaine
	Programme 3: Diaspora	Action 3.1 : Lutte contre la migration irrégulière
		Action 3.2 : Contribution de la diaspora au développement économique
		Action 3.3 : Assistance aux ivoiriens de la diaspora

MISSIONS	PROGRAMMES	ACTIONS
2-Défense, Sécurité et Justice	**Ministère d'État, Ministère de la Défense**	
	Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1 : Coordination et animation du ministère
		Action 1.2 : Gestion des ressources humaines, financières et matérielles
		Action 1.3 : Planification, programmation et suivi-évaluation
		Action 1.4 : Gestion des systèmes d'information et de communication
	Programme 2 : Défense	Action 2.1 : Coordonner les activités des Armées et des forces spéciales
		Action 2.2 : Renforcement des capacités opérationnelles des armées et des forces spéciales
		Action 2.3 : Participation à la sécurité régionale et internationale
	Programme 3 : Sécurité	Action 3.1 : Coordination des activités des unités et services de la gendarmerie nationale
		Action 3.2 : Renforcement des capacités opérationnelles de la gendarmerie nationale
		Action 3.3 : Participation à la sécurité régionale et internationale
	Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité	
	Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1 : Coordination et animation du ministère
		Action 1.2 : Planification, suivi et évaluation
		Action 1.3 : Gestion des ressources matérielles et financières du ministère
		Action 1.4 : Information et communication
	Programme 2 : Sécurité Intérieure	Action 2.1 : Recrutement, formation et gestion du personnel de Police
		Action 2.2 : Amélioration des conditions de santé des fonctionnaires de Police
		Action 2.3 : Sécurité et protection des personnes et des biens
		Action 2.4 : Construction, réhabilitation, et équipement des infrastructures de la Police Nationale
	Programme 3 : Décentralisation	Action 3.1 : Renforcement du cadre institutionnel du processus de décentralisation
		Action 3.2 : Renforcement des capacités des structures de tutelle des collectivités territoriales
		Action 3.3 : Coordination des services des districts autonomes
		Action 3.4 : Coordination des services des régions
		Action 3.5 : Coordination des services des communes
		Action 3.6 : Coordination du développement des services généraux dans les districts autonomes

MISSIONS	PROGRAMMES	ACTIONS
2-Défense, Sécurité et Justice (suite)	***Programme 3 : Décentralisation***	Action 3.7 : Coordination du développement des services généraux dans les régions
		Action 3.8 : Coordination du développement des services généraux dans les communes
		Action 3.9 : Coordination du développement de l'ordre et de la sécurité dans les districts Autonomes
		Action 3.10 : Coordination du développement de l'ordre et de la sécurité dans les régions
		Action 3.11 : Coordination du développement de l'ordre et de la sécurité dans les communes
		Action 3.12 : Coordination du développement des affaires économiques dans les districts autonomes
		Action 3.13 : Coordination du développement des affaires économiques dans les régions
		Action 3.14 : Coordination du développement des affaires économiques dans les communes
		Action 3.15 : Coordination du développement de la protection de l'environnement dans les districts autonomes
		Action 3.16 : Coordination du développement de la protection de l'environnement dans les régions
		Action 3.17 : Coordination du développement de la protection de l'environnement dans les communes
		Action 3.18 : Coordination du développement des logements et équipements collectifs dans les districts autonomes
		Action 3.19 : Coordination du développement des logements et équipements collectifs dans les régions
		Action 3.20 : Coordination du développement des logements et équipements collectifs dans les communes
		Action 3.21 : Coordination du développement de la santé dans les districts autonomes
		Action 3.22 : Coordination du développement de la santé dans les régions
		Action 3.23 : Coordination du développement de la santé dans les communes
		Action 3.24 : Coordination du développement des loisirs, culture et culte dans les districts autonomes
		Action 3.25 : Coordination du développement des loisirs, culture et culte dans les régions
		Action 3.26 : Coordination du développement des loisirs, culture et culte dans les communes
		Action 3.27 : Coordination du développement de l'enseignement dans les districts autonomes
		Action 3.28 : Coordination du développement de l'enseignement dans les régions
		Action 3.29 : Coordination du développement de l'enseignement dans les communes
		Action 3.30 : Coordination du développement de la protection sociale dans les districts autonomes
		Action 3.31 : Coordination du développement de la protection sociale dans les régions
		Action 3.32 : Coordination du développement de la protection sociale dans les communes
		Action 3.33 : Coordination et suivi des activités des collectivités territoriales

MISSIONS	PROGRAMMES	ACTIONS
2-Défense, Sécurité et Justice (suite et fin)	***Programme 4 : Administration territoriale et identification***	Action 4.1 : Renforcement et amélioration de l'offre de service de l'Administration du Territoire
		Action 4.2 : Modernisation du processus d'identification des populations
		Action 4.3 : Renforcement de l'encadrement de la vie culturelle et promotion de la laïcité de l'État
	Programme 5 : Protection civile	Action 5.1 : Renforcement de la protection civile
		Action 5.2 : Information et sensibilisation
	Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme	
	Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1 : Coordination et animation du ministère
		Action 1.2 : Gestion des ressources humaines, matérielles et financières
		Action 1.3 : Planification, programmation et suivi-évaluation
		Action 1.4 : Formation, documentation, gestion des systèmes d'informations et de communication
	Programme 2 : Juridictions	Action 2.1: Renforcement de l'assistance judiciaire, réalisation et mise en œuvre de la carte judiciaire
		Action 2.2 : Optimisation des conditions d'application de la législation en matière civile et pénale
		Action 2.3 : Renforcement de la prise en charge des mineurs en contact avec le système judiciaire
		Action 2.4 : Gestion de la formation et de la documentation
	Programme 3 : Établissements pénitentiaires, centres d'observation et de rééducation des mineurs	Action 3.1 : Coordination et suivi de l'exécution des décisions privatives de liberté et amélioration des conditions et du cadre de vie des gardes pénitentiaires et des détenus
		Action 3.2 : Exécution du volet correctionnel des détenus et renforcement des structures d'apprentissage
	Programme 4 : Droits de l'homme	Action 4.1 : Promotion des Droits de l'Homme
		Action 4.2 : Suivi et protection des droits de l'homme
3-Administration Générale et Développement Économique	**Ministère d'Etat, Ministère de la Fonction Publique et de la Modernisation de l'Administration**	
	Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1 : Coordination et animation du ministère
		Action 1.2 : Gestion des ressources humaines, financières et matérielles
		Action 1.3 : Planification, programmation et suivi-évaluation
		Action 1.4 : Gestion du système d'information et de communication
	Programme 2 : Fonction Publique	Action 2.1 : Amélioration du système de recrutement des fonctionnaires et agents de l'Etat
		Action 2.2 : Formation et perfectionnement des cadres de l'administration publique et agents de l'Etat

MISSIONS	PROGRAMMES	ACTIONS
3-Administration Générale et Développement Économique (suite)	***Programme 3 : Modernisation de l'Administration***	Action 3.1 : Conception et promotion des instruments de modernisation de l'administration
		Action 3.2 : Gestion des outils de modernisation et de transformation du service public
		Action 3.3 : Renforcement de la politique de modernisation de l'Administration
		Action 3.4 : Conception et promotion des instruments de modernisation de l'administration
		Action 3.5: Gestion des outils de modernisation et de transformation de service public
	Ministère de l'Economie, du Plan et du Développement	
	Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1 : Coordination et animation du ministère
		Action 1.2 : Gestion des ressources humaines, financières et matérielles
		Action 1.3 : Information et communication
	Programme 2 : Gestion macroéconomique et politique économique et financière	Action 2.1: Pilotage des politiques économiques et financières
		Action 2.2 : Coordination des activités du programme
		Action 2.3 : Gestion efficiente des ressources du programme
		Action 2.4 : Promotion et coopération économiques régionales et internationales
	Programme 3 : Prospective, planification, programmation, suivi et évaluation	Action 3.1 : Pérennisation des réflexions prospectives
		Action 3.2 : Réalisation de la planification stratégique
		Action 3.3 : Programmation des investissements publics
		Action 3.4 : Réalisation du suivi, de l'évaluation et du contrôle des actions de l'État
	Programme 4 : Aménagement du territoire, développement régional et local	Action 4.1 : Mise en place des outils d'aménagement du territoire
		Action 4.2 : Appui à la mise en œuvre de la politique nationale de l'aménagement du territoire
		Action 4.3 : Soutien à la mise en œuvre des politiques de développement régional et local
	Programme 5 : Coordination de l'aide, population et productions statistiques	Action 5.1 : Gestion de l'aide et du partenariat
		Action 5.2 : Gestion de la politique nationale de la population avec les acteurs nationaux et internationaux
		Action 5.3 : Gestion des statistiques

MISSIONS	PROGRAMMES	ACTIONS
3-Administration Générale et Développement Économique (suite)	**Ministère du Patrimoine, du Portefeuille de l'Etat et des Entreprises Publiques**	
	Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1 : Coordination et animation du ministère
		Action 1.2 : Information et communication
		Action 1.3 : Gestion des ressources humaines, matérielles et financières
	Programme 2 : Portefeuille de l'État	Action 2.1 : Coordination des activités et optimisation du système d'information de la DGPE
		Action 2.2 : Gestion active du portefeuille de l'État
		Action 2.3 : Mise en place des systèmes de contrôle efficaces des entreprises publiques
	Ministère des Finances et du Budget	
	Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1 : Animation et coordination des activités du ministère
		Action 1.2 : Information et communication
		Action 1.3 : Gestion des ressources humaines, financières et matérielles
		Action 1.4 : Planification, programmation et suivi-évaluation
		Action 1.5 : Gestion des contentieux de l'État
		Action 1.6 : Contrôle de l'exécution du budget
	Programme 2 : Trésor et Comptabilité Publique	Action 2.1 : Réglementation et surveillance du secteur financier et des relations financières avec l'Étranger
		Action 2.2 : Mobilisation des Ressources, règlement des dépenses et tenues de la comptabilité publique
		Action 2.7 : Réglementation, surveillance du secteur financier et amélioration du système d'information financière
	Programme 3: Douanes	Action 3.1: Pilotage, suivi et évaluation de l'administration douanière
		Action 3.2: Gestion des ressources informatiques
		Action 3.3: Contrôle des opérations douanières et gestion des contentieux
		Action 3.4: Emission, recouvrement et comptabilisation des recettes douanières
	Programme 4 : Impôts	Action 4.1 : Pilotage de l'administration fiscale et appui aux services
		Action 4.2 : Établissement de l'assiette de l'impôt
		Action 4.3 : Contrôle de l'impôt
		Action 4.4 : Recouvrement et comptabilisation des recettes
		Action 4.5 : Cadastre et gestion de la propriété foncière

MISSIONS	PROGRAMMES	ACTIONS
3-Administration Générale et Développement Économique (suite et fin)	***Programme 5 : Budget***	Action 5.1 : Coordination et animation de l'administration budgétaire
		Action 5.2 : Préparation, élaboration, suivi et contrôle de l'exécution des lois des finances de l'année
		Action 5.3 : Contrôler les opérations budgétaires de l'État, des établissements publics nationaux et des collectivités décentralisées
		Action 5.4 : Communication, qualité du service et gestion des ressources humaines et matérielles
		Action 5.5 : Gestion des systèmes d'information budgétaires
	Programme 6 : Marchés Publics	Action 6.1 : Pilotage de l'administration des Marchés Publics
		Action 6.2 : Qualité du service et gestion des ressources humaines et matérielles
		Action 6.3 : Gestion de la formation, de la communication et des systèmes d'information des Marchés Publics
		Action 6.4 : Règlementation, contrôle, suivi et évaluation des opérations des Marchés Publics
	Programme 7 : Gestion des Financements	Action 7.1 : Coordination des activités
		Action 7.2 : Négociation et Mobilisation des financements
		Action 7.3 : Optimisation de la gestion des financements et de la Dette
		Action 7.4 : Planification, études et production des données statistiques
		Action 7.5 : Gestion efficiente des ressources
4-Enseignement Formation et Recherche	**Ministère de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation**	
	Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1 : Coordination et animation du ministère
		Action 1.2 : Planification, programmation et suivi-évaluation
		Action 1.3 : Information et communication
		Action 1.4 : Gestion des ressources humaines, financières et matérielles
	Programme 2 : Enseignement préscolaire et primaire	Action 2.1 : Gestion des écoles préscolaires et primaires
		Action 2.2 : Suivi pédagogique, contrôle et évaluation du préscolaire et du primaire
		Action 2.3 : Formation initiale des enseignants du préscolaire et du primaire
		Action 2.4 : Construction, réhabilitation et équipement des infrastructures du préscolaire et du primaire
	Programme 3 : Enseignement secondaire général	Action 3.1 : Gestion des établissements du secondaire général du premier et du second cycle
		Action 3.2 : Construction, réhabilitation et équipement des infrastructures du secondaire général
	Programme 4 : Alphabétisation et Éducation non formelle	Action 4.1 : Gestion de l'alphabétisation

MISSIONS	PROGRAMMES	ACTIONS
4-Enseignement Formation et Recherche (suite et fin)	**Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique**	
	Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1 : Coordination et Animation
		Action 1.2 : Gestion des ressources humaines, matérielles et financières
		Action 1.3 : Planification, programmation et suivi-évaluation
		Action 1.4 : Gestion des systèmes d'information et de communication
		Action 1.5 : Développement de la démarche qualité du système d'ESRS
	Programme 2 : Enseignement supérieur	Action 2.1 : Gestion des universités et des grandes écoles
		Action 2.2 : Amélioration de l'insertion professionnelle des diplômés
		Action 2.3 : Réhabilitation et équipement des infrastructures des universités et grandes écoles publiques
		Action 2.4 : Accroissement des infrastructures et équipement des universités et grandes écoles publiques
	Programme 3 : Œuvres universitaires et vie estudiantine	Action 3.1 : Pacification de l'environnement universitaire
		Action 3.2 : Réhabilitation et équipement des infrastructures des œuvres universitaires
		Action 3.3 : Gestion des Bourses et secours financiers
		Action 3.4 : Amélioration des prestations des restaurants universitaires et la qualité du dispositif sanitaire en milieu universitaire
		Action 3.5 : Promotion des filles et des personnes a mobilités réduite (PMR) en milieu universitaire
	Programme 4 : Recherche scientifique et innovation	Action 4.1 : Gestion des centres et instituts de recherche et l'innovation
		Action 4.2 : Réhabilitation et équipements des infrastructures des centres et instituts de recherche
		Action 4.3 : Construction, réhabilitation et équipement des infrastructures
		Action 4.4 : Renforcement du niveau de financement de la recherche et de l'innovation
		Action 4.5 : Promotion des résultats de la recherche
	Ministère de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle et de l'Apprentissage	
	Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1 : Coordination et animation
		Action 1.2 : Gestion des ressources humaines, financières et matérielles
		Action 1.3 : Information et communication
		Action 1.4 : Planification, programmation et suivi-évaluation
	Programme 2 : Formation professionnelle et apprentissage	Action 2.1 : Modernisation de la formation professionnelle initiale et continue
		Action 2.2 : Construction, réhabilitation et équipement des structures de formation professionnelle
		Action 2.3 : Développement de la formation professionnelle qualifiante et de l'apprentissage
	Programme 3 : Enseignement secondaire technique	Action 3.1 : Gestion des établissements du secondaire technique

MISSIONS	PROGRAMMES	ACTIONS
5-Santé et Actions Sociales	**Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant**	
	Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1 : Coordination et animation du ministère
		Action 1.2 : Planification, programmation et suivi-évaluation
		Action 1.3 : Information et communication
		Action 1.4 : Gestion des ressources humaines, Matérielles et financières
	Programme 2 : Promotion de la Femme et de l'approche genre	Action 2.1 : Renforcement des capacités techniques et du dispositif juridique de promotion du genre
		Action 2.2 : Développement des approches de lutte contre les VBG
		Action 2.3 : développement des stratégies d'éducation et de formation à l'endroit des femmes et des jeunes filles en milieux urbain et rural
		Action 2.4 : Renforcement de l'autonomisation de la femme
	Programme 3 : Promotion et consolidation de la Famille	Action 3.1 : Promotion des conditions de bien-être familial
		Action 3.2 : Renforcement du cadre réglementaire et institutionnel de protection des familles
	Programme 4 : Protection des enfants et des adolescents vulnérables	Action 4.1 : Amélioration du dispositif de prise en charge des enfants et adolescents vulnérables
		Action 4.2 : Renforcement de la lutte contre la traite, l'exploitation et les violences faites aux enfants
	Programme 5 : Autonomisation des femmes	Action 5.1: Renforcement des capacités des femmes en entreprenariat
		Action 5.2 : Appui aux projets d'entreprenariat des femmes
	Ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale	
	Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1 : Coordination et animation
		Action 1.2 : Planification, programmation et suivi-évaluation
		Action 1.3 : Gestion des ressources humaines, matérielles et financières
		Action 1.4 : Gestion des systèmes d'information et de communication
	Programme 2 : Emploi	Action 2.1: Conception et suivi de la Politique d'Emploi
		Action 2.2 : Elaboration et suivi-évaluation des projets et programmes d'emploi
		Action 2.3 : Insertion socio-économique et professionnelle des couches vulnérables
	Programme 3 : Travail	Action 3.1: Conception et suivi de la politique générale du Travail
		Action 3.2: Elaboration et suivi de la réglementation du travail
		Action 3.3: Dialogue social
		Action 3.4: Lutte contre le travail des enfants
	Programme 4 : Protection sociale	Action 4.1: Assistance des groupes vulnérables
		Action 4.2: Mise en œuvre de la sécurité sociale et mutualité
		Action 4.3: Formation des travailleurs sociaux
		Action 4.4: Conception et suivi de la politique générale de protection sociale
		Action 4.5: Protection des groupes vulnérables

MISSIONS	PROGRAMMES	ACTIONS
5-Santé et Actions Sociales (suite et fin)	**Ministère de la Cohésion Nationale, de la Solidarité et de la Lutte Contre la Pauvreté**	
	Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1 : Renforcement de la coordination et de l'animation des activités du ministère
		Action 1.2 : Amélioration de la planification, de la programmation, des statistiques et du suivi-évaluation
		Action 1.3 : Développement du système informatique et de communication
		Action 1.4 : Renforcement de la gestion des ressources du Ministère
		Action 1.5 : Amélioration des systèmes de contrôle, de gestion juridique, de gestion de la qualité et du genre
	Programme 2 : Solidarité et Action Humanitaire	Action 2.1 : Coordination et suivi des actions d'assistance aux ménages en détresses et sinistrées
		Action 2.2 : Assistance aux ménages en détresses et sinistrées
		Action 2.3 : Renforcement du mécanisme national de veille et d'alerte en matière de solidarité et de cohésion sociale
		Action 2.4 : Renforcement des mécanismes de coordination, d'assistance et du suivi des personnes victimes de traite et de trafic illicite des migrants
		Action 2.5 : Faire le promotion de l'économie sociale et solidaire
	Programme 3 : Lutte contre la pauvreté	Action 3.1 : Renforcement de la résilience des personnes en situation de vulnérabilité pour la réduction des inégalités sociales
		Action 3.2 : Renforcement de l'accès aux infrastructures sociales de base et de la mobilisation communautaire
		Action 3.3 : Opérationnalisation du Registre Social Unique (RSU)
	Programme 4 : Cohésion Nationale	Action 4.1 : Prévention et gestion des conflits
		Action 4.2 : Sécurité Humaine
		Action 4.3 : Unité Nationale
	Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et de la Couverture Maladie Universelle	
	Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1 : Coordination et animation du ministère
		Action 1.2 : Planification, programmation et suivi-évaluation
		Action 1.3 : Gestion des ressources du Ministère
		Action 1.4 : Information et communication
	Programme 2 : Offre et accessibilité des populations aux soins de qualité	Action 2.1 : Réhabilitation, extension, rééquipement et maintenance des infrastructures sanitaires
		Action 2.2 : Construction, équipement et maintenance des infrastructures sanitaires
		Action 2.3 : Amélioration de la disponibilité des médicament, vaccins et intrants stratégiques de qualité au niveau de la nouvelle PSP et au niveau périphérique
		Action 2.4 : Prise en charge des affections dans les établissements sanitaires selon la pyramide (de base du premier niveau de référence et EPN hospitaliers)
		Action 2.5 : Formation et renforcement des capacités des agents de santé
	Programme 3 : Renforcement de la lutte contre la maladie	Action 3.1 : Renforcement de la lutte contre le VIH, le paludisme, la tuberculose et l'hépatite virale
		Action 3.2 : Renforcement des interventions de prévention contre les autres maladies transmissibles et non-transmissibles et les maladies tropicales négligées
		Action 3.3 : Amélioration de la prévention de la santé et l'hygiène publique et la promotion des bonnes pratiques nutritionnelles
		Action 3.4 : Renforcement de la santé de la mère, du nouveau-né, de l'enfant, des adolescents et des jeunes

MISSIONS	PROGRAMMES	ACTIONS
6-Culture, Jeunesse, Sports et Loisirs	**Ministère de la Communication**	
	Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1 : Coordination et animation
		Action 1.2 : Gestion des ressources humaines, financières et matérielles
		Action 1.3 : Gestion du système d'Information et communication
	Programme 2 : Communication et médias	Action 2.1 : Développement de la presse, de l'audiovisuel et de la communication publicitaire
		Action 2.2 : Formation et accès aux métiers de la presse et de l'audiovisuelle
		Action 2.3 : Régulation du secteur de la communication et des médias
	Ministère de la Culture et de la Francophonie	
	Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1 : Coordination et animation du ministère
		Action 1.2 : Planification, programmation et suivi-évaluation
		Action 1.3 : Gestion des ressources humaines, matérielles et financières
		Action 1.4 : Information et communication
	Programme 2 : Animation culturelle et industries culturelles et créatives	Action 2.1 : Soutien aux industries cinématographiques et audiovisuelles
		Action 2.2 : Promotion du livre et de la lecture publique
		Action 2.3 : Valorisation des arts visuels, de l'artisanat, du design, et des arts vivants
		Action 2.4 : Aménagement Culturel du territoire et promotion des expressions culturelles
	Programme 3 : Patrimoine culturel	Action 3.1 : Inventaire du patrimoine culturel national
		Action 3.2 : Conservation, valorisation et promotion de la politique du patrimoine culturel national
		Action 3.3 : Protection du patrimoine culturel et archéologique du patrimoine culturel national
	Programme 4 : Enseignement artistique et culturel	Action 4.1 : Construction, réhabilitation et équipement des infrastructures du secteur de l'enseignement artistique et culturel.
		Action 4.2 : Coordination de l'enseignement artistique et culturel
		Action 4.3 : Développement du système de formation artistique et culturelle
	Programme 5 : Francophonie	Action 5.1 : Promotion de la Francophonie
	Ministère du Tourisme et des Loisirs	
	Programme 1 : Administration Générale	Action 11 : Coordination et animation
		Action 12 : Information et communication
		Action 13 : Planification, programmation et suivi-évaluation
		Action 14 : Gestion des ressources du Ministère
	Programme 2 : Tourisme	Action 2.1 : Suivi de la réglementation, contrôle de la qualité et de la sécurité dans le secteur
		Action 2.2 : Suivi des services extérieurs du Ministère du tourisme
		Action 2.3 : Rénovation et construction de nouvelles infrastructures du secteur
		Action 2.4 : Incitation des résidents à la consommation touristique
		Action 2.5 Renforcement des capacités des acteurs du secteur et nouer des partenariats de coopération
		Action 2.6 : Amélioration de la visibilité de la destination Cote d'Ivoire
	Programme 3 : Loisir	Action 3.1 : Construction et mise à niveau d'infrastructures de loisirs
		Action 3.2 : Promotion des jeux traditionnels
		Action 3.3 : Vulgarisation de la pratique des loisirs

MISSIONS	PROGRAMMES	ACTIONS
6-Culture, Jeunesse, Sports et Loisirs(suite et fin)	**Ministère de la Promotion de la Jeunesse, de l'Insertion Professionnelle et du Service Civique**	
	Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1 : Coordination de la politique du secteur jeunesse
		Action 1.2 : Gestion des ressources humaines, financières et matérielles
		Action 1.3 : Information et communication
		Action 1.4 : Planification, programmation, suivi-évaluation et documentation
	Programme 2 : Promotion de la jeunesse	Action 2.1 : Promotion de l'environnement associatif et du cadre d'expression des jeunes
		Action 2.2 : Amélioration de l'environnement socio-éducatif des jeunes
		Action 2.3 : Promotion des institutions socio-éducatives des jeunes
	Programme 3 : Emploi des jeunes	Action 3.1 : Amélioration de la gouvernance du secteur de l'emploi jeune
		Action 3.2 : Emploi et insertion socio-professionnels des jeunes
	Programme 4 : Service civique	Action 4.1 : Promotion de la culture civique, citoyenne et du volontariat des jeunes
		Action 4.2 : Construction, réhabilitation et opérationnalisation des Centres de Services Civique (CSC)
	Ministère Délégué auprès du Premier Ministre, Ministre des Sports et du Cadre de Vie, chargé des Sports et du Cadre de Vie	
	Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1 : Coordination de la politique du sport
		Action 1.2 : Amélioration du système de planification, de suivi-évaluation et des statistiques
		Action 1.3 : Amélioration du cadre de gestion des ressources humaines
		Action 1.4 : Amélioration de la gestion des finances et du patrimoine
	Programme 2 : Sport	Action 2.1 : Construction, réhabilitation et renforcement du parc des infrastructures sportives
		Action 2.2 : Promotion des sports scolaires, universitaires, de masse et du sport pour tous
		Action 2.3 : Encadrement de la vie fédérale et promotion des sports de haut niveau
7-Développement des Infrastructures et Équipements Collectifs	**Ministère de l'Équipement et de l'Entretien Routier**	
	Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1 : Coordination et animation du ministère
		Action 1.2 : Gestion des ressources financières, matérielles et humaines
		Action 1.3 : Planification, programmation et suivi-évaluation
		Action 1.4 : Gestion du domaine public de l'Etat
		Action 1.5 : Information et communication
	Programme 2 : Infrastructures routières et ouvrages d'arts	Action 2.1 : Réalisation des études pour le développement et le fonctionnement des infrastructures routières
		Action 2.2 : Construction de nouvelles routes
		Action 2.3 : Réhabilitation et entretien des infrastructures routières et ouvrages d'art
		Action 2.4 : Construction des ouvrages d'art

MISSIONS	PROGRAMMES	ACTIONS
7-Développement des Infrastructures et Équipements Collectifs (suite)	**Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie**	
	Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1 : Coordination et animation du ministère
		Action 1.2 : Planification, programmation et suivi-évaluation des activités du ministère
		Action 1.3 : Gestion des ressources humaines, matérielles et financières
		Action 1.4 : Information et communication
	Programme 2 : Hydrocarbures	Action 2.1 : Renforcement du cadre institutionnel, légal et réglementaire du secteur des Hydrocarbures
		Action 2.2 : Sécurisation de l'approvisionnement des marchés locaux et sous régionaux en produits pétroliers
		Action 2.3 : Promotion des investissements nationaux et étrangers dans le secteur pétrolier et gazier
	Programme 3 : Énergie	Action 3.1 : Renforcement du cadre institutionnel, légal et réglementaire du secteur de l'énergie
		Action 3.2 : Renforcement des infrastructures de production, du transport et de distribution de l'énergie électrique
		Action 3.3 : Vulgarisation des technologies modernes d'exploitation des sources d'énergie
		Action 3.4 : Amélioration de l'accessibilité financière aux services énergétiques
	Programme 4 : Mines et géologie	Action 4.1 : Contrôle et suivi de l'application de la législation minière
		Action 4.2 : Gestion des informations géologiques et minières
		Action 4.3 : Assainissement de l'exploitation minière
		Action 4.4 : Renforcement du cadre institutionnel, légal et réglementaire du secteur des mines et géologie
	Ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme	
	Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1 : Coordination et animation
		Action 1.2 : Planification, programmation et suivi évaluation
		Action 1.3 : Gestion des ressources humaines, financières et matérielles
		Action 1.4 : Information et communication
	Programme 2 : Foncier et urbanisme	Action 2.1 : Conception et suivi des politiques de planification urbaine
		Action 2.2 : Gestion du foncier
		Action 2.3 : Promotion du développement urbain durable et amélioration du cadre de vie urbain
	Programme 3 : Construction et maintenance	Action 3.1 : Construction, maintenance et entretien des bâtiments administratifs
		Action 3.2 : Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat et des baux administratifs
		Action 3.3 : Réglementation et mise en œuvre des réformes en matière de permis de construire
		Action 3.4 : Instruction et délivrance du permis de construire
	Programme 4 : Logement et cadre de vie	Action 4.1 : Production et accès au logement abordable
		Action 4.2 : Amélioration du cadre de vie

MISSIONS	PROGRAMMES	ACTIONS
7-Développement des Infrastructures et Équipements Collectifs (suite et fin)	**Ministère des Transports**	
	Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1 : Coordination et Animation
		Action 1.2 : Planification, programmation et suivi-évaluation
		Action 1.3 : Gestion des ressources humaines, matérielles et financières
		Action 1.4 : Information et communication
	Programme 2 : Transport aérien	Action 2.1 : Coordination et suivi des activités du transport aérien
		Action 2.2 : Réhabilitation et développement des infrastructures aéroportuaires
		Action 2.3 : Renforcement de la sécurité et de la sûreté
		Action 2.4 : Développement de la compagnie aérienne nationale et des vols intérieurs
	Programme 3 : Transport terrestre	Action 3.1 : Coordination et suivi des activités du transport terrestre
		Action 3.2 : Réhabilitation et développement des infrastructures du transport terrestre
		Action 3.3 : Renforcement de la sécurité routière et ferroviaire
		Action 3.4 : Accroissement et renouvellement de la flotte de transport terrestre et fluidité des transports
	Ministère Délégué auprès du Ministre des Transports, chargé des Affaires Maritimes	
	Programme 4 : Transport maritime et fluvio-lagunaire	Action 4.1 : Coordination et suivi des activités de transport, de sécurité, de sûreté et de formation maritime
		Action 4.2 : Construction d'infrastructures et acquisition d'équipements techniques de sécurité et de sûreté maritime
		Action 4.3 : Renforcement des capacités didactiques et opérationnelles des structures de formation maritime
	Ministère de la Transition Numérique et de la Digitalisation	
	Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1 : Coordination et animation
		Action 1.2 : Gestion des ressources humaines, financières et matérielles
		Action 1.3 : Etudes, planification, suivi, évaluation des activités du Ministère
		Action 1.4 : Information et communication
	Programme 2 : Economie numérique et poste	Action 2.1 : Développement du secteur économie numérique
		Action 2.2 : Modernisation et développement du secteur postal
8-Production, Développement Industriel et Commercial	**Ministère d'Etat, Ministère de l'Agriculture, du Développement Rural et des Productions Vivrières**	
	Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1 : Animation et coordination du Ministère
		Action 1.2 : Information et communication
		Action 1.3 : Gestion des ressources humaines, financières et matérielles
		Action 1.4 : Planification, programmation et suivi-évaluation
		Action 1.5 : Amélioration de la formation professionnelle agricole

MISSIONS	PROGRAMMES	ACTIONS
8-Production, Développement Industriel et Commercial (suite)	***Programme 2 : Productions et Sécurité alimentaire***	Action 2.1 : Elaboration et coordination de la mise en œuvre des stratégies de production et sécurité alimentaire
		Action 2.2 : Amélioration de l'accès aux semences certifiées et intrants homologués
		Action 2.3 : Renforcement du potentiel de production des produits d'exportation
		Action 2.4 : Dynamisation des productions alimentaires végétales
		Action 2.5 : Renforcement des capacités d'analyse qualité et de contrôle
		Action 2.6 : Dynamisation des programmes de la recherche agricole et du dispositif national du conseil agricole et de la vulgarisation des résultats de la recherche agricole
	Programme 3 : Développement rural	Action 3.1 : Coordination de la mise en œuvre des stratégies de développement rural
		Action 3.2 : Equipement rural et maîtrise de l'eau
		Action 3.3 : Développement et vulgarisation de technologies de la conservation et de la transformation des produits agricoles
		Action 3.4 : Sécurisation du domaine foncier rural
		Action 3.5 : Accompagnement de la professionnalisation des OPA et Promotion des métiers ruraux
		Action 3.6 : Développement de mécanismes innovants de financement et de commercialisation
		Action 3.7 : Renforcement du cadre incitatif pour le développement des agro-industries
	Programme 4 : Promotion de la riziculture	Action 4.1 : Amélioration de l'accès aux services mécanisés, au conseil agricole, à la recherche-développement et aux innovations technologiques
		Action 4.2 : Aménagement, entretien et maintenance des périmètres rizicoles
		Action 4.3 : Amélioration de l'accès aux semences certifiées et aux intrants de qualité
		Action 4.4 : Amélioration de la transformation du paddy et de l'offre locale de riz blanchi de qualité conforme au besoin de consommation
		Action 4.5 : Amélioration du cadre de régulation dans la filière rizicole
	Ministère du Commerce et de l'Industrie	
	Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1 : Coordination et animation
		Action 1.2 : Planification, programmation et suivi-évaluation
		Action 1.3 : Gestion des systèmes d'information du ministère
		Action 1.4 : Gestion des ressources humaines
		Action 1.5 : Gestion des ressources matérielles et financières
		Action 1.6 : Gestion de la communication et des activités du Ministère

MISSIONS	PROGRAMMES	ACTIONS
8-Production, Développement Industriel et Commercial (suite)	***Programme 2 : Commerce intérieur***	Action 2.1 : Renforcement de la promotion des activités commerciales
		Action 2.2 : Renforcement des contrôles en matière de la concurrence commerciale, de la consommation et de la stratégie de lutte contre la vie chère
		Action 2.3 : Coordination des activités de modernisation du Commerce intérieur et de lutte contre la vie chère
		Action 2.4 : Renforcement des contrôles en matière de métrologie légale, de contrôle qualité et de répression des fraudes
		Action 2.5 : Contribution à la création d'infrastructures commerciales de mise à marchés modernes
	Programme 3 : Commerce extérieur	Action 3.1 : Mise en œuvre de la politique commerciale et de la régulation des échanges
		Action 3.2 : Développement des accords commerciaux et du commerce électronique
		Action 3.3 : Développement et promotion des exportations
		Action 3.4 : Assistance aux structures d'import/export
	Programme 4 : Industrie	Action 4.1 : Promotion de la transformation industrielle et de la compétitivité
		Action 4.2 : Renforcement de la restructuration et de la mise à niveau
		Action 4.3 : Renforcement de l'infrastructure de la qualité et promotion de la qualité des produits industriels
		Action 4.4 : Renforcement de l'innovation technologique des entreprises industrielles
		Action 4.5 : Renforcement des mesures d'incitations à l'investissement industriel
		Action 4.6 : Renforcement des travaux de création de nouvelles infrastructures industrielles
		Action 4.7 : Développement des réformes sectorielles
		Action 4.8 : Incitation des investissements nationaux dans le secteur industriel
	Programme 5 : PME et Artisanat	Action 5.1 : Coordination, encadrement et appui à l'artisanat
		Action 5.2 : Renforcement de la promotion de l'artisanat et de la mutualité
		Action 5.3 : Réalisation d'infrastructures et des sites artisanaux
		Action 5.4 : Financement de l'activité artisanale
		Action 5.5 : Assistance et amélioration de la compétitivité des PME
		Action 5.6 : Renforcement de la promotion des PME
		Action 5.7 : Opérationnalisation de Côte d'Ivoire PME
		Action 5.8: Recensement et enregistrement des acteurs du secteur informel
		Action 5.9 : Renforcement des capacités managériales, techniques et technologiques des entreprenants
		Action 5.10 : Promotion de la culture entrepreneuriale
		Action 5.11 : Promotion des Start-Up

MISSIONS	PROGRAMMES	ACTIONS
8-Production, Développement Industriel et Commercial (suite et fin)	**Ministère des Ressources Animales et Halieutiques**	
	Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1 : Coordination et animation
		Action 1.2 : Appui à la valorisation et à la commercialisation des produits des filières animales et halieutiques
		Action 1.3 : Planification, programmation et suivi-évaluation
		Action 1.4 : Gestion des ressources humaines, financières et matérielles
	Programme 2 : Développement des productions animales	Action 2.1 : Gestion de l'espace pastoral et de la transhumance
		Action 2.2 : Promotion et modernisation des élevages et produits d'élevage
	Programme 3 : Gestion durable des ressources halieutiques	Action 3.1 : Promotion des activités aquacoles, des pêches et des produits halieutiques
		Action 3.2 : Préservation et gestion des ressources halieutiques
	Programme 4 : Renforcement de la santé publique vétérinaire	Action 4.1 : Amélioration de la santé animale et de la lutte contre les épizooties
		Action 4.2 : Renforcement de l'hygiène publique vétérinaire et de la sécurité sanitaire des aliments
9-Environnement, Cadre de Vie et Protection de la Nature	**Ministère de l'Environnement, du Développement Durable et de la Transition Écologique**	
	Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1 : Coordination et animation des activités du ministère
		Action 1.2 : Gestion des ressources humaines, matérielles et financières
		Action 1.3 : Gestion des systèmes d'information, de la communication et de la documentation
		Action 1.4 : Planification, programmation, suivi-évaluation et statistiques
	Programme 2 : Environnement et développement durable	Action 2.1 : Renforcement de la lutte contre la pollution des matrices environnementales
		Action 2.2 : Promotion du développement durable
		Action 2.3 : Gestion durable des Aires Protégées et de la Biodiversité
		Action 2.4 : Évaluation environnementale des politiques, plans et programmes sectoriels des projets et organisations
		Action 2.5 : Renforcement de la lutte contre le changement climatique et la résilience des populations
	Ministère des Eaux et Forêts	
	Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1 : Coordination et animation
		Action 1.2 : Planification, programmation, et suivi-évaluation
		Action 1.3 : Gestion des ressources humaines, financières et matérielles
		Action 1.4 : Information et communication
		Action 1.5 : Protection, contrôle et surveillance des ressources forestières, fauniques et ressources en eau

MISSIONS	PROGRAMMES	ACTIONS
9-Environnement, Cadre de Vie et Protection de la Nature(suite et fin)	***Programme 2 : Gestion durable des ressources forestières***	Action 2.1 : Gestion différentielle des forêts du domaine permanent de l'Etat
		Action 2.2 : Développement du reboisement et reconstitution des forêts du domaine rural
		Action 2.3 : Protection, contrôle et surveillance des forêts et des activités forestières
		Action 2.4 : Renforcement du cadre d'exploitation rationnelle, de transformation et de commercialisation des produits forestiers
		Action 2.5 : Mise en œuvre des activités du programme gestion durable des ressources forestières
	Programme 3 : Gestion durable des ressources fauniques	Action 3.1 : Renforcement du dispositif de protection des ressources fauniques
		Action 3.2 : Aménagement du zoo, prévention et éradication des zoonoses
		Action 3.3 : Mise en œuvre des activités du programme gestion durable des ressources fauniques
	Programme 4 : Gestion intégrée des ressources en eau	Action 4.1 : Instruction de dossiers de demande d'autorisation de prélèvement d'eau
		Action 4.2 : Elaboration d'une carte de dégradation des états de surface
	Ministère de l'Hydraulique, de l'Assainissement et de la Salubrité	
	Programme 1 : Administration Générale	Action 1.1 : Coordination, animation et coopération
		Action 1.2 : Gestion des ressources humaines, financières, matérielles et humaines
		Action 1.3 : Planification, programmation et suivi-évaluation
		Action 1.4 : Gestion des systèmes d'information et de communication
	Programme 2 : Infrastructures de l'hydraulique humaine	Action 2.1 : Sécurisation des ressources en eau
		Action 2.2 : Système d'hydraulique urbaine
		Action 2.3 : Système d'hydraulique villageoise
		Action 2.4 : Système d'hydraulique villageoise améliorée
	Programme 3 : Assainissement et drainage	Action 3.1 : Promotion de l'assainissement et de drainage en milieu urbain et rural
		Action 3.2 : Réhabilitation des réseaux et ouvrages d'assainissement et du drainage
	Programme 4 : Salubrité et lutte contre les nuisances	Action 4.1 : Réduction des nuisances
		Action 4.2 : Promotion d'infrastructures modernes de gestion et de valorisation des déchets

Source : Annexe 4 : DPPD-PAP 2024-2026

Annexe 2 : Architecture détaillée de la performance des ministères

Mission	Programme	Objectif Spécifique	Indicateurs	Unité	Prévision 2024	Réalisation 2024
Pouvoirs Publics, Organes de Souveraineté et Gouvernance	**Primature**					
	Programme 1 : Renforcement des capacités	Objectif Spécifique 1 : Améliorer la coordination des actions de renforcement des capacités	Nombre d'instruments (Cadre institutionnel, documents stratégiques de coordination) fonctionnels	Nbre	1	1
			Proportion des actions de Renforcement de Capacités coordonnées	%	70	75
		Objectif Spécifique 2 : Développer les capacités nationales	Proportion de personnes bénéficiaires des actions de renforcement de capacités issues du secteur public	%	89	114
			Proportion de personnes bénéficiaires des actions de Renforcement de Capacités issues du secteur privé	%	80	100
			Proportion de personnes bénéficiaires des actions de renforcement de capacités issues de la société civile	%	80	111
			Nombre d'outils de valorisation et de promotion des compétences humaines	Nbre	2	2
	Ministère des Affaires Étrangères, de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur					
	Programme 1 : Administration générale	Objectif Spécifique 1 : Améliorer la coordination et l'animation des activités du Ministère	Taux de réalisation des activités du plan d'action prioritaires	%	65	63,4
			Proportion des missions de contrôle, d'audits et d'investigation réalisée	%	70	30
		Objectif Spécifique 2 : Assurer une gestion efficiente des ressources humaines, financières et matérielles	Taux de réalisation du mouvement diplomatique	%	85	79
			Taux de mobilisation des financements budgétaires des programmes	%	52	72
		Objectif Spécifique 3 : Moderniser les systèmes d'information	Taux de réalisation du projet d'archivages	%	75	74
			Proportion des procédures dématérialisées du Ministère	%	50	60
		Objectif Spécifique 4 : Améliorer l'efficacité et la qualité des services en matière de gestion des conférences internationales, des bourses, des formations et stages professionnels et de délivrance des passeports officiels	Taux d'absorption des bourses, formations et stages professionnels offerts à la Côte d'Ivoire	%	50	51
			Taux de réalisation des réunions et conférences internationales préparées et coordonnées	%	80	100
		Objectif Spécifique 5 : Renforcer la diplomatie économique	Montant des ressources financières extérieures mobilisées à l'initiative des Ambassades (en milliards de FCFA)	Milliards de FCFA	1700	3732
			Proportion de réalisation des missions de prospection en faveur des entreprises Ivoiriennes	%	50	80

Mission	Programme	Objectif Spécifique	Indicateurs	Unité	Prévision 2024	Réalisation 2024
Pouvoirs Publics, Organes de Souveraineté et Gouvernance (suite)	Programme 2 : Relation Bilatérale	Objectif Spécifique 1 : Renforcer la relation bilatérale	Taux de réalisation des missions des Ambassades à accréditation multiple dans leurs circonscriptions diplomatiques	%	60	77,3
			Nombre de collectivités territoriales assistées, promues et suivies en liaison avec les Ministères techniques.	Nbre	5	9
		Objectif Spécifique 2 : Promouvoir les instruments de coopération bénéfiques pour la Côte d'Ivoire	Nombre d'instruments de coopération bilatérale activés et réactivés (commissions mixtes, Accords de Partenariat Stratégique, Traité d'Amitié de Coopération)	Nbre	5	16
			Nombre d'instruments de coopération bilatéraux signés (Traités, accords et conventions).	Nbre	30	61
	Programme 3 : Relation Multilatérale	Objectif Spécifique 1 : Accroître l'influence et le leadership de la Côte d'Ivoire dans les organismes internationaux	Pourcentage des organisations internationales dans lesquelles la Côte d'Ivoire est à jour de ses contributions	%	44	44,3
			Nombre de candidats ivoiriens ayant bénéficié du soutien du Gouvernement	Nbre	2	12
			Nombre de cadres nationaux recensés dans les Organisations Internationales	Nbre	1400	1720
		Objectif Spécifique 2 : Améliorer le suivi des activités des ONG internationales	Nombre d'activités d'aides au développement menées par les ONG internationales	Nbre	331	342
			Taux des rapports d'activités des ONGI collectés	%	35	40
	Programme 4 : Protocole d'État, Affaires Juridiques et Consulaires	Objectif Spécifique 1 : Améliorer la qualité des services des privilèges et immunités diplomatiques et des corps assimilés	Délai moyen de traitement des dossiers (visa et carte d'identité diplomatique et consulaire) (jours)	Jours	5	5
			Taux de validation des demandes d'exonérations fiscales et douanières	%	55	60
		Objectif Spécifique 2 : Améliorer la qualité des services des affaires juridiques, consulaires et de l'état civil	Durée de traitement des dossiers d'état civil et authentification	Jours	5	7
			Proportion des Accords soumis à ratification	%	80	43,75
		Objectif Spécifique 3 : Améliorer l'aide et l'assistance aux réfugiés et apatrides	Nombre de personnes à risque d'apatridie et des apatrides assistées	Nbre	15	476
			Nombre de réfugiés non ivoiriens assistés au rapatriement volontaire	Nbre	45	9
	Ministère Délégué auprès du Ministre des Affaires Étrangères, de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur, chargé de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur					
	Programme 1 : Administration générale	Objectif spécifique 1 : Renforcer la coordination et l'animation du Ministère	Taux de réalisation des réunions de Cabinet	Nbre	100	21
			Taux de réalisation des activités du Plan de Travail Annuel (PTA)	%	80	64
			Nombre de textes législatifs et réglementaires soumis au Gouvernement	Nbre	2	48
			Pourcentage des services rédigeant des rapports d'activités trimestriels	%	85	43
			Taux de couverture médiatique des activités du Ministère	%	15	34
		Objectif spécifique 2 : Optimiser la gestion des ressources humaines, financières et matérielles du Ministère	Taux de réalisation des activités prévues au budget	%	90	96,51
			Taux de satisfaction des besoins en personnel des Services du Ministère	%	66	60
			Taux de couverture en matériel de mobilité des Services du Ministère	%	18	24
			Proportion des agents ayant bénéficié d'au moins une formation	%	33	43

Mission	Programme	Objectif Spécifique	Indicateurs	Unité	Prévision 2024	Réalisation 2024
Pouvoirs Publics, Organes de Souveraineté et Gouvernance (suite et fin)	Programme 2 : Politiques d'Intégration	Objectif spécifique 1 : Optimiser la gouvernance en matière d'intégration africaine	Nombre d'instruments organiques de gouvernance fonctionnels	Nbre	2	1
			Nombre d'instruments de gouvernance évalués.	Nbre	2	0
			Nombre d'entreprises ivoiriennes assistées et accompagnées sur les marchés africains	Nbre	6	0
		Objectif spécifique 2 : Renforcer la contribution de l'intégration africaine au développement économique, social et durable de la Côte d'Ivoire	Taux de mise en œuvre du Plan Stratégique de l'Intégration Régionale 2021-2025	%	28	28
			Nombre d'agréments au SLE CEDEAO délivrés aux entreprises	Nbre	25	28
			Taux de mise en œuvre de la stratégie des Accords de Partenariat Économique intérimaires (APEi)	%	60	50
			Nombre de nouveaux produits éligibles aux Règles d'Origine	Nbre	55	60
			Taux d'utilisation des préférences APE-UE	%	70	70
			Taux d'utilisation des préférences APE-RU	%	65	65
			Taux de mise en œuvre du projet d'appui à la coopération en matière de résilience climatique des populations des zones frontalières /CILSS	%	20	3
			Taux d'acteurs formés à l'outil HEA/ECOAGRIS (Analyse de l'économie des Ménages)	%	9	0
	Programme 3 Diaspora	Objectif spécifique 1 : Lutter contre la migration irrégulière	Nombre de personnes sensibilisées à la lutte contre la migration irrégulière	Nbre	8000	9000
			Taux de comités régionaux de lutte contre la migration irrégulière installés	Fraction	20/31	0
		Objectif spécifique 2 : Assurer une meilleure assistance sociale aux Ivoiriens de la Diaspora	Taux de mise en œuvre des recommandations de la Diaspora (sur les deux années après le Forum)	%	60	0
			Proportion d'ivoiriens de la diaspora en situation de détresse assistés	%	78	100
		Objectif spécifique 3 :Promouvoir la contribution de la diaspora au développement économique de la Côte d'Ivoire	Montant des transferts de la Diaspora (en milliards en francs CFA)	Milliards de FCFA	185	600
			Taux d'ivoiriens de la Diaspora ayant des compétences mobilisées et valorisées	%	75	65
Défense, Sécurité et Justice	**Ministère d'État, Ministère de la Défense**					
	Programme 1 : Administration Générale	Objectif Spécifique 1 : Améliorer la coordination et le cadre institutionnel du Ministère	Proportion de réunion de suivi de la stratégie du Programme tenues	%	88	90
			Taux de réalisation des activités en matière de législation	%	88	86
		Objectif Spécifique 2 : Améliorer la gestion des ressources humaines, financières et matérielles du Ministère	Taux de traitement des requêtes de maintenances des engins fluvio-lagunaires et navires	%	77	100
			Taux de satisfaction des besoins en formation des agents exprimé par les structures	%	84	85
			Taux d'exécution du budget	%	92	96
		Objectif Spécifique 3 : Renforcer le système de planification, d'information et la gestion de la logistique du Ministère	Taux de réalisation des infrastructures	%	68	70
			Taux de réparation des véhicules et engins spécifiques de l'administration centrale	%	80	82
			Taux d'acquisition des équipements militaires	%	68	95
			Taux de collecte des données	%	76	100

Mission	Programme	Objectif Spécifique	Indicateurs	Unité	Prévision 2024	Réalisation 2024
Défense, Sécurité et Justice (suite)	Programme 2 :Défense	Objectif spécifique 1 : Améliorer les conditions de vie, de travail et la sécurité sociale du militaire	Proportion de réunions de suivi de la stratégie du programme tenues	%	87	89
			Taux de réalisation des activités du plan d'action du Ministère relevant de l'EMGA, des Armées et des Forces spéciales	%	82	78
			Taux de couverture des centres de santé des Armées et des Forces Spéciales.	%	67	0
		Objectif Spécifique 2 : Accroitre les capacités opérationnelles des Armées et des Forces Spéciales	Proportion d'éléments des Armées et Forces Spéciales formés aux opérations intérieures	%	87	88
			Taux de traitement des besoins en réparation des véhicules et engins spécifiques des Armées et des Forces Spéciales	%	87	86
			Taux de traitement des besoins en équipements et en matériels des Armées et des Forces Spéciales.	%	67	69
		Objectif Spécifique 3 : Contribuer à la défense régionale et internationale	Proportion des forces de défense formées aux missions extérieures	%	87	92
			Proportion des Forces de Défense déployées en missions extérieures	%	95	100
	Programme 3 : Sécurité	Objectif spécifique 1 : Améliorer les conditions de vie, de travail et la sécurité sociale du gendarme Spécialisées	Taux de réalisation des activités du plan d'actions	%	90	91
			Proportion de réunions de suivi de la stratégie du programme	%	75	100
			Taux de couverture des centres de santé de la Gendarmerie	%	85	0
		Objectif Spécifique 2 : Accroitre les capacités opérationnelles des unités et services de la Gendarmerie	Taux de satisfaction en besoin d'équipements et en matériels	%	75	100
			Proportion de gendarmes formés spécifiquement	%	70	99
		Objectif Spécifique 3 : Contribuer à la défense régionale et internationale	Nombre de gendarmes déployables en missions extérieures	Nombre	550	77
			Taux de fonctionnalité des infrastructures destinées à la formation des gendarmes à déployer en mission de maintien de la paix	%	87	100
			Indice Général Ivoirien de Sécurité (IGIS)	Nbre	1	1,3
	Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité					
	Programme 1: Administration Générale	Objectif Spécifique 1 : Améliorer la coordination et le fonctionnement des structures	Taux de réalisation des activités du Plan de Travail Annuel (PTA)	%	98	98
			Taux d'exécution du budget	%	99	99,07
			Taux de missions d'inspection et de contrôle	%	50	58,50
		Objectif Spécifique 2 : Promouvoir et mettre en œuvre une politique de gestion optimale des ressources humaines, matérielles et financières	Taux d'acteurs formés au Budget-Programme	%	85	85
			Taux de satisfaction des besoins en personnel de sécurité	%	84	70
			Taux d'utilisateurs formés au SIGRHAT	%	15	83
		Objectif Spécifique 3 : Améliorer le système de planification, d'information, de communication du Ministère et d'Archivage National	Taux de structures disposant d'un plan d'actions	%	100	100
			Taux de collecte et de traitement des données statistiques d'Etat- Civil	%	75	80
			Taux de missions d'assistance-conseil réalisées en matière d'Archivage	%	60	60

Mission	Programme	Objectif Spécifique	Indicateurs	Unité	Prévision 2024	Réalisation 2024
Défense, Sécurité et Justice (suite)	Programme 2 : Sécurité Intérieure	Objectif Spécifique 1 : Renforcer les capacités opérationnelles des forces de sécurité	Ratio Fonctionnaires de Police sur Population urbaine	Ratio	1 policier pour 630 habitants	1 policier pour 571 habitants
			Taux de policiers logés par l'État	%	93	95,95
			Taux de policiers formés à la lutte contre la drogue	%	85	130
		Objectif Spécifique 2 : Renforcer les dispositifs de sécurité	Indice Général Ivoirien de Sécurité (IGIS)	Nbre	1,2	1,33
			Taux de policiers dotés en armes automatiques individuelles	%	82	85,41
			Proportion de Préfectures de Police couvertes par la vidéo protection	%	12/12	12/12
			Proportion de Commissariats de Police construits	%	12/20	12/20
			Proportion d'armes obsolètes détruites parmi les armes identifiées	%	3000/5000	3541/5000
	Programme 3 : Décentralisation	Objectif Spécifique 1 : Améliorer le cadre institutionnel du processus de décentralisation	Nombre de textes législatifs et règlementaires de la décentralisation élaborés	Nbre	3	12
			Nombre d'élus locaux formés sur le cadre juridique et institutionnel de la décentralisation	Nbre	232	232
			Taux de Collectivités Territoriales figurant dans l'atlas de la coopération décentralisée	%	5	24
		Objectif Spécifique 2 : Accroître les capacités des structures d'encadrement des collectivités	Nombre d'agents de tutelle formés	Nbre	60	60
			Nombre de membres du corps préfectoral formés	Nbre	31	57
			Nombre de documents renseignés dans le Système de Gestion Intégrée et d'Archivage Numérique des Collectivités Territoriales Ivoiriennes (SYGIDAN-CTI)	Nbre	1392	1392
		Objectif Spécifique 3 : Améliorer le système de gestion économique, financière et fiscale des Collectivités Territoriales	Nombre de missions d'assistance-conseil effectuées	Nbre	7	7
			Nombre de missions de contrôle et d'inspection effectuées	Nbre	2	2
			Proportion de Collectivités Territoriales connectées à la plateforme de recouvrement par voie électronique	%	47/232	47/232
			Nombre de collectivités dont les capacités ont été renforcées	Nbre	232	232
	Programme 4 : Administration Territoriale et Identification	Objectif Spécifique 1 : Renforcer les capacités opérationnelles des Autorités Préfectorales	Proportion des résidences des Autorités Préfectorales réhabilitées	Fraction	15/20	15/20
			Proportion de bureaux des Sous-préfectures et Préfectures réhabilités	Fraction	11/20	11/20
			Taux d'Autorités Préfectorales dotées en véhicule de commandement	%	55	85,92
		Objectif Spécifique 2 : Assurer un fonctionnement optimal des services de l'État-Civil et de l'identification	Taux d'enrôlement pour la Carte Nationale d'Identité (CNI)	%	95	78,74
			Taux d'enrôlement pour la carte de résident	%	40	38,54
			Taux de production des titres d'identité (CNI)	%	95	85,91
			Taux de production des titres d'identité (carte de résident)	%	40	97,59
			Taux de déploiement de la solution de l'Etat-Civil	%	90	78,84
			Taux de déploiement de la solution Flux migratoire	%	45	0
		Objectif Spécifique 3 : Renforcer l'encadrement de la vie cultuelle et promouvoir la laïcité de l'Etat	Nombre de rencontre avec les guides religieux (table ronde)	Nbre	2	2
			Nombre d'attestations d'existence légale délivrées	Nbre	50	50
			Taux de pèlerinages encadrés	%	100	100

Mission	Programme	Objectif Spécifique	Indicateurs	Unité	Prévision 2024	Réalisation 2024
Défense, Sécurité et Justice (suite)	Programme 5 : Protection Civile	Objectif spécifique 1 : Améliorer l'offre des services de protection Civile	Proportion de Centres de Secours d'Urgence (CSU) construits	Fraction	28/30	28/30
			Proportion de Centres de Secours d'Urgence (CSU) équipés	Fraction	27/30	27/30
			Nombre d'interventions effectuées	Nombre	17200	20717
			Taux de pompiers civils bénéficiant de la formation initiale	%	80	93
			Taux de pompiers civils bénéficiant de la formation continue	%	66	66
			Taux de pompiers civils dotés de tenues d'interventions	%	70	70
		Objectifs spécifique 2 : Améliorer le dispositif de prévention des risques	Taux de couverture médiatique des activités d'informations et de sensibilisation sur les risques.	%	100	100
			Taux de campagnes d'information et de sensibilisation sur les risques effectuées	%	100	100
			Nombre d'activités de préventions effectuées	Nombre	6000	7971
	Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme					
	Programme 1 : Administration Générale	Objectif spécifique 1 : Renforcer la coordination et l'animation du Ministère	Nombre de circulaires et de notes de services rédigés	Nbre	22	23
			Nombre de réunions de direction et de séances de travail avec les chefs de cours et de juridictions tenues	Nbre	43	45
		Objectifs spécifique 2 : Renforcer les capacités opérationnelles du système judiciaire	Proportion de structures du Ministère équipées	%	80	85
			Taux de satisfaction de besoin en personnel	%	95	96
		Objectifs spécifique 3 : Améliorer la transparence et la lisibilité dans la gestion des activités du Ministère	Disponibilité de l'annuaire des statistique judiciaires et pénitentiaires	Nbre	1	1
			Disponibilité du rapport du suivi des activités	Nbre	1	1
	Programme 2 : Juridictions	Objectifs spécifique1 : Améliorer l'accès socio- économique et géographique du citoyen au système judiciaire	Nombre de personne ayant bénéficié d'assistance judiciaire	Nbre	300	401
			Taux de couverture des départements en juridictions	%	41,66	43,51
		Objectifs spécifique 2 : Renforcer la protection judiciaire de l'enfance et de la jeunesse	Proportion de juridictions ayant un SPJEJ ouvert et fonctionnel	%	56,76	43,59
			Nombre d'enfant en contact avec le système judiciaire pris en charge par les SPJEJ	Nbre	9 000	12 323
		Objectifs spécifique 3 : Améliorer la qualité du système judiciaire	Proportion des décisions de justices publiées	%	20	25
			Proportion de personnel judiciaire ayant bénéficié d'un renforcement de capacités	%	42,64	50
		Objectifs spécifique 4 : Encadrer la bonne application de la législation	Nombre d'ateliers de renforcement des capacités organisés	Nbre	2	7
			Proportion d'irrégularités relevées à partir des notices transmises par les juridictions	%	3	1,5

Mission	Programme	Objectif Spécifique	Indicateurs	Unité	Prévision 2024	Réalisation 2024
Défense, Sécurité et Justice (suite et fin)	Programme 3 : Établissements pénitentiaires centres d'observation et de rééducation des mineurs	Objectif spécifique 1 : Améliorer le bien-être des détenus	Coût journalier alimentaire par détenu (ration)	FCFA	2 400	1 650
			Nombre de repas servis par jour	Nbre	3	2
			Proportion des détenus malades ayant bénéficié des soins	%	100	100
		Objectifs spécifique 2 : Améliorer le cadre de vie des détenus	Proportion d'établissements répondant aux normes internationales construites	%	14,7	14,7
			Proportion d'établissements pénitentiaires réhabilités	%	58,8	8,82
		Objectifs spécifique 3 : Renforcer la réinsertion des détenus	Proportion de détenus ayant bénéficié d'une formation en milieu carcéral	%	45	77,77
			Proportion de détenu réinsérées	%	10	0
	Programme 4 : Droits de l'Homme	Objectif spécifique 1 : Vulgariser les droits de l'homme	Nombre d'officiers de police judiciaires, de leaders communautaires et membres des organisations de la société civile formés	Nbre	350	481
			Nombre de campagnes de sensibilisation réalisées	Nbre	3	4
		Objectif spécifique 2 : Veiller à la protection des Droits l'Homme	Proportion de lieux de détentions visités	%	100	140
			Proportion de cas de requêtes comportant des allégations de violation des Droits de l'Homme traités	%	90	93,33
Administration Générale et Développement Economique	**Ministère d'Etat, Ministère de la Fonction Publique et de la Modernisation de l'Administration**					
	Programme 1 : Administration Générale	Objectif spécifique 1 : Assurer une meilleure coordination et animation des activités du ministère	Taux de réalisation des réunions de coordination des programmes	%	90	90
			Taux de réalisation des activités du plan d'action du ministère	%	99	99
			Taux d'exécution des saisines en matière de sanction disciplinaire	%	85	65
			Taux d'exécution des saisines en matière de distinction honorifique	%	100	100
		Objectif Spécifique 2 : Améliorer la gestion des ressources humaines, financières et matérielles du Ministère	Taux de satisfaction des besoins en ressources humaines des structures du Ministère	%	90	90,4
			Nombre d'actes de gestion du personnel délivrés	Dénombrement	3 200	3 457
			Taux de réalisation des activités prévues dans le budget	%	97	97
			Taux de satisfaction des besoins d'entretien du patrimoine	%	80	80
		Objectif Spécifique 3 : Renforcer le système de planification, d'information et de communication du Ministère	Pourcentage de services et de directions disposant d'un plan d'actions	%	100	100
			Taux de processus métiers modernisé	%	100	100
			Proportion des activités ayant bénéficié d'une couverture médiatique	%	80	80
	Programme 2 : Fonction Publique	Objectif Spécifique 1 :Gérer le recrutement et la carrière des fonctionnaires et agents de l'Etat	Taux de réalisation des activités planifiées du programme	%	85	86
			Taux de réalisation des concours administratifs	%	95	100
			Taux des admis aux concours administratifs mis à la disposition des ministères ayant effectivement pris service	%	85	93,63
			Taux d'absentéisme des fonctionnaires et agents de l'Etat à leur poste de travail	%	3,2	0,22
			Taux de projets d'actes transmis au contrôle financier	%	98	116,68
			Taux d'actes administratifs diffusés et archivés	%	100	70,15

Mission	Programme	Objectif Spécifique	Indicateurs	Unité	Prévision 2024	Réalisation 2024
Administration Générale et Développement Économique (suite)	Programme 2 : Fonction Publique	Objectif Spécifique 2 : Renforcer les capacités du personnel de l'Administration Publique	Taux de couverture en formation des fonctionnaires et agents de l'Etat en Côte d'Ivoire	%	99	99,83
			Taux de couverture en formation des fonctionnaires et agents de l'Etat hors Côte d'Ivoire	%	93	94,16
			Proportion d'élèves recrutés, formés et mis à la disposition de l'Administration	%	99	100
			Proportion d'auditeurs formés et mis à la disposition de l'Administration	%	100	100
			Nombre de travaux de recherches menés dans le domaine de l'ingénierie administrative par l'ENA	Dénombrement	2	0
			Proportion de fonctionnaires et agents du secteur privé formés	%	92	92
			Nombre d'auditeurs formés en présentiel et en visioconférence	Dénombrement	950	1345
			Nombre d'accords de partenariat et de conventions signés avec les structures extérieures	Dénombrement	9	10
	Programme 3 : Modernisation de l'Administration	Objectif spécifique 1 : Promouvoir les instruments de modernisation de l'administration élaborés	Taux de réalisation des réunions de coordination des activités du programme	%	80	80
			Taux de réalisation des activités planifiées du programme	%	90	90
		Objectif spécifique 2 : Suivre la mise en place des outils et pratiques de modernisation de l'Administration	Nombre cumulé d'instruments de modernisation de l'Administration mis en place	Dénombrement	5	5
			Nombre cumulé de ministères ayant leurs postes de travail profilés et codifiés	Dénombrement	8	6
			Nombre cumulé de procédures administratives dématérialisées et accessible en ligne	Dénombrement	300	260
			Nombre cumulé de structures administratives utilisant la signature électronique	Dénombrement	15	15
			Nombre de campagne de sensibilisation des usagers clients à l'utilisation des produits de modernisation par an	Dénombrement	4	4
		Objectif Spécifique 3 : Contribuer à l'amélioration de la qualité du Service Public	Taux de satisfaction des saisines enregistrées des usagers	%	90	89
			Taux de couverture du pays par les cellules focales de proximité	%	80	100
	Ministère de l'Economie, du Plan et du Développement					
	Programme 1: Administration Générale	Objectif Spécifique 1 : Renforcer le cadre juridique et institutionnel	Proportion des textes juridiques soumis	%	80	75,26
			Taux de contrôle des services au niveau central, régional et départemental	%	100	83
		Objectif Spécifique 2 : Améliorer la gestion des ressources humaines, financières et matérielles	Taux de satisfaction en besoins de personnel	%	97	342,86
			Taux d'exécution du budget	%	97	97,17
			Taux de passation des lignes à marchés	%	100	100
		Objectif Spécifique 3 : Améliorer le système d'information et de communication	Taux de mise en œuvre du schéma directeur informatique	%	45	92,57
			Taux de consultation sur la plateforme GED-MPD des documents stratégiques et de planification produits	%	65	100
			Nombre de visites du site web du ministère	Nombre	50 000	0
			Taux de satisfaction des services fournis répondant aux normes de qualité	%	45	0
			Taux de déploiement du logiciel de courrier GEC-MPD	%	85	97,18
			Taux de satisfaction en E-Services des structures du Ministère	%	45	78,94

Mission	Programme	Objectif Spécifique	Indicateurs	Unité	Prévision 2024	Réalisation 2024
Administration Générale et Développement Économique (suite)	Programme 2: Gestion Macroéconomique et Politique Économique et Financière	Objectif Spécifique 1 : Renforcer le dispositif d'élaboration et de pilotage de la politique économique de la Côte d'Ivoire	Proportion des rapports de mise en œuvre des politiques économiques et financières transmis dans les délais	%	100	100
			Écart (en point de %) de prévision sur le taux de croissance du PIB réel	en point de %	[-1 ; 1]	-0.6
			Proportion de modèles Opérationnels actualisés	%	50	0
			Proportion des rapports d'études d'impact de politiques économiques transmis dans les délais	%	50	100
		Objectif Spécifique 2 : Promouvoir le développement de la coopération économique régionale et internationale	Proportion de missions de prospection d'investisseurs réalisées sur 1 an en Côte d'Ivoire	%	100	100
			Taux de production de rapport sur la coopération économique bilatérale et multilatérale	%	100	100
			Délai moyen de transmission des documents communautaires (UEMOA, CEDEAO)	Jours	80	65
	Programme 3: Prospective, Planification, Programmation, Suivi et Évaluation	Objectif Spécifique 1 : Conduire les réflexions prospectives et stratégiques de l'Etat	Proportion de structures de l'administration territoriale ayant bénéficié de renforcement de capacités pour l'anticipation de l'action régionale (prospective territoriale)	%	66	91
			Proportion de cellules sectorielles de veille produisant de l'information pour la prise de décision	%	50	0
			Taux de cellules de veille stratégique installées au niveau régional	%	100	100
			Nombre de rapports trimestriels de veille stratégique produits dans les délais requis	Nombre	4	1
			Nombre de nouveaux ministères dotés d'un document de politique en lien avec le PND	Nombre	20	20
			Proportion de ministères sectoriels disposant de PTA	%	100	100
		Objectif Spécifique 2 : Veiller à la bonne conduite de l'action publique	Disponibilité du PIP dans les délais requis	Binaire	1	1
			Nombre de rapports de suivi du PND produits dans les délais prescrits (Rapports semestriels et annuels de suivi)	Nombre	2	2
	Programme 4: Aménagement du Territoire, Développement Régional et Local	Objectif Spécifique 1 : Opérationnaliser la politique d'aménagement du territoire	Proportion cumulée des outils d'aménagement du territoire mis en place par le MPD	Fraction	5/7	5/7
			Proportion cumulée de régions ayant élaboré leur SRADT	Fraction	13/31	6/31
			Proportion cumulée de Districts Autonomes ayant élaboré leur schéma directeur	Fraction	4/14	8/14
			Proportion cumulée de cadres des collectivités formés par le MPD sur les modules d'aménagement du territoire	Fraction	65/150	66/150
			Nombre de sessions de formation organisées par le MPD à l'endroit des cadres des collectivités	Nbre	2	2
			Nombre de projets d'aménagement du territoire du MPD en cours ou achevés	Nbre	1	1
		Objectif Spécifique 2 : Assurer un développement régional harmonieux	Proportion cumulée des projets privés et PPP réalisées et en cours de réalisation dans les chefs lieu de région (PEC)	Fraction	100/393	110/393
			Proportion cumulée des projets PEC inscrits dans le PIP	Fraction	250/1582	255/1582
			Proportion cumulée des PDC mis en place au niveau des communes avec l'appui du MPD	Fraction	14/201	7/201
			Proportion cumulée des PDL mis en place au niveau régional avec l'appui du MPD	Fraction	24/31	25/31
			Proportion cumulée des PDV mis en place au niveau des villages avec l'appui du MPD	Fraction	50/500	50/500

Mission	Programme	Objectif Spécifique	Indicateurs	Unité	Prévision 2024	Réalisation 2024
Administration Générale et Développement Économique (suite)	Programme 5: Coordination de l'aide, Population et Productions Statistiques	Objectif spécifique 1 : Mettre en œuvre la stratégie de coordination de l'aide et de partenariat	Nombre d'études en matière d'aide et développement réalisées	Nbre	1	1
			Nombre de visites annuelles sur la plateforme numérique de gestion des études	Nbre	600	0
			Taux de réalisation des activités de mise en place de la base de données des études en matière d'aide et développement	%	65	75
			Nombre de partenariats stratégiques établis avec les partenaires non traditionnels	Nbre	2	0
			Nombre de revues périodiques des projets et programmes du PNUD organisées	Nbre	2	2
			Nombre de projets du PNUD mis en œuvre sous la modalité NIM	Nbre	6	5
			Nombre de rapports sur les activités relatives à l'efficacité de la coopération au développement	Nbre	1	1
		Objectif Spécifique 2 : Développer des politiques pour améliorer les connaissances sur les questions de population et développement et assurer l'autonomisation des populations vulnérables	Nombre de rapports d'études et de décisions produits	Nbre	5	4
			Nombre de rencontres de plaidoyer et de partage d'expérience ou de connaissances organisées	Nbre	9	4
			Nombre de sessions de formation sur les défis et enjeux en matière de population et développement organisées	Nbre	10	2
		Objectifs spécifique 3 : Améliorer la production statistique	Taux d'efficacité interne ENSEA	%	80	99,40
			Taux d'efficacité externe ENSEA	%	80	100
			Nombre d'articles et de rapports d'études publiés par l'ENSEA	Nbre	8	16
			Proportion de statisticiens dans l'effectif de l'INS	%	54	61,93
			Taux de réalisation des activités techniques du plan d'actions opérationnel de l'INS	%	100	88
			Nombre d'enquêtes et d'études réalisées par l'INS	Nbre	20	20
	Ministère du Patrimoine, du Portefeuille de l'État et des Entreprises Publiques					
	Programme 1 : Administration Générale	Objectif Spécifique 1 : Améliorer la coordination et le fonctionnement des structures	Taux de réalisation des activités du Plan de Travail Annuel (PTA)	%	100	100
		Objectif Spécifique 2 : Assurer une meilleure gestion des baux administratifs et du patrimoine immobilier de l'Etat	Taux de paiement des baux courants	%	68,69	72,12
			Taux d'apurement du passif des baux	%	75	39,78
			Nombre de dossiers techniques d'immatriculation de biens immobiliers de l'Etat établis	Nombre	503	946
			Nombre de biens immobiliers de l'Etat sécurisés administrativement	Nombre	50	45
			Nombre de biens immobiliers de l'Etat Evalués	Nombre	182	182
	Programme 2 : Portefeuille de l'Etat	Objectif spécifique 1 : Améliorer la gestion de l'Administration du Portefeuille de l'Etat	Taux d'exécution du PAS du programme du portefeuille de l'Etat	%	80	96
			Taux d'exécution du budget d'investissement du programme Portefeuille de l'État	%	97	100
		Objectif spécifique 2 : Assurer le positionnement du Portefeuille de l'Etat comme un accélérateur de développement	Nombre d'études réalisées dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie 2021-2025 de gestion du portefeuille de l'Etat	Nombre	2	6
			Nombre de contrats de performance élaborés par la DGPE	Nombre	5	13
			Nombre d'entreprises publiques ayant procédé à la signature d'une lettre de mission entre le Conseil d'Administration et le Directeur Général	Nombre	26	35
		Objectif spécifique 3 : Améliorer le dispositif de contrôle des entreprises publiques	Taux de réalisation du plan d'audits des entreprises publiques	%	80	100
			Taux de réalisation du plan de contrôles opérationnels des entreprises publiques	%	80	100

Mission	Programme	Objectif Spécifique	Indicateurs	Unité	Prévision 2024	Réalisation 2024
Administration Générale et Développement Économique (suite)	**Ministère des Finances et du Budget**					
	Programme 1 : Administration Générale	Objectif spécifique 1 : Assurer une meilleure coordination et animation des activités du Ministère	Taux de réalisation des activités du CONAFIP relevant du cabinet du MBPE	%	80	85
			Taux de réalisation du PAS du programme Administration Générale	%	80	Sans objet
		Objectif spécifique 2 : Assurer une meilleure gestion des ressources humaines, matérielles et financières	Taux de couverture des besoins en personnel des programmes	%	80	100
			Taux d'exécution du budget d'investissements du programme Administration Générale	%	97	98,70
		Objectif spécifique 3 : Assurer le contrôle de l'exécution du budget de l'Etat	Délai moyen de traitement des dossiers soumis au visa du CF	Jour ouvré	6	4,72
	Programme 2 : Trésor et Comptabilité Publique	Objectif spécifique 1 : Améliorer la gestion des ressources publiques	Taux de mobilisation des ressources publiques assignées au Trésor (fiscales et non fiscales)	%	100	156,03
			Délais de production du Compte Général de l'Administration des Finances (CGAF) en année n+1	Mois	6	6
			Taux de paiement des factures de moins de 30 millions dans un délai de 30 jours à compter de la prise en charge comptable	%	100	57,2
		Objectif Spécifique 2 : Superviser le secteur financier	Taux de mise en œuvre du planning de suivi de la mise en œuvre des recommandations de la Commission bancaire	%	95	92,4
			Taux de rapatriement des recettes d'exportation	%	95	79,8
			Proportion de compagnies d'assurance n'ayant pas d'irrégularités majeures	%	95	82,86
			Proportion de systèmes financiers décentralisés respectant les obligations réglementaires	%	90	97,6
			Taux d'exécution des programmes d'audit, de contrôle et d'inspection des structures (assurances, banques, SFD, etc.)	%	100	99,86
	Programme 3 : Douanes	Objectif spécifique 1 : Mobiliser les recettes douanières	Taux de réalisation des objectifs de recettes douanières	%	98	98,2
		Objectif spécifique 2 : Améliorer la gestion de l'administration des douanes	Taux de réalisation du PAS du programme Douane	%	80	90
			Taux d'exécution du budget d'investissement du programme Douane	%	97	97,97
		Objectif spécifique 3 : Renforcer la lutte contre la fraude	Taux de réalisation des contrôles des déclarations en circuit rouge déposées en Douane	%	80	95,1
			Taux d'exécution du plan de contrôle après dédouanement	%	80	90,63
		Objectif spécifique 4 : Renforcer le système de recouvrement des droits et taxes douanières	Taux de recouvrement des droits et taxes	%	95	95,1

Mission	Programme	Objectif Spécifique	Indicateurs	Unité	Prévision 2024	Réalisation 2024
Administration Générale et Développement Économique (suite et fin)	Programme 4 : Impôts	Objectif spécifique 1 : Mobiliser les recettes intérieures de l'Etat	Taux de réalisation des objectifs de recettes intérieures	%	98	95,8
			Taux de recouvrement de la TVA déclarée	%	96	96,2
			Taux de recouvrement des émissions impôts fonciers	%	80	72,1
		Objectif spécifique 2 : Améliorer la gestion de l'Administration de la DGI	Taux de réalisation du PAS du programme Impôts	%	80	85
			Taux d'exécution du budget d'investissement du programme Impôts	%	97	99,58
		Objectif spécifique 3 : Elargir l'assiette fiscale	Nombre de nouveaux contribuables intégrés dans le fichier des impôts divers	Nbre	16 000	30 576
			Taux d'intégration des nouvelles parcelles fiscalisables créées au fichier des impôts fonciers	%	80	82
		Objectif spécifique 4 : Réduire la fraude fiscale	Taux d'exécution du programme annuel de contrôle	%	80	88,3
			Part des recettes issues du contrôle fiscal	%	3,8	6
	Programme 5 : Budget	Objectif spécifique 1 : Améliorer la gestion de l'administration budgétaire	Taux de réalisation du PAS du programme Budget	%	95	100
			Taux d'exécution du budget d'investissements du programme Budget	%	95	99,64
		Objectif spécifique 2 : Assurer une gestion efficace et efficiente du budget de l'État	Taux de réalisation des audits par la Cellule d'Evaluation et d'Audit des Dépenses Publiques (CEADP)	%	90	100
			Taux d'élaboration des contrats d'objectif de performance des EPN programmés	%	80	Sans objet
		Objectif spécifique 3 : Améliorer la gestion des ressources humaines et la qualité du service	Taux d'exécution du Plan de formation des agents de la DGBF	%	90	100
			Délai moyen de traitement des requêtes des opérateurs économiques reçus par la CELIOPE	Jour ouvré	3	1
		Objectif spécifique 4 : Renforcer les outils d'élaboration et d'exécution budgétaires	Nombre de Collectivités Territoriales et Districts Autonomes connectées au système informatique de gestion budgétaire	Nbre	80	83
	Programme 6 : Marchés Publics	Objectif Spécifique 1 : Améliorer la gouvernance de l'administration des marchés publics	Taux de réalisation du PAS du programme Marchés Publics	%	80	88,9
			Taux d'exécution du budget d'investissement du programme Marchés Publics	%	97	100
		Objectif Spécifique 2 : Assurer une gestion efficace et efficiente des opérations de passation de marchés publics	Taux de marchés de gré à gré dans les marchés publics	%	15	12,7
			Délai moyen de passation des marchés	Jour	91	91
		Objectif Spécifique 3 : Renforcer l'utilisation des outils de gestion des marchés publics	Taux de réalisation des objectifs annuels de formation des acteurs des marchés publics	%	95	184,53
	Programme 7 : Gestion des Financements	Objectif spécifique 1 : Assurer la Mobilisation des financements	Taux de financements négociés	%	100	80,7
			Taux de décaissement des financements extérieurs	%	80	104,4
			Taux de couverture des émissions de titres publics	%	100	108,4
		Objectif spécifique 2. Maintenir la qualité de la signature de l'Etat de Côte d'Ivoire	Taux de remboursement de la dette intérieure	%	100	100
			Taux de remboursement de la dette extérieure	%	100	100
		Objectif statistique 3. Assurer la gestion des informations et des statistiques	Proportion de bulletins statistiques publiés dans le délai règlementaire	%	100	100
			Proportion de Newsletters publiées dans le délai	%	100	100

Mission	Programme	Objectif Spécifique	Indicateurs	Unité	Prévision 2024	Réalisation 2024
Enseignement, Formation et Recherche	**Ministère de l'Éducation Nationale et de l'Alphabétisation**					
	Programme 1 : Administration Générale	Objectif Spécifique 1 : Améliorer le cadre institutionnel du secteur	Proportion de structures disposant d'un Contrat d'Objectif et de Performance (COP)	Fraction	345/1038	41/1038
			Proportion d'outils de gestion opérationnels (FNE, Carte Scolaire Prospective, SPASS, Progiciel des Projets, Contrôle biométrique des élèves, Progiciel de Gestion/ Allocation des ressources, Plateforme d'Affectation et d'Orientation des élèves, CODIPOST, Plateforme des Examens et Concours)	Fraction	8/9	8/9
			Taux de vulgarisation des activités réalisées du Ministère	%	70	80
		Objectif Spécifique 2 : Améliorer la gestion financière et la gestion des ressources humaines	Taux d'exécution du budget	%	94,25	99,99
			Nombre d'heures moyen de cours hebdomadaires dispensés par enseignants du secondaire 1er cycle (Norme : 21h)	h	19,7	19,8
	Programme 2 : Enseignement Préscolaire et Primaire	Objectif Spécifique 1 : Améliorer la qualité de l'éducation préscolaire et primaire	Ratio élève-maître au primaire public	Ratio	42,3	47
			Taux de réussite au CEPE	%	67,76	83,46
			Taux de redoublement au primaire	%	13,80	15,80
			Taux d'achèvement au primaire	%	84,52	85,24
		Objectif Spécifique 2 : Améliorer l'accès à l'éducation préscolaire et primaire	Taux brut de préscolarisation	%	11,78	11,56
			Taux net d'admission au primaire	%	74,88	81,72
			Taux net de scolarisation au primaire	%	95,04	96,46
	Programme 3 : Enseignement Secondaire Général	Objectif Spécifique 1 : Améliorer la qualité de l'enseignement secondaire général	Taux de réussite au BEPC	%	33,09	40,18
			Taux de réussite au BAC	%	33,80	34,17
			Taux de transition 3è/2nde général	%	39,75	30,74
			Taux d'achèvement du 1er cycle du secondaire	%	70,80	81,14
			Taux d'achèvement du 2nd cycle du secondaire	%	44,98	46,19
		Objectif Spécifique 2 : Améliorer l'accès l'enseignement secondaire général	Taux brut de scolarisation du 1er cycle	%	79,08	82,27
			Taux brut de scolarisation au 2nd cycle	%	45,35	39,26
			Taux Brut d'Admission dans le 1er cycle	%	55,70	72,49
	Programme 4 : Alphabétisation et Éducation non Formelle	Objectif Spécifique 1 : Accroître l'accès à l'alphabétisation et à l'éducation non formelle	Proportion de centres d'alphabétisation ouverts	%	23	34,43
			Proportion de classes passerelles ouvertes	%	24,56	127,94
			Proportion de SIE éligibles à l'intégration	%	18,15	29,17
			Proportion d'alphabétiseurs formés	%	23,23	99,23
			Proportion d'apprenants inscrits	%	25,46	35,68
		Objectif Spécifique 2 : Améliorer la qualité des apprentissages	Taux de réussite des apprenants	%	65	100
			Taux d'apprenants ayant achevé la formation	%	75	85
			Proportion de kits distribués	%	23	38,79

Mission	Programme	Objectif Spécifique	Indicateurs	Unité	Prévision 2024	Réalisation 2024
Enseignement, Formation et Recherche (suite)	**Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique**					
	Programme 1 : Administration générale	Objectif Spécifique 1 : Améliorer la gouvernance et le pilotage du Système d'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	Proportion de services de l'administration centrale formée à la démarche qualité	%	60	75
			Proportion d'équipes qualité mises en place dans les services de l'administration centrale	%	60	25
			Taux d'avancement de la mise en place du Système d'informations et de gestion (SIG)	%	40	40
		Objectif Spécifique 2 : Assurer une gestion efficiente et efficace des ressources humaines, matérielles et financières	Taux d'encadrement (Ratio Etudiant/Enseignant)	Nombre	25	19
			Taux d'exécution du budget	%	100	99,99
			Taux de passation des marchés publics	%	100	100
	Programme 2 : Enseignement supérieur	Objectif spécifique 1 : Renforcer les capacités scientifiques et pédagogiques des personnels enseignants chercheurs, chercheurs et PAT	Taux de promotion des enseignants chercheurs et chercheurs au CAMES	%	92	95
			Taux de réussite des étudiants dans les universités et grandes écoles publiques	%	57	64,43
			Taux d'admissibilité à l'examen du BTS	%	50	38,39
			Proportion d'UFR ayant terminé l'année académique précédente au démarrage de l'année académique en cours	%	95	100,00
		Objectif spécifique 2 : Renforcer l'accès à l'Enseignement Supérieur et les équipements scientifiques, pédagogiques et didactiques	Nombre d'UFR équipées en matériels scientifiques, pédagogiques et didactiques	%	30	35
			Nombre d'étudiants pour 100 000 habitants	Nombre	1 050	1 083
			Pourcentage d'étudiants orientés dans les universités publiques	%	35	20,08
			Ratio étudiant/salle de TP (Universités et grandes écoles publiques)	Ratio	28	24
			Ratio étudiant/salle de TD (Universités et grandes écoles publiques)	Ratio	25	24
		Objectif spécifique 3 : Réformer les maquettes pédagogiques en lien avec le monde socioprofessionnel scientifiques, pédagogiques et didactiques	Proportion de filières professionnalisantes	%	25	41,91
			Taux de mise en stage des diplômés	%	30	36
			Proportion des étudiants en formation continue	%	9	9,11
			Taux d'insertion des diplômés de l'Enseignement Supérieur	%	20	25

Mission	Programme	Objectif Spécifique	Indicateurs	Unité	Prévision 2024	Réalisation 2024
Enseignement, Formation et Recherche (suite)	Programme 3 : Œuvres universitaires et vie estudiantine	Objectif spécifique 1 : Améliorer la gestion des bourses d'études	Proportion d'étudiants boursiers	%	12	14,53
			Taux de satisfaction des demandes de bourses éligibles	%	94	93,3
			Taux de réussite des étudiants boursiers	%	70	63
		Objectif spécifique 2 :Améliorer les conditions de vie et de travail en milieu universitaire	Nombre de places assises dans les restaurants universitaires	Nombre	9106	9175
			Nombre de repas servis par an	Nombre	14 654 095	14 137 510
			Niveau de satisfaction des étudiants	%	75	76
			Taux de fréquentation des centres de santé universitaire	%	47,49	47,49
			Nombre d'activités sportives et culturelles organisées	Nbre	6	122
			Proportion d'étudiants inscrits dans les clubs sportifs et culturels	%	1,50	2,66
			Nombre d'agressions sexuelles et de cas de harcèlement	Nombre	15	16
			Nombre de campagnes de sensibilisation à la non-violence	Nombre	3	18
		Objectif spécifique 3 :Favoriser le genre et l'équité en milieu universitaire	Pourcentage de filles dans les filières STIM	%	36,50	30,98
			Pourcentage de filles dans l'enseignement supérieur	%	46	46,10
			Proportion de filles bénéficiant de la bourse d'étude	%	8,50	12,07
			Proportion de filles bénéficiant d'un lit en résidence universitaire	%	5	5,30
			Taux de réussite des filles dans les universités et grandes écoles publiques bénéficiant de bourses	%	67	50
			Proportion d'étudiants en situation de handicap bénéficiant de chambres	%	5	5,20
		Objectif spécifique 4 :Accroître les capacités infrastructurelles des CROU	Proportion d'étudiants logés	%	5,89	5,89
			Ratio étudiant/lit	Ratio	5	8
			Taux de satisfaction des demandes en chambres dans les résidences universitaires	%	17	27
			Nombre d'infrastructures socio culturelles et sportives fonctionnelles	Nombre	15	56
			Proportion des CROU disposant d'un bâtiment administratif	%	42,86	50

Mission	Programme	Objectif Spécifique	Indicateurs	Unité	Prévision 2024	Réalisation 2024
Enseignement, Formation et Recherche (suite)	Programme 4 : Recherche scientifique et innovation	Objectif Spécifique 1 : Assurer une meilleure gestion de la recherche et l'innovation	Niveau de mise en œuvre des Centres d'Excellence Africains (CEA)	%	100	93
			Nombre de projets de recherche mis en œuvre dans les structures de recherche sous tutelle	Nombre	55	150
		Objectif Spécifique 2 : Accroître et diversifier les sources de financement de la recherche et de l'innovation	Part de l'enveloppe de la recherche et de l'innovation dans le budget du MESRS	%	7	2,48
			La part du financement extérieur des activités de recherche dans le budget du MESRS	%	10	0,54
			Nombre de projets de recherche et d'innovation financés par les structures nationales de financement	Nombre	30	90
		Objectif Spécifique 3 : Renforcer les capacités de valorisation et de vulgarisation des résultats de la recherche	Nombre de résultats de recherche et d'innovation valorisés	Nombre	45	63
			Nombre de résultats de recherche et d'innovation vulgarisés ou primés	Nombre	21	36
		Objectif Spécifique 4 : Accroître les capacités infrastructurelles, plateaux techniques du dispositif de recherche et d'innovation	Taux d'exécution physique des projets des centres et instituts de recherche	%	75	75,30
			Nombre de fermes agropastorales fonctionnelles	Nombre	5	5
	Ministère de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle et de l'Apprentissage					
	Programme 1 : Administration Générale	Objectif Spécifique 1 : Améliorer le cadre institutionnel et réglementaire du secteur de l'Enseignement Technique et de la formation Professionnelle	Nombre de textes légaux et règlementaires soumis	Nombre	5	6
			Taux de réalisation des réformes inscrites dans la feuille de route du Ministère	%	100	66,67
			Taux de réalisation des projets de la feuille de route du Ministère	%	100	65,33
		Objectif Spécifique 2 : Assurer la gestion des ressources, humaines, financières, matérielles en matière d'enseignement technique, de Formation Professionnelle et d'apprentissage	Taux d'exécution du budget d'investissement	%	97,80	90,90
			Pourcentage d'enseignants du public de l'EFTP en situation de classe, encadrés au cours de l'année	%	15	38,92
			Pourcentage du personnel administratif et technique du public ayant bénéficié d'un renforcement de capacités	%	30	34,28
	Programme 2 : Formation professionnelle et apprentissage	Objectif Spécifique 1 : Assurer une formation professionnelle initiale de qualité	Taux d'insertion des diplômés du système de la formation professionnelle initiale	%	55	36,50
			Taux de réussite aux examens de la formation professionnelle initiale	%	50	81,60
			Pourcentage annuel des enseignants de spécialités du public ayant bénéficié d'une formation par immersion	%	1%	0,70
			Nombre de curricula révisés de la formation professionnelle initiale	Nombre	10	10
			Pourcentage d'enseignants de la formation professionnelle du public ayant bénéficié d'un renforcement de capacités	%	10	25,09
			Pourcentage des enseignants de la Formation Professionnelle du privé ayant suivi une formation pédagogique à l'IPNETP	%	5	9,92

Mission	Programme	Objectif Spécifique	Indicateurs	Unité	Prévision 2024	Réalisation 2024
Enseignement, Formation et Recherche (suite et fin)	Programme 2 : Formation professionnelle et apprentissage (suite et fin)	Objectif Spécifique 2 : Accroitre l'accès à la formation professionnelle	Taux de croissance des effectifs de la formation professionnelle	%	20	33
			Taux de croissance de la capacité d'accueil dans le public de la formation professionnelle	%	10	13,81
		Objectif Spécifique 3 : Déployer l'Ecole de la Deuxième Chance (E2C)	Nombre de personnes formées par le METFPA dans le cadre de l'E2C	Nombre	25 000	29 117
			Proportion de personnes insérées parmi les personnes formées par le METFPA dans le cadre de l'E2C	%	85	80,43
			Nombre de travailleurs certifiés grâce au processus de la Validation des Acquis de l'Expérience (VAE)	Nombre	1 000	1 500
	Programme 3 : Enseignement Secondaire Technique	Objectif Spécifique 1 : Accroître l'accès à l'Enseignement Technique	Taux de croissance des effectifs de l'Enseignement Technique	%	20	18,40
			Taux de croissance de la capacité d'accueil de l'Enseignement Technique du public	%	10	10,30
		Objectif Spécifique 2 : Assurer un Enseignement Technique de Qualité	Taux de réussite à l'examen du baccalauréat de l'Enseignement Technique (Public et Privé)	%	50	65,51
			Pourcentage des enseignants de l'enseignement technique public ayant bénéficié d'un renforcement de capacité	%	15	18,12
			Pourcentage annuel des enseignants permanents de l'Enseignement Technique privé ayant suivi une formation pédagogique	%	7	9,05
Santé et Actions Sociales	**Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant**					
	Programme 1 : Administration générale	Objectif Spécifique 1 : Améliorer la coordination et l'animation des activités du Ministère	Proportion des structures inspectées	%	80	100
			Pourcentage de projets de textes élaborés soumis au SGG	%	100	100
			Proportion de structures socio-éducatives évaluées	%	80	80
		Objectif Spécifique 2 : Optimiser la gestion des ressources humaines, financières et matérielles	Taux de réalisation du plan de formation du personnel	%	90	100
			Taux d'exécution du budget	%	92	85,59
		Objectif spécifique 3 : Renforcer le système de planification, d'informations et de communication du Ministère	Existence de l'annuaire statistique de l'année N-1	oui/non	oui	oui
			Proportion d'application web développées	%	70	80
	Programme 2 :Promotion de la femme et de l'approche genre	Objectif spécifique 1 : Améliorer le cadre institutionnel et juridique en matière de promotion du genre et de justice sociale	Proportion de régions et districts ayant bénéficié de séances de sensibilisation sur les textes en matière de genre	%	45	78,26
			Nombre de cellules genres installées	Nombre	76	71
			Proportion d'acteur(e)s clés formé(e)s en matière de genre	%	67,2	154,37
			Nombre de femmes disposant de capacités en leadership politique pour les échéances électorales	Nombre	175	786

Mission	Programme	Objectif Spécifique	Indicateurs	Unité	Prévision 2024	Réalisation 2024
Santé et Actions Sociales (suite)	Programme 2 :Promotion de la femme et de l'approche genre	Objectif spécifique 2 : Améliorer les mécanismes d'intégration et réinsertion des jeunes filles dans le tissu socio-économique	Proportion d'auditrices ayant terminé leur formation	%	90	94,83
			Nombre de femmes ayant bénéficié d'un programme d'alphabétisation dans les IFEF	Nombre	3 000	2 771
		Objectifs spécifique 3 : Renforcer les mécanismes de protection contre les VBG	Nombre de plateformes de lutte contre les violences basées sur le genre (PF-VBG) installées	Nombre	92	94
			Nombre de victimes de VBG ayant bénéficié d'une prise en charge	Nombre	6 500	9 607
			Pourcentage de femmes victimes de viol ayant bénéficié d'une prise en charge médicale dans le délai de 72 Heures	%	60	49,57
	Programme 3 : Promotion et consolidation de la famille	Objectif Spécifique 1 : consolider les valeurs familiales fondamentales	Nombre de familles vulnérables soutenues	Nombre	3 000	4 039
			Nombre de réunifications familiales réalisées	Nombre	400	452
			Nombre de familles formées en compétence de vie familiale	Nombre	2 500	28 311
		Objectif Spécifique 2 : Renforcer le système de protection de la famille	Nombre de textes réglementaires élaborés en matière de protection des familles	Nombre	5	4
			Proportion de régions disposant d'une commission locale de la famille	%	70	100
			Proportion de communes du district d'Abidjan disposant d'une commission locale de la famille	%	70	100
	Programme 4 : Protection des enfants et des adolescents vulnérables	Objectif spécifique 1 : Améliorer la prise en charge des enfants en situation de vulnérabilité	Nombre d'OEV et leur famille bénéficiant de soins et soutiens selon les normes AQ par an	Nombre	265 000	177 717
			Proportion d'enfants en situation de rue identifiés ayant bénéficié d'une assistance par an	%	71	90,53
			Nombre d'enfants encadrés dans les centres de protection de la petite enfance (CPPE)	Nombre	18 012	19 998
			Nombre d'enfants pris en charge dans les Établissements de Protection de Remplacement (EPR)	Nombre	750	589
		Objectif spécifique 2 : Améliorer les pratiques communautaires en matière de protection de l'enfant	Nombre de localités disposant de mécanismes communautaires de protection des enfants	Nombre	2 010	3 313
			Nombre d'enfants victimes de violences et de négligences référés pris en charge	Nombre	5 203	6 641
	Programme 5 : Autonomisation des femmes	Objectif Spécifique 1 : Former et sensibiliser sur le plan économique, social et juridique	Proportion d'organisations de femmes ayant bénéficié de formation sur l'entrepreneuriat	%	44,55	50
			Proportion de femmes bénéficiaires de programmes de renforcement de capacité en leadership, management et compétences de vie sociale	%	28,91	32,06
		Objectif spécifique 2 : Améliorer l'appui financier et matériel apporté aux femmes	Proportion de femmes ayant bénéficié d'appuis pour l'acquisition et l'utilisation de technologies agropastorale, halieutique et artisanale	%	31,5	31,5
			Nombre d'organisations féminines ayant bénéficié d'appui en matériels	Nombre	37	115
			Nombre de partenariats obtenus avec les structures financières	Nombre	2	3

Mission	Programme	Objectif Spécifique	Indicateurs	Unité	Prévision 2024	Réalisation 2024
Santé et Actions Sociales (suite)	**Ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale**					
	Programme 1 : Administration Générale	Objectif Spécifique 1 : Assurer la coordination générale en matière d'Emploi, de Travail et de Protection Sociale	Proportion des structures du ministère inspectées	%	68	93
			Proportion des diligences des réunions du cabinet accomplies dans le délai	%	88	90
			Taux d'exécution des activités du calendrier des conférences et missions	%	90	92
			Taux de couverture médiatique des activités du Ministère	%	94	93
		Objectif Spécifique 2 : Assurer la planification, le suivi-évaluation des programmes, projets et activités	Proportion des activités du MEPS budgétisées et exécutées.	%	66	75
			Proportion des projets du MEPS suivis et évalués dans le cadre du programme d'investissement Public	%	30	30,1
		Objectif Spécifique 3 : Améliorer le système de gestion des ressources humaines, financières et matérielles	Proportion des gestionnaires de crédits formés en matière de gestion des finances publiques	%	87	87
			Taux d'implémentation des fiches de postes	%	50	45,04
			Pourcentage des contrôles de ponctualité et de présence effectués par la DRH	%	50	20
	Programme 2 : Emploi	Objectif Spécifique 1 : Assurer la coordination nationale et la promotion de l'Emploi décent	Taux de réalisation des activités du programme Emploi	%	90	96,78
			Taux de réalisation des sessions du Comité Emploi	%	100	100
			Taux de personnes vulnérables insérées	%	100	120,75
		Objectif Spécifique 2 :Assurer la planification, le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre de la politique nationale de l'emploi	Taux de réalisation des missions de suivi évaluation des Projets et Programmes en matière d'emploi	%	100	100
			Taux de formalisation des emplois (SNITEF	%	100	100
			Taux d'actualisation du Répertoire des dispositifs d'insertion et du Répertoire des mesures incitatives à la création et au maintien des Emplois	%	100	100
	Programme 3 : Travail	Objectif Spécifique 1 : Assurer la coordination des initiatives du secteur Travail	Taux de réalisation des activités du programme	%	78	79
			Taux de réalisation du PPTD 2023–2027	%	25	10
		Objectif Spécifique 2 : Promouvoir le respect des normes d'un travail décent dans les entreprises formelles et les unités de production informelles	Proportion des entreprises inspectées	%	35	86,35
			Taux de grèves évitées (conflits collectifs)	%	80	96
			Proportion des entreprises de plus de 50 travailleurs disposant d'un Comité de Sécurité et de Santé au Travail (CSST)	%	70	80
			Proportion des entreprises du secteur privé formel inspectées, observant les règles d'hygiène, de santé et de sécurité au travail	%	70	67
			Proportion des entreprises de plus de 50 travailleurs disposant d'un Comité de Sécurité et de Santé au Travail (CSST)	%	50	80
		Objectif Spécifique 3 : Renforcer la lutte contre le travail des enfants	Proportion des DR formés sur les pires formes de travail des enfants	%	40	100
			Proportion des DR équipés en matériels roulants et informatiques	%	15	100
			Proportion de comités départementaux de suivi du travail des enfants formés sur les pires formes de travail des enfants	%	25	79,73
			Proportion de comités départementaux de suivi du travail des enfants équipés en matériels roulants et informatiques	%	15	30,63
		Objectif Spécifique 4 : Promouvoir le dialogue social	Taux des partenaires sociaux formés par le CNDS	%	70	70
			Proportion des conflits collectifs majeurs réglés	%	100	100

Mission	Programme	Objectif Spécifique	Indicateurs	Unité	Prévision 2024	Réalisation 2024
Santé et Actions Sociales (suite)	Programme 4 : Protection Sociale	Objectif Spécifique 1 : Assurer la coordination de la Protection Sociale	Taux de mise en œuvre des mesures de la SNPS	%	55	100
			Taux de réalisation des activités du programme Protection Sociale	%	70	100
			Taux de réussite aux examens de fin d'année	%	99,1	99,29
			Taux d'exécution des missions d'évaluation des stages pratiques des étudiants	%	100	100
		Objectif spécifique 2 : Renforcer la protection des groupes vulnérables en matière d'action sociale	Taux de fréquentation des Centres sociaux	%	30	35
			Proportion des personnes indigentes bénéficiaires de prise en charge	%	40	30
			Proportion des personnes âgées prises en charge	%	20	20
			Proportion des personnes handicapées prises en charge	%	1	15
		Objectif spécifique 3 : Renforcer la protection des groupes vulnérables en matière de sécurité sociale	Pourcentage de la population enrôlée à la CMU	%	35	55,31
			Pourcentage des personnes indigentes enrôlées à la CMU	%	90	36
			Pourcentage des travailleurs indépendants enrôlés au RSTI	%	22,68	12,67
	Ministère de la Cohésion Nationale, de la Solidarité et de la Lutte contre la Pauvreté					
	Programme 1 : Administration Générale	Objectif Spécifique 1 : Améliorer la coordination, le système d'information et le suivi- évaluation	Nombre de rapports périodiques de suivi de la mise en œuvre du PTG, du PND et du PTA produits	Nombre	6	6
			Taux de réalisation des activités planifiées du Ministère	%	100	91,22
			Proportion de couvertures médiatiques des activités du Ministère organisées	%	100	100
		Objectif Spécifique 2 : Renforcer le contrôle, le cadre institutionnel et réglementaire	Proportion de visites d'inspection effectuées dans les structures du Ministère	%	26,09	8,70
			Nombre de textes juridiques et réglementaires élaborés	Nombre	15	15
		Objectif Spécifique 3 : Assurer une gestion efficiente des ressources du Ministère	Nombre de fonctionnaires et agents de l'Etat formés	Nombre	250	350
			Taux d'absorption des effectifs mis à disposition par la fonction publique	%	100	100
	Programme 2 : Solidarité et Action Humanitaire	Objectif spécifique 1 : Renforcer le dispositif d'identification et de suivi des ménages sinistrées, vulnérables, victimes de catastrophes naturelles et de crises	Proportion de villages couverts par les moniteurs du mécanisme d'alerte précoce	%	78	100
			Nombre de ménages vulnérables, victimes de sinistres et de catastrophes naturelles identifiés	Nombre	22 000	57 829
			Nombre de Rapports de suivi de l'état de la solidarité et de la cohésion sociale produits	Nombre	52	53
		Objectif spécifique 2 : Renforcer l'assistance apportée aux ménages vulnérables, en détresse et sinistrés	Proportion de ménages sinistrés victimes de catastrophes naturelles et crises assistés	%	57	82,57
			Proportion de victimes de traite des personnes et de trafic illicite des migrants assistées	%	70	100
		Objectif spécifique 3 : Renforcer les mécanismes de financement de la solidarité et de l'action humanitaire	Nombre d'acteurs mobilisés en faveur de la solidarité dans le cadre de l'Economie Sociale et Solidaire	Nombre	10	10
			Nombre de textes règlementaires élaborés pour la mise en place du cadre institutionnel de l'Economie Sociale et Solidaire	Nombre	2	2

Mission	Programme	Objectif Spécifique	Indicateurs	Unité	Prévision 2024	Réalisation 2024
Santé et Actions Sociales (suite)	Programme 3 : Lutte contre la Pauvreté	Objectif Spécifique 1 : Renforcer l'inclusion sociale	Proportion de personnes (hommes et femmes) vulnérables et extrêmes pauvres bénéficiaires ou participant au moins à un programme social (PTMP, SWEDD, PNDC)	Pourcentage	80	80
			Nombre de ménages ciblés bénéficiaires du Programme de Transferts Monétaires Productifs (PTMP)	Nombre	200000	230 000
			Proportion de ménages inscrits dans le système d'information du Registre Social Unique (RSU)	Pourcentage	71,17	80
			Proportion des personnes (hommes et femmes) bénéficiaires des programmes sociaux ayant un identifiant unique	Pourcentage	70	78
		Objectif Spécifique 2 : Contribuer au renforcement du capital humain et des actions communautaires	Proportion de femmes, de jeunes filles et d'adolescentes ayant des connaissances améliorées en compétences de vie, en santé sexuelle et reproductive	Pourcentage	90	86
			Proportion de femmes, de jeunes filles et d'adolescentes ayant bénéficié d'au moins un appui (formation professionnelle, crédit, subvention d'actif productif)	Pourcentage	100	76,86
			Proportion de personnes vulnérables, pauvres identifiées et encadrées par les ONG; OSC et autres partenaires de mise en œuvre des programmes sociaux	Pourcentage	70	90
	Programme 4 : Cohésion Nationale	Objectif Spécifique 1 : Assurer un climat de Paix	Taux de résolution des conflits survenus	%	80	100
			Proportion de localités à risques touchées par les activités de cohésion sociale	%	85	100
		Objectif Spécifique 2 : Promouvoir la Sécurité Humaine	Taux d'actions de renforcement de la sécurité humaine réalisée	%	40	0
			Taux de régions sensibilisées à la prévention et à la lutte contre la sectarisation communautaire	%	55	0
			Taux de groupements ou d'associations bénéficiaires de projets à impact rapide	%	15	0
		Objectif Spécifique 3 : Consolider l'Unité Nationale	Taux d'actions de renforcement de l'unité nationale réalisées	%	50	100
			Taux d'infrastructures de rapprochement communautaire réalisées	%	15	100
			Proportion de personnes sensibilisées aux valeurs de la paix	%	85	100
			Taux de dialogues intercommunautaires réalisés	%	65	100
	Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et de la Couverture Maladie Universelle					
	Programme1 : Administration générale	Objectif Spécifique 1 : Renforcer le cadre institutionnel du système de santé	Proportion des textes relatifs à la réforme hospitalière diffusés	%	100	66
			Proportion d'établissements sanitaires privés ciblés ayant reçus une visite de conformité	%	98	100
		Objectif Spécifique 2 : Améliorer le cadre de gestion du système de santé	Proportion de structures de santé (CHR, HG, Espc) qui respectent les critères de gestion financière	%	61	65
			Proportion des établissements sanitaires privés illégaux fermés	%	50	72,86
		Objectif Spécifique 3 : Améliorer la planification, la programmation budgétaire et le suivi -évaluation	Proportion des Directions Régionales ayant un Plan de Travail Annuel (PTA) validé	%	100	100
			Proportion des Directions Centrales et Programmes de Santé ayant un Plan de Travail Annuel (PTA) aligné sur le PNDS	%	100	100
		Objectif Spécifique 4 : Améliorer la disponibilité de l'information sanitaire	Taux de complétude des formulaires des rapports SIG	%	100	100
			Taux de promptitude nationale des formulaires des rapports SIG	%	100	100

Mission	Programme	Objectif Spécifique	Indicateurs	Unité	Prévision 2024	Réalisation 2024
Santé et Actions Sociales (suite)	Programme 2 : Offre et accessibilité des populations aux soins de qualité	Objectif spécifique 1 : Construire, Réhabiliter, étendre et équiper les infrastructures sanitaires	Proportion de la population habitant à moins de 5 Km d'un établissement de santé	%	81	82
			Proportion d'établissements sanitaires réhabilités et équipés	%	100	100
		Objectif Spécifique 2 : Améliorer la disponibilité et l'accessibilité aux médicaments, aux vaccins et aux autres intrants stratégiques de qualité	Taux de disponibilité des produits traceurs dans les établissements de premier contact sites clients directs	%	95	85,62
			Nombre de poches de sang collectées	Nombre	280 000	298134
		Objectif spécifique 3 : Faire la prise en charge des affections dans les établissements sanitaires selon la pyramide	Taux d'accouchement assisté par un personnel qualifié	%	85,8	94
			Proportion d'enfants de moins de 5ans malnutris (MASsc, MASc) guéris	%	85	87
			Proportion de PVVIH enfants et adultes de la cohorte encore en vie sous ARV maintenus dans les soins 12 mois après l'initiation du traitement	%	93	96
			Nombre de patients traités pour l'hépatite B	Nombre	300	300
			Nombre de patients pris en charge dans les UPEC du diabète et de l'hypertension artérielle	Nombre	83 194	132 790
			Taux de succès thérapeutique des nouveaux cas et rechutes de tuberculose toutes formes, confirmées bactériologiquement et diagnostiquées cliniquement : patients guéris et traitement terminé	%	86	88
			Proportion de cas de paludisme correctement pris en charge	%	100	100
			Nombre d'interventions médicales réalisées par le SMUR	Nombre	2100	2 024
			Proportion de nouveaux patients atteints de maladies cardiovasculaires avec indication opératoire ou interventionnelle effective traités	%	50	59
		Objectif Spécifique 4 : Renforcer le processus de réponse efficace aux situations d'urgence et de prévention des évènements de santé publique	Taux de couverture des régions sanitaires en COUSP fonctionnel	%	36	39,39
			Proportion de districts sanitaires dont l'ensemble des points focaux ont été formés sur la surveillance intégrée de la maladie et de la riposte 3iéme édition (SIMR3)	%	70	52
	Programme 3 : Renforcement de la lutte contre la maladie	Objectif spécifique 1 : Intensifier les interventions de prévention du paludisme, du VIH/sida, de la tuberculose et de l'Hépatite virale	Pourcentage de personnes clées ayant bénéficié de programme de prévention combinée de lutte contre le VIH	%	75	53
			Nombre de Centre de Diagnostic et de Traitement de la tuberculose (CDT) ouvert	Nombre	332	343
			Taux de couverture en MILDA en routine	%	80	80
			Nombre de patients dépistés pour l'hépatite B	Nombre	5 000	10 000

Mission	Programme	Objectif Spécifique	Indicateurs	Unité	Prévision 2024	Réalisation 2024
Santé et Actions Sociales (suite et fin)	Programme 3 : Renforcement de la lutte contre la maladie (suite et fin)	Objectif spécifique 2 : Intensifier les interventions de lutte contre les autres maladies transmissibles, non transmissibles et les maladies tropicales négligées	Proportion de région sanitaire ayant au moins une UPEC du diabète et l'hypertension artérielle	%	78,8	69,69
			Taux d'infirmité de « degré 2 » parmi les nouveaux cas de lèpre dépistés	%	15	24,32
			Taux de Ulcère de Burili dépistés au stade précoce	%	72	62,56
			Proportion de districts sanitaires ayant réussi l'évaluation pour l'arrêt de la transmission de la filariose lymphatique	%	100	100
			Proportion des enfants de 0-5ans ayant bénéficié d'un programme combiné de prévention des affections oculaires congénitales	%	10	19,21
		Objectif spécifique 3 : Intensifier les interventions d'amélioration de la prévention des maladies et promotion de l'hygiène publique ainsi que des bonnes pratiques nutritionnelles	Nombre d'Unité Nutritionnelle (UNT/UNTA/UNS) fonctionnelle	Dénombrement	2591	2 792
			Taux de couverture en vitamine A des enfants de 6 à 59 mois en routine	%	80	90
			Taux de couverture en Eau-Hygiène Assainissement dans les Etablissements de soins	%	60	86
		Objectif spécifique 4 : Renforcement de la santé de la mère , du nouveau-né, de l'enfant, des adolescents et des jeunes	Taux d'enfants complètement vaccinés avant 12 mois en DTC-HepB-Hib3	%	95	95
			Couverture en CPN1 fait au premier trimestre de la grossesse	%	43,88	51,37
			Taux de prévalence contraceptive des méthodes modernes	%	36,6	21,7
			Taux d'enfants âgés de 9 mois à 1 an vaccinés contre la rougeole	%	95	98
Culture, Jeunesse, sports et Loisirs	**Ministère de la Communication**					
	Programme 1 : Administration Générale	Objectif Spécifique 1 : Améliorer l'environnement institutionnel des secteurs de la Communication	Nombre de textes législatifs et réglementaires soumis	Dénombrement	10	10
			Proportion de missions de contrôles effectuées	%	33	33
		Objectif Spécifique 2 : Renforcer la gestion des ressources financières, humaines et matérielles	Proportion d'agents ayant leurs capacités renforcées	%	33	33
			Taux d'exécution du budget	%	100	99,17
			Proportion de biens mobiliers acquis	%	33	33
		Objectif Spécifique 3 : Améliorer le système d'archivage de planification, de suivi -évaluation et de la mise en œuvre de la politique du ministère	Taux de réalisation des activités planifiées	%	33	33
			Taux d'exécution des missions de suivi des activités	%	33	33
			Taux de documents numérisés	%	10	10
			Taux de réalisation des activités du plan de communication	%	33	33

Mission	Programme	Objectif Spécifique	Indicateurs	Unité	Prévision 2024	Réalisation 2024
Culture, Jeunesse, sports et Loisirs (suite)	Programme 2 : Communication et Médias	Objectif Spécifique 1 : Renforcer la production et la diffusion de l'information	Taux de couverture de la diffusion en radios nationales	%	95	80
			Taux de couverture de la population en TNT	%	100	100
			La part d'audience TV du groupe RTI	%	22	22
			La part d'audience Radio du groupe RTI	%	30	30
			Taux de départements couverts par les postes de collecte de l'AIP	%	63,3	63,3
			Taux annuel d'accroissement de la production	%	20	20
		Objectif Spécifique 2 : Réguler et professionnaliser le secteur de la communication et des médias	Proportion de journalistes ayant la carte d'identité professionnelle	%	33,33	33,33
			Nombre d'entreprises du secteur dont les emprunts sont garantis	Dénombrement	4	4
			Taux des structures subventionnées	%	27,27	44,6
			Nombre de supports de Production Imprimée Numérique régulés	Dénombrement	85	137
			Nombre de supports de Presse imprimée régulés	Dénombrement	76	76
			Taux de panneaux réguliers identifiés	%	30	30
	Ministère de la Culture et de la Francophonie					
	Programme 1 : Administration Générale	Objectif Spécifique 1 : Améliorer la coordination et la visibilité du Ministère	Nombre de conventions et d'accords de coopération signés	Nombre	6	18
			Pourcentage d'activités culturelles en région suivies par les Directeurs Régionaux	%	70	73,17
			Evolution de l'audience des canaux digitaux du Ministère (en millions)	Million de FCFA	50	53,47
		Objectif Spécifique 2 : Assurer une gestion efficiente des ressources humaines, matérielles et financières.	Taux de réalisation du plan de formation	%	63,07	100
			Taux de participation des acteurs budgétaires aux conférences internes	%	70	84,31
			Taux de participation des acteurs aux réunions dans le cadre du dialogue de gestion	%	60	78,92
		Objectif Spécifique 3 : Améliorer la planification et le suivi-évaluation des activités	Taux de réalisation des activités de la feuille de route du Ministère	%	75	94
			Taux de déploiement du logiciel SIG de suivi des activités	%	50	100

Mission	Programme	Objectif Spécifique	Indicateurs	Unité	Prévision 2024	Réalisation 2024
Culture, Jeunesse, sports et Loisirs (suite)	Programme 2 : Animation Culturelle et Industries Culturelles et Créatives	Objectif Spécifique 1: Renforcer la compétitivité des Industries du Cinéma et du Livre	Nombre de projets de films soutenus	Nombre	10	13
			Nombre de journées promotionnelles organisées autour du livre et de la lecture	Nombre	60	68
		Objectif Spécifique 2: Promouvoir l'expression des diversités culturelles	Pourcentage des activités du secteur des arts vivants soutenues	%	30%	58%
			Production de la cartographie des évènements culturels	oui/non	Oui	Oui
	Programme 3 : Patrimoine Culturel	Objectif Spécifique 1 : Sauvegarder les biens du patrimoine culturel national	Production du catalogue des biens et éléments	oui/non	Oui	Oui
			Nombre de biens et éléments du patrimoine culturel inscrits sur les listes de l'UNESCO	Nombre	6	7
		Objectif Spécifique 2 : Exploiter les biens du patrimoine culturel national sauvegardés	Proportion de biens et éléments du patrimoine culturel numérisés mis à la disposition des usagers	Fraction	2514/4991	2537/5083
			Nombre d'activités de promotion des biens et éléments du patrimoine culturel réalisées	Nombre	5	6
	Programme 4 : Enseignement Artistique et Culturel	Objectif Spécifique 1 : Améliorer l'accessibilité à l'éducation-formation artistique et culturelle	Taux d'accroissement de la capacité d'accueil de la formation artistique et culturelle	%	5,26	2,22
			Taux d'accroissement des effectifs de la formation artistique et culturelle	%	2,64	2,31
		Objectif Spécifique 2 : Améliorer la qualité de la formation artistique et culturelle	Nombre d'enseignants du secondaire recyclés	Nombre	65	100
			Ratio élèves par enseignant	Ratio	12,7	9,4
			Taux de réussite aux examens dans les établissements d'enseignement artistique et culturel	%	86,6	87,65
	Programme 5 : Francophonie	Objectif Spécifique 1 : Assurer la visibilité des actions de la francophonie	Taux de participation de la CI aux rencontres statutaires de la Francophonie	%	62,50	87,50
			Production d'une cartographie des associations partenaires de la Francophonie	oui/non	Oui	Oui

Mission	Programme	Objectif Spécifique	Indicateurs	Unité	Prévision 2024	Réalisation 2024
Culture, Jeunesse, sports et Loisirs (suite)	**Ministère du Tourisme et des Loisirs**					
	Programme 1 : Administration Générale	Objectif Spécifique 1 : Améliorer la gouvernance du secteur du Tourisme	Taux de projets de textes transmis au SGG	%	90	90
			Taux de croissance des actes délivrés	%	12	12
			Nombre de notes de conjoncture élaborées	Nombre	4	4
			Taux de réalisation des activités planifiées	%	91	91
			Taux de marchés approuvés	%	100	89
		Objectif Spécifique 2 : Améliorer les actions de communication et de documentation du ministère	Taux de couverture médiatique des activités planifiées	%	75	75
			Taux des processus fonctionnels digitalisés	%	40	40
			Taux de numérisation des documents	%	45	45
		Objectif Spécifique 3 : Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources du Ministère	Taux d'exécution du budget	%	80	95,33
			Taux de séances tenues avec les acteurs	%	100	100
			Taux de réalisation des missions de contrôle du patrimoine du Ministère	%	100	94
			Taux d'agents ayant bénéficié d'un renforcement de capacités conformément au plan de formation	%	100	100
	Programme 2 : Tourisme	Objectif Spécifique 1 : Améliorer l'environnement du secteur du tourisme	Taux de suivi des Services Extérieurs du Tourisme	%	60	60
			Nombre d'établissements touristiques évalués	Nombre	1000	450
		Objectif Spécifique 2 : Améliorer l'offre de service du tourisme	Nombre d'établissements d'hébergement classés	Nombre	500	265
			Nombre d'acteurs du secteur dont les capacités professionnelles ont été renforcées	Nombre	60	300
			Nombre de partenariats noués	Nombre	2	2
		Objectif spécifique 3 : Promouvoir le tourisme	Nombre de participation aux foires et salons internationaux	Nombre	4	7
			Nombre de manifestations touristiques organisées par le ministère	%	2	5
			Nombre de manifestations ayant bénéficié d'un appui de l'Administration Nationale du Tourisme	Nombre	15	79
			Taux de croissance du budget consacré à la production de supports de promotion et de communication de l'offre touristique	%	5	217
	Programme 3 : Loisir	Objectif Spécifique 1 : Développer des infrastructures de loisirs	Taux d'implémentation de l'offre de loisirs au plan national	%	5	8,57
			Taux d'infrastructures mises aux normes	%	40	41,67
		Objectif Spécifique 2 : Promouvoir les jeux traditionnels	Nombre de jeux traditionnels collectés	Nombre	280	303
			Nombre d'établissements scolaires abritant un club de jeux traditionnel	Nombre	30	25
		Objectifs spécifique 3 : Promouvoir la pratique des loisirs sains	Taux de croissance des personnes sensibilisées à la pratique des activités de loisirs	%	25	39,1
			Taux de fréquentation des espaces de loisirs agréés	%	15	58,28

Mission	Programme	Objectif Spécifique	Indicateurs	Unité	Prévision 2024	Réalisation 2024
Culture, Jeunesse, sports et Loisirs (suite)	**Ministère de la Promotion de la Jeunesse, de l'Insertion Professionnelle et du Service Civique**					
	Programme 1 : Administration Générale	Objectif spécifique 1 : Améliorer le cadre juridique et institutionnel du secteur jeunesse	Proportion de textes législatifs et règlementaires soumis	%	100	100
			Proportion d'accords et de conventions élaborés et validés	%	100	100
		Objectif Spécifique 2 : Améliorer la gestion des ressources humaines, financières et matérielles	Proportion prévue d'agents du Ministère ayant bénéficié par an d'une formation	%	100	160,2
			Taux d'exécution du Plan de Passation des Marchés	%	100	100
		Objectif Spécifique 3 : Améliorer l'image du Ministère	Taux d'exécution du plan de Communication	%	100	100
			Taux de couverture médiatique des activités du Ministère	%	100	100
		Objectif Spécifique 4 : Améliorer le dispositif de planification, programmation et de suivi-évaluation	Taux de réalisation des missions d'inspection effectuées	%	75	80
			Taux de réalisation des rapports de suivi-évaluation produits	%	75	80
	Programme 2 : Promotion de la jeunesse	Objectif Spécifique 1 : Assurer la participation des jeunes au processus de prise de décision pour le développement communautaire, local et national	Proportion d'organisations de jeunesse agréées par le Ministère	%	10	11
			Proportion des associations de jeunesse ayant renouvelé leurs bureaux exécutifs	%	70	75
		Objectif Spécifique 2 : Favoriser l'adoption par les jeunes de comportements adéquats face aux fléaux sociaux	Proportion de jeunes sensibilisés pour le changement de comportement	%	100	100,49
			Proportion de nouveaux inscrits sur la plateforme d'information U-report	%	95	155,32
		Objectif Spécifique 3 : Faciliter l'accès des jeunes aux services sociaux de base adaptés à leurs besoins	Proportion d'Institutions Socio-Educatives de Jeunesse (ISE) réhabilitées et équipées	%	10	11,26
			Proportion d'Institutions Socio-Éducative fonctionnelles	%	100	100
	Programme 3 : Emploi des jeunes	Objectif Spécifique 1 : Améliorer la représentativité de l'AEJ sur l'étendue du territoire national	Taux de couverture nationale en agences régionales	%	75	75,8
			Taux de couverture nationale en guichets emplois jeunes	%	100	100

Mission	Programme	Objectif Spécifique	Indicateurs	Unité	Prévision 2024	Réalisation 2024
Culture, Jeunesse, sports et Loisirs (suite)	Programme 3 : Emploi des jeunes (suite et fin)	Objectif Spécifique 2 : Améliorer les compétences des jeunes à travers des programmes de formations et de stages correspondant aux besoins du marché du travail	Proportion de jeunes ayant obtenu leurs certificats/attestations d'aptitudes à l'issue du programme Formation en Reconversion et Requalification (FRR)	%	90	94
			Proportion de jeunes ayant obtenu leurs certificats, Attestations d'aptitudes, à l'issue du programme Apprentissage et Chantiers Écoles	%	90	97,8
			Proportion de jeunes ayant obtenu leurs Attestations de fin de Stage de qualification	%	90	98,3
			Proportion de jeunes ayant obtenu leurs Attestations de fin de Stage Ecole	%	100	100
			Proportion des bénéficiaires du programme « Activités Génératrices de Revenus » (AGR) ayant reçu leur financement	%	95	116,81
			Proportion des bénéficiaires du programme « Micro et Petites Entreprises (MPE) / Projets structurants » ayant reculé financement de leurs projets	%	70	77,65
			Proportion des bénéficiaires ayant obtenu une attestation de mise en activités après leurs Travaux à Haute Intensité de Main d'Œuvre (THIMO)	%	90	138,97
			Proportion de jeunes ayant bénéficié du THIMO éligibles aux AGR ou programme Apprentissage Chantiers Ecoles	%	90	95,8
	Programme 4 : Service Civique	Objectif spécifique 1 : Renforcer la culture civique, citoyenne et promouvoir le volontariat des jeunes	Proportion de jeunes marginalisés formés à travers le dispositif de Service Civique d'Action pour le Développement (SCAD)	%	100	100
			Proportion de jeunes marginalisés formés et accompagnés à l'insertion auprès des structures compétentes	%	100	100
			Proportion de jeunes ayant bénéficié du programme Service National Jeunes (SNJ)	%	100	114
			Proportion de jeunes formés au Volontariat	%	100	100
			Proportion de jeunes mis en mission dans le cadre du volontariat	%	100	100
		Objectif spécifique 2 : Construire, réhabiliter et rendre opérationnels les Centres de Service civique	Proportion de Centres de Service Civique (CSC) construits et équipés	%	33,33	33,33
			Proportion de Centres de Service Civique (CSC) réhabilités et équipés	%	50	100

Mission	Programme	Objectif Spécifique	Indicateurs	Unité	Prévision 2024	Réalisation 2024
Culture, Jeunesse, sports et Loisirs (suite et fin)	**Ministère Délégué auprès du Premier Ministre, Ministre des Sports et du Cadre de Vie, chargé des Sports et du Cadre de Vie**					
	Programme 1 : Administration Générale	Objectif Spécifique 1 : Assurer la coordination générale en matière de sport	Proportion de textes règlementaires élaborés et transmis au SGG	%	70	68
			Proportion de missions d'inspections réalisées	%	65	65
		Objectif Spécifique 2 : Améliorer la planification et le système de suivi évaluation des programmes et projets	Proportion de missions de suivi-évaluation réalisées	%	65	65
			Proportion de documents de suivi évaluation produits et diffusés	%	100	100
		Objectif Spécifique 3 : Améliorer la gestion des ressources humaines, financières et matérielles	Proportion des agents ayant bénéficié d'un renforcement de capacité conformément au plan de formation	%	30	32
			Taux de satisfaction des demandes en personnel émises par les unités administratives	%	55	56,67
			Taux d'exécution budgétaire	%	90	99,75
		Objectif Spécifique 4 : Développer l'offre de formation adaptée aux métiers du sport	Proportion de jeunes formés aux emplois du sport	%	85	85
			Proportion de jeunes formés aux métiers du sport	%	75	75
	Programme 2 : Sport	Objectif Spécifique 1 : Développer l'offre d'infrastructures adaptées aux activités sportives	Taux de réalisation d'infrastructures sportives civiles aux normes internationales programmées	%	100	100
			Taux de réalisation d'infrastructures sportives civiles de proximité programmées	%	34,30	30
			Taux de réalisation d'infrastructures sportives scolaires et universitaires programmées	%	73	70
		Objectif spécifique 2 :Assurer l'entretien et la maintenance des infrastructures sportives	Proportion d'infrastructures sportives civiles sous contrat d'entretien	%	100	100
			Taux d'infrastructures sportives civiles en bon état	%	100	100
		Objectif Spécifique 3 : Promouvoir les sports scolaires, universitaires, de masse et de haut niveau	Taux de participation des établissements scolaires et universitaires aux compétitions OISSU par an	%	45	49
			Proportion de personnes pratiquant régulièrement le sport	%	45	55
			Taux de participation des fédérations sportives aux compétitions internationales statutaires par an	%	100	100
			Proportion des médailles remportées lors des participations aux compétitions internationales statutaires	%	42	53,62

Mission	Programme	Objectif Spécifique	Indicateurs	Unité	Prévision 2024	Réalisation 2024
Développement des Infrastructures et Équipements Collectifs	**Ministère de l'Equipement et de l'Entretien Routier**					
	Programme 1 : Administration Générale	Objectif spécifique 1 : Améliorer le cadre légal et institutionnel de gouvernance des infrastructures routières et ouvrages d'art	Nombre de Textes légaux et réglementaires soumis	Nbre	2	3
			Taux de plaintes des impactés traités sur les projets	%	80	80
		Objectif spécifique 2 : Assurer une gestion efficace, moderne et efficiente des ressources humaines, matérielles et financières du Ministère	Taux d'exécution du plan de formation	%	80	62,66
			Taux d'exécution du budget du ministère	%	70	58,71
			Nombre de bâtiments construits et/ou réhabilités	Nbre	6	6
		Objectif spécifique 3 : Améliorer le système de planification et de suivi-évaluation des activités du Ministère	Taux d'exécution des activités planifiées	%	80	83
			Taux de projets suivis et évalués	%	75	70
		Objectif spécifique 4 : Améliorer la gestion du domaine public de l'État	Proportion des dossiers de demande de domaines publics traités	%	96	96
			Délai de traitement des avis techniques d'instruction des dossiers du domaine public	Jours	12	15
		Objectif spécifique 5 : Améliorer le système d'information et de communication du Ministère	Taux de couverture médiatique des activités du ministère	%	95	95
			Taux de diffusion des activités du ministère sur le site web	%	95	95
			Taux de couverture médiatique des projets structurants	%	80	80
	Programme 2 : Infrastructures Routières et Ouvrages d'Arts	Objectif spécifique 1: Assurer une gestion efficace et efficiente du programme	Nombre de réunions trimestrielles de coordination organisées par le RProg avec les RUO	Nbre	4	4
			Taux moyen de réalisation physique des projets d'investissement	%	85	76
		Objectif spécifique 2 : Assurer un développement et un bon niveau de service du patrimoine routier et autoroutier	Taux de routes neuves bitumées conformément au plan annuel	%	60	100
			Taux de routes renforcées conformément au plan annuel	%	80	91
			Taux d'ouvrages réalisés conformément au plan annuel	%	50	50
	Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie					
	Programme 1 : Administration Générale	Objectif Spécifique 1 : Renforcer la gouvernance du Ministère	Taux de réalisation du Plan d'actions prioritaires du ministère	%	100	71,52
			Taux de réalisation du plan d'actions de l'Inspection Générale	%	75	75
			Taux de réalisation des Inspections des dépôts et établissements pétroliers par les structures déconcentrées	%	100	77,99
			Taux de réalisation des missions inopinées par les structures déconcentrées	%	100	100
		Objectif Spécifique 2 : Améliorer la gestion des ressources humaines, financières et matérielles	Taux d'exécution budgétaire	%	100	99,66
			Taux de couverture des besoins en matériels	%	100	100,75
		Objectif Spécifique 3 : Optimiser le système de planification, d'information et de communication du Ministère	Proportion de documents de planification produits et diffusés	%	100	100
			Taux de couverture médiatique des activités du Ministère	%	100	100

Mission	Programme	Objectif Spécifique	Indicateurs	Unité	Prévision 2024	Réalisation 2024
Développement des Infrastructures et Équipements Collectifs (suite)	Programme 2 : Hydrocarbures	Objectif spécifique 1 : Renforcer la gouvernance du secteur des Hydrocarbures	Taux de textes législatif et réglementaires transmis	%	30	0
			Taux de réalisation d'audit des coûts pétroliers	%	60	0
			Taux de réalisation des inspections des champs pétroliers	%	55	100
			Taux de réalisation des missions de contrôle (subvention butane, établissements pétroliers, stations-services)	%	100	100
		Objectif spécifique 2 : Accroitre la recherche et la production pétrolière et gazière	Taux de réalisation des forages	%	95	100
			Taux d'évolution de la production de pétrole brut	%	36,56	50
			Taux d'évolution de la production du gaz naturel	%	5,71	-2,92
			Nombre de blocs attribués	Nombre	1	7
		Objectif spécifique 3 : Assurer la disponibilité des produits pétroliers	Taux d'évolution de la consommation nationale de produits pétroliers	%	9	0,24
			Pourcentage d'autorisations d'exploitation des stations-services accordées	%	95	100
	Programme 3 : Energie	Objectif Spécifique 1: Renforcer la gouvernance du secteur de l'énergie	Proportion de textes législatifs et réglementaires soumis	%	100	116,66
		Objectif Spécifique 2: Assurer la disponibilité de l'énergie	Puissance de production installée (MW)	MW	3 380	3 019
			Taux de pertes	%	14	12,7
			Taux de réserve à la pointe	%	25	29,18
			Contribution des ENR dans le mix énergétique	%	40	31,27
		Objectif Spécifique 3: Améliorer l'accès des populations aux services énergétiques de qualité	Taux de couverture	%	95	95
			Taux d'accès à l'électricité	%	99	98,6
			Nombre d'abonnés à l'électricité	Nombre	4 150 000	4587952
	Programme 4 : Mines et Géologie	Objectif spécifique 1 : Améliorer la gouvernance du secteur des Mines et de la Géologie	Taux de textes juridiques élaborés et transmis (lois, décrets, arrêtés)	%	100	100
			Pourcentage des exigences ITIE satisfaites	%	100	100
			Proportion des exigences du processus de Kimberley satisfaites	%	100	100
			Taux de réalisation des projets au PDLM	**%**	65	65
		Objectifs spécifique 2 : Renforcer le contrôle et le suivi de l'application de la législation et de la réglementation dans le secteur minier	Taux de réalisation des inspections des mines en exploitation	%	100	90
			Taux de réalisation des contrôles des permis de recherche	%	94	82
			Taux de réalisation des inspections des carrières en exploitation	%	100	100
			Taux de réalisation des inspections des autorisations d'exploitation semi-industrielles et artisanales	%	85	100
			Taux de réalisation d'inspection des équipements sous pression	%	100	100
			Taux de réalisation d'inspection de dépôts de substances explosives	%	100	100

Mission	Programme	Objectif Spécifique	Indicateurs	Unité	Prévision 2024	Réalisation 2024
Développement des Infrastructures et Équipements Collectifs (suite)	Programme 4 : Mines et Géologie (suite et fin)	Objectifs spécifique 3 : Développer la recherche géologique et minière	Taux de couverture des degrés carrés du territoire national en cartes géologiques	%	20	0
		Objectifs spécifique 4 : Créer un environnement propice à l'essor de l'exploitation minière et minéralière	Taux de réalisation de la cartographie des sites d'orpaillages illicites sur l'étendue du territoire national	%	75	14
			Taux d'évolution de la production par minerais / **Or**	%	4	15,51
			Taux d'évolution de la production par minerais /**Manganèse**	%	0	-12
			Taux d'évolution de la production par minerais / **Nickel**	%	9,52	-40,22
			Taux d'évolution de la production par minerais / **Bauxite**	%	0	203,82
			Taux d'évolution de la production par minerais / **Diamant**	%	-4,16	0
	Ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme					
	Programme 1 : Administration Générale	Objectif Spécifique 1 : Améliorer la performance des structures	Taux de réalisation globale des activités du ministère	%	85	86
			Taux de satisfaction des usagers du MCLU	%	65	66
			Taux de couverture médiatique des activités du ministère	%	72,47	86,33
		Objectif Spécifique 2 : Assurer la gestion optimale des ressources humaines, matérielles et financières du ministère	Taux de couverture des besoins en personnel techniques des services du ministère	%	37,19	39,95
			Taux d'exécution des crédits alloués au ministère	%	96	74,71
			Taux de satisfaction du personnel du MCLU	%	80	80,60
	Programme 2 : Foncier et Urbanisme	Objectif Spécifique 1 : Développer des villes durables	Taux de réalisation ou d'actualisation des Schémas et Plans d'Urbanisme Directeurs	%	70	75,20
			Taux de régularisation des lotissements irréguliers dans le District d'Abidjan	%	93	94,05
			Taux de régularisation des lotissements appliqués, habités et non-approuvés	%	50	49,28
			Taux de réalisation de l'adressage des voies et unités d'occupations	%	50	75
		Objectif Spécifique 2 : Faciliter l'accès à la propriété foncière	Nombre d'ACD signés (Guichet Central)	Nombre	93 872	93 104
			Nombre d'ACD signés (Guichets déconcentrés)	Nombre	91 235	133 338
			Taux de délimitation des territoires des villages du grand Abidjan	%	94,16	92,60
			Superficie des réserves constituées en ha	ha	232	758

Mission	Programme	Objectif Spécifique	Indicateurs	Unité	Prévision 2024	Réalisation 2024
Développement des Infrastructures et Équipements Collectifs (suite)	Programme 3 : Construction Et Maintenance	Objectif Spécifique 1 : Assurer le suivi des projets de construction, de maintenance et de réhabilitation des édifices publics	Nombre de chantiers de constructions et de réhabilitations suivis	Nombre	360	234
			Nombre de chantiers d'entretiens et de maintenance suivis	Nombre	19	19
		Objectif Spécifique 2 : Faire respecter la réglementation en matière de construction	Délai de traitement des demandes de permis de construire	Jour	20	15
			Taux de régularisation des constructions contrôlées	%	15	15,57
			Nombre de permis de construire délivrés	Nombre	2400	2210
	Programme 4 : Logement Et Cadre De Vie	Objectif Spécifique 1 : Faciliter l'accès au logement et à la propriété immobilière	Nombre de logements implantés	Nombre	125 000	40 009
			Nombre de logements livrés	Nombre	75 000	19 239
			Taux de réalisation des voiries et réseaux divers primaires sur les 4 principaux sites	%	97	97,34
			Superficie de foncier acquis	Ha	1500	1 573
		Objectif Spécifique 2 : Améliorer le cadre de vie des populations	Nombre de syndicats créés et mis en place	Nombre	275	276
			Nombre de syndics professionnels formés	Nombre	90	93
	Ministère des Transports					
	Programme 1 : Administration Générale	Objectif Spécifique 1 : Améliorer la gouvernance du secteur des transports	Taux annuel des textes réglementaires signés par le Ministre	%	85	91,07
			Taux de contrôle des services au niveau central, régional et départemental	%	70	75
		Objectif Spécifique 2 : Améliorer la gestion des investissements du Ministère	Taux de planification des investissements du Ministère	%	80	80,77
			Taux annuel de réalisation des missions de suivi-évaluation des projets	%	80	80,95
			Taux d'exécution du budget d'investissement du Ministère	%	100	100
		Objectif Spécifique 3 : Améliorer la gestion des ressources humaines, financières et matérielles	Taux d'exécution du budget du Ministère	%	90	99,96
			Taux de satisfaction des besoins en ressources humaines des structures du Ministère	%	50	82,86

Mission	Programme	Objectif Spécifique	Indicateurs	Unité	Prévision 2024	Réalisation 2024
Développement des Infrastructures et Équipements Collectifs (suite)	Programme 1 : Administration Générale (suite et fin)	Objectif Spécifique 4 : Améliorer le système d'information et de communication du Ministère des Transports	Taux de couverture médiatique des activités du secteur des transports	%	90	90
			Taux de progression de la fréquentation du site web et des plateformes d'informations du Ministère	%	70	195,25
	Programme 2 : Transport Aérien	Objectif Spécifique 1 : Améliorer la coordination des activités du Transport Aérien	Taux de réalisation des réunions de coordination	%	100	100
			Taux de mise en œuvre des recommandations des réunions de coordination	%	50	50
		Objectif Spécifique 2 : Développer les infrastructures aéroportuaires.	Nombre d'aéroports exploités	Nombre	7	7
			Taux de réalisation de la construction de l'aéroport de Kong	%	75	69,03
			Taux de réalisation de la construction de l'aéroport de Séguéla	%	85	99,5
		Objectif Spécifique 3 : Obtenir la classification de la Côte d'Ivoire en catégorie 1 de la FAA	Taux de réalisation des exigences FAA	%	55	58,33
		Objectif Spécifique 4 : Développer les vols domestiques et internationaux d'AIR COTE D'IVOIRE	Taux annuel de croissance des passagers transportés par AIR COTE D'IVOIRE	%	10	5,58
			Taux annuel de croissance des vols effectués par AIR CÔTE D'IVOIRE	%	5	2,78
			Taux annuel de croissance des passagers domestiques	%	3	1
	Programme 3 : Transport Terrestre	Objectif Spécifique 1 : Améliorer la coordination des activités du Transport Terrestre	Taux de réalisation des réunions de coordination des activités du transport terrestre	%	100	100
			Taux annuel de réalisation du projet d'ouverture des centres de gestion intégrée (CGI) sur l'ensemble du territoire national.	%	92,86	97,62
		Objectif Spécifique 2 : Développer les infrastructures de transports terrestres.	Taux de réalisation de la libération des emprises du projet du train urbain (ligne 1 du métro d'Abidjan)	%	90	87,5
			Taux de réalisation de la construction des infrastructures du projet de train urbain (ligne 1 du métro d'Abidjan)	%	45	17,3
			Taux de réalisation du projet de construction du port sec de Ferké	%	60	17,82
		Objectif Spécifique 3 : Améliorer la sécurité routière et ferroviaire	Nombre de campagnes de sensibilisation à la sécurité routières réalisées	Nombre	35	47
			Taux annuel de traitement des incidents ferroviaires	%	100	100
			Nombre de campagnes de sensibilisation à la sécurité ferroviaires réalisées	Nombre	2	1
		Objectif Spécifique 4: Faciliter la mobilité terrestre des personnes et des biens	Nombre maximum de barrages routiers au 100 km	Nombre	3	3

Mission	Programme	Objectif Spécifique	Indicateurs	Unité	Prévision 2024	Réalisation 2024
Développement des Infrastructures et Équipements Collectifs (suite et fin)	**Ministère Délégué auprès du Ministre des Transports, chargé des Affaires Maritimes**					
	Programme 2 : Transport Maritime et Fluvio-Lagunaire	Objectif Spécifique 1 : Accroitre la mobilité des personnes et des marchandises par voie d'eau	Taux d'accroissement annuel du nombre d'usagers du transport lagunaire à Abidjan	%	2	24,30
		Objectif Spécifique 2 : Renforcer la sécurité et la sûreté maritimes.	Taux d'alertes traitées (accidents et incidents)	%	80	91
			Taux de navires aux normes de sécurité	%	85	96,95
			Taux d'embarcations répondant aux normes de sécurité	%	75	88,34
		Objectif Spécifique 3 : Accroître la formation des personnels de transport, de navigation, de sécurité et de sûreté maritimes	Taux d'accroissement des personnels de sécurité et de sureté maritime formée	%	8,30	38,28
			Nombre de personnel en transport et navigation formé	Nombre	1926	1 760
		Objectif Spécifique 4 : Accroitre la compétitivité des ports ivoiriens	Taux d'accroissement du trafic global marchandises	%	1,90	98,70
			Taux d'accroissement du trafic conteneurs (EVP)	%	3	115,70
	Ministère de la Transition Numérique et de la Digitalisation					
	Programme 1 : Administration Générale	Objectif Spécifique 1: Améliorer la coordination et le fonctionnement des structures	Taux de réalisation des activités du Plan de Travail Annuel (PTA)	%	100	90
	Programme 2 : Economie Numérique et Poste	Objectif Spécifique 1 : Développer l'économie numérique et le secteur postal	Taux de pénétration du haut débit fixe	%	3	1,47
			Taux de la population couverte par le mobile 4G	%	65	91,12
			Nombre de cabinets ministériels utilisant la plateforme e-cabinet	Nombre	15	12
			Nombre de bureaux de postes opérationnels	Nombre	180	180
			Taux d'exécution du projet Ecom@Africa	%	50	0
			Nombres de diplômés (licences et Master) en TIC à l'ESATIC	Dénombrement	235	235
			Taux de femmes formées dans le numérique en Côte d'Ivoire	%	20	35
			Taux d'exécution des travaux du projet d'aménagement de la zone franche de Grand –Bassam	%	100	93,65
			Nombre d'entreprises installées au VITIB	Dénombrement	12	97
			Nombre de diplômés aux métiers postaux numériques	Nombre	22	22
			Taux de mise en œuvre du Service Postal Universel	%	30	30
			Classement Afrique au Global Cyber Security Index	rang	7/54	7/54
			Classement Global Cyber Security Index (GCI)	rang	75/175	75/175

Mission	Programme	Objectif Spécifique	Indicateurs	Unité	Prévision 2024	Réalisation 2024
Production, Développement Industriel et Commercial	**Ministère d'Etat, Ministère de l'Agriculture, du Développement Rural et des Productions Vivrières**					
	Programme 1 : Administration Générale	Objectif Spécifique 1 : Améliorer la gouvernance et la visibilité des actions dans le secteur agricole	Taux de textes soumis	%	99	138
			Taux d'organisation des activités promotionnelles	%	100	100
			Taux de réalisation des missions d'inspections	%	100	100
		Objectif Spécifique 2 : Améliorer le système de planification, de programmation et de suivi-évaluation des programmes et projets (la chaine PPBSE)	Taux de missions de suivi-évaluation réalisées	%	100	100
			Nombre de rapports fournis dans le délai de production des publications (annuaires statistiques)	Nbre	1	1
			Proportion des agropoles ayant un financement sur la période du PNIA 2	%	78	78
		Objectif Spécifique 3 : Améliorer la gestion ressources humaines et budgétaires et le cadre de travail	Taux de rotation de l'effectif du Ministère	%	100	100
			Taux d'exécution budgétaire du Ministère	%	95	93,07
			Taux de couverture en matériel de mobilité des Directions Régionales et Départementales (acquisition et renouvellement)	%	100	100
			Taux d'exécution du Plan de passation des Marchés (PPM)	%	92	73,7
			Taux de bâtiments livrés	%	95	100
		Objectif Spécifique 4 : Accroître le nombre de professionnels dans le domaine agricole	Taux de réussite des élèves des écoles de l'INFPA	%	98	86,67
	Programme 2 : Productions et Sécurité Alimentaire	Objectif Spécifique 1 : Développer les productions des filières agricoles	Taux d'accroissement annuel moyen de la production vivrière	%	3,5	5,5
			Taux d'accroissement annuel moyen de la production d'exportation	%	9,2	6
			Taux annuel d'agréments délivrés aux opérateurs d'engrais	%	92	100
			Taux annuel de consommation d'engrais par les exploitations agricoles (Coton, Cacao, Palmier à Huile, Hévéa, Riz, Banane Dessert, Ananas)	kg/ha	20	350
			Taux annuel de produits phytosanitaires homologués sur l'étendue du territoire	%	91	94
			Taux de consommation des produits phytosanitaires homologués	%	88	100
		Objectif Spécifique 2 : Renforcer les services de recherche, d'appui-conseil et de contrôle qualité	Taux annuel des exploitants agricoles ayant bénéficié d'un appui-conseil ou de formation	%	44	56,98
			Proportion des projets de recherche appliquée	%	82	85
			Quantité de semences certifiées (tonnes)	Tonnes	1300	601,3
	Programme 3 : Développement Rural	Objectif Spécifique 1 : Promouvoir la modernisation de l'agriculture	Taux de projets comprenant un volet sur la mécanisation	%	60	46,15
			Proportion de superficies aménagées par les projets bénéficiant d'un système d'irrigation	%	100	89,34
		Objectif Spécifique 2 : Améliorer la gestion du foncier rural	Taux de territoires de villages délimités	%	75	63,33
			Taux de superficies des terres objet de certificats fonciers	%	5,5	3
			Taux d'intervenants formés dans les projets de sécurisation foncière	%	95	98,33
			Taux annuel de villages sensibilisés	%	93	93,07

Mission	Programme	Objectif Spécifique	Indicateurs	Unité	Prévision 2024	Réalisation 2024
Production, Développement Industriel et Commercial (suite)	Programme 3 : Développement Rural (suite et fin)	Objectif Spécifique 3 : Promouvoir le métier d'agriculteur	Taux de sociétés coopératives immatriculées et enregistrées	%	100	100
			Taux de reconnaissance d'interprofessions créées	%	100	76,92
			Taux d'apprenants qualifiés à l'exercice du métier d'agriculteur	%	90	90
			Taux de jeunes qualifiés ayant bénéficié d'une insertion socioéconomique	%	25	25
			Taux de transformation de produits agricoles ciblés / Cacao	%	80	42
			Taux de transformation de produits agricoles ciblés / Anacarde	%	20	35,42
			Taux de transformation de produits agricoles ciblés /Hévéa	%	80	92,8
			Taux de transformation de produits agricoles ciblés /Palmier à huile	%	100	100
			Taux d'occupation des zones agro-industrielles	%	10	20
	Programme 4 : Promotion de la Riziculture	Objectif Spécifique 1 :Accroître de façon durable les superficies exploitées sous maîtrise de l'eau	Superficies rizicoles exploitées sous maitrise de l'Eau	ha	55 000	30 514
			Taux d'exploitation des sites aménagés	%	80	65
			Proportion de la production de paddy sous maitrise de l'eau	%	20	10
		Objectif Spécifique 2 : Accroître la productivité des exploitations rizicoles	Taux de couverture des besoins en semence certifiée / Riz Irrigué (RI)	%	80	80
			Taux de couverture des besoins en semence certifiée / Riz Pluvial (RP)	%	20	10
			Rendement moyen des exploitations rizicoles (RI : Riz Irrigué)	t/ha	5,5	5,5
			Rendement moyen des exploitations rizicoles (RPB : Riz Pluvial Bas-fond)	t/ha	4	4,1
			Rendement moyen des exploitations rizicoles (RPP : Riz Pluvial Plateau)	t/ha	2	1,63
			Quantité produite de paddy (tonne)	t	3 100 000	2 381 129
		Objectif Spécifique 3 : Améliorer la valorisation du riz	Proportion d'usines aux normes de qualité	%	55	62
			Quantité de riz local blanchi disponible	t	1 750 000	1 547 734
		Objectif Spécifique 4 : Assurer la surveillance et la gouvernance dans la filière riz	Nombre de PV des AGO de l'OIA-Riz produits	Nombre	1	1
			Proportion d'acteurs institutionnels formés par an	%	30	22
			Ecart de prix du riz paddy (FCFA)	FCFA	31,5	31,5
			Ecart de prix du riz blanchi (FCFA)	FCFA	88,5	88,5
			Proportion des acteurs de la filière riz sensibilisés à l'application des normes de qualité par an	%	15	16

Mission	Programme	Objectif Spécifique	Indicateurs	Unité	Prévision 2024	Réalisation 2024
Production, Développement Industriel et Commercial (suite)	**Ministère du Commerce et de l'Industrie**					
	Programme 1 : Administration Générale	Objectif Spécifique 1 : améliorer l'efficacité des services du ministère	Taux de réalisation des missions d'inspection	%	59	77,27
			Taux de transmission des textes au SGG	%	60	84,62
			Taux de mise en œuvre des activités de planification	%	85	93,33
			Taux d'élaboration de procédures du système de management de qualité	%	17	80
		Objectif Spécifique 2 : améliorer les systèmes d'informations et de communication du ministère	Taux d'équipement des agents en kit de connexion (ordinateur + internet)	%	65	58,21
			Taux de satisfaction des besoins d'intervention en système d'information	%	75	97,8
			Taux de couverture médiatique des activités du Ministère	%	52	69,15
		Objectif Spécifique 3 : Assurer une gestion efficace des ressources humaines, matérielles et financières	Taux de renforcement de capacités du personnel	%	4	15,24
			Taux de satisfaction des services en besoins de matériels	%	50	27,38
			Taux d'exécution des activités budgétaires	%	97	100
	Programme 2 : Commerce Intérieur	Objectif Spécifique 1 : Promouvoir les activités Commerciales	Nombre d'OPA accompagnées	Nbre	625	693
			Proportion de textes de règlementation de commerce intérieur élaborés	%	22,22	22
			Proportion de jeunes nationaux encadrés dans les activités commerciales	%	15,78	16,66
			Proportion de missions menées auprès des acteurs pour moderniser leurs activités commerciales	%	20	11,66
		Objectif Spécifique 2 : Renforcer la surveillance du marché	Proportion de missions de surveillance du marché effectuées	%	31,11	44,09
			Proportion de production sur la sensibilisation des prix	%	31,94	33,33
			Proportion d'enquêtes liées aux pratiques anti-concurrentielle menées	%	25	28,57
			Proportion de catégorie d'instruments de mesure approuvés	%	31,94	36,66
			Taux de variation du volume des produits saisis	%	35	42,53
	Programme 3 : Commerce Extérieur	Objectif Spécifique 1 : Faciliter les échanges commerciaux	Taux de conformité des marchandises à destination de la Côte d'Ivoire	%	98,2	98,2
			Taux de variation des attributions nationales des codes import-export	%	4	4
			Taux de participation de la Côte d'Ivoire aux sessions des organisations internationales des produits de base	%	50	50
			Proportion de E-commerçants agrées	%	15	0
		Objectif Spécifique 2 : Promouvoir le commerce extérieur	Proportion d'entreprises accompagnées à l'Export	%	50	167
			Taux de réalisation des activités de promotion commerciale à l'extérieur	%	39	90
			Taux de croissance des exportations en valeur	%	23	23,7
			Proportion d'activités de promotion des accords régionaux, sous régionaux, bilatéraux et multilatéraux réalisées	%	30,95	40

Mission	Programme	Objectif Spécifique	Indicateurs	Unité	Prévision 2024	Réalisation 2024
Production, Développement Industriel et Commercial (suite)	Programme 4 : Industrie	Objectif Spécifique 1 : Améliorer la production et la compétitivité du secteur industriel	Taux d'entreprises restructurées et mises à niveau	%	68	70
			Taux de croissance des volumes transformés : Anacarde	%	6	29,4
			Taux de croissance des volumes transformés : Hévéa	%	25	39,73
			Taux de croissance des volumes transformés : Cacao	%	9	9
			Taux de croissance des produits certifiés NI	%	16	25,54
			Taux de croissance des brevets émis par la Côte d'Ivoire	%	8	18,75
		Objectif Spécifique 2 : Promouvoir les investissements industriels	Taux de croissance des investissements industriels	%	13	-18,26
			Taux de croissance des investissements nationaux dans le secteur industriel	%	36	-18
		Objectif Spécifique 3 : Développer les infrastructures industrielles	Taux de réalisation des travaux d'entretien des zones industrielles de Yopougon (460 ha)	%	40	100
			Taux de réalisation des travaux d'entretien des zones industrielles de PK 24 (120ha)	%	40	100
			Taux de réalisation des travaux d'entretien des zones industrielles de Bonoua (50 ha)	%	40	100
			Taux de réalisation de la Purge des droits coutumiers des zones industrielles de Adzopé (24ha)	%	35	0
			Taux de réalisation de la Purge des droits coutumiers des zones industrielles de Bonoua (120 ha)	%	35	10
			Taux de réalisation de la Purge des droits coutumiers des zones industrielles de Bouaké (50ha)	%	35	40
			Taux de réalisation de la Purge des droits coutumiers des zones industrielles de San-Pédro (50ha)	%	35	2
			Taux de réalisation de la Purge des droits coutumiers des zones industrielles de Assouba (30ha)	%	35	0
			Taux de réalisation des travaux BIRD ENCLAVE / Aménagement de 15 ha à Séguéla	%	100	100
			Proportion d'entreprises sensibilisées à la mise en place d'un dispositif de sécurité industriel	%	28,57	106
	Programme 5 : PME-Artisanat	Objectif Spécifique 1 : Moderniser et promouvoir le secteur de l'artisanat	Nombre d'artisans immatriculés	Nbre	23 250	37 939
			Nombre d'artisans assistés en termes de renforcement de capacités techniques	Nbre	400	977
			Taux de participation de la Côte d'Ivoire aux salons internationaux promotionnels de l'artisanat	%	29	37,5

Mission	Programme	Objectif Spécifique	Indicateurs	Unité	Prévision 2024	Réalisation 2024
Production, Développement Industriel et Commercial (suite)	Programme 5 : PME-Artisanat (suite et fin)	Objectif Spécifique 2 : Promouvoir et rendre compétitives les PME	Taux de PME encadrées pour l'accès aux financements ayant obtenu un financement	%	75	75
			Nombre de PME assistées en termes de renforcement de capacités techniques et managériales	Nbre	10 000	10 933
			Proportion de PME ayant pris part aux activités promotionnelles programmées	%	28,57	30,06
			Proportion d'attestations d'identification des PME délivrées	%	27,78	22,44
		Objectif Spécifique 3 : Formaliser les acteurs de l'informel et encadrer les entreprenants	Nombre d'attestations d'entreprenants délivrées	Nbre	25 000	26 514
			Proportion d'entreprenants enregistrés disposant d'une attestation	%	80	81,29
			Taux d'entreprenants formés	%	5	5,3
		Objectif Spécifique 4 :Promouvoir l'entrepreneuriat et les Start-up.	Proportion d'acteurs sensibilisés à la culture entrepreneuriale	%	26,67	29,33
			Proportion d'incubés	%	23,08	31,56
	Ministère des Ressources Animales et Halieutiques					
	Programme 1 : Administration Générale	Objectif spécifique 1 : Améliorer la gouvernance du secteur	Taux de réalisation des contrôles des structures	%	100	100
			Proportion de textes législatifs et réglementaires soumis	%	100	100
			Pourcentage de conférences, séminaires et salons internationaux suivis	%	100	100
			Proportion d'Organisations Professionnelles fonctionnelles	%	50	40
			Taux annuel de transformation des produits animaux et halieutiques	%	55	55
			Taux annuel des investissements privés dans le secteur des ressources animales et halieutiques	%	9	1
			Proportion d'acteurs formés à la commercialisation	%	60	42
			Proportion de structures du ministère formées aux outils de planification, programmation, suivi-évaluation et collecte de données	%	38,32	40
			Nombre d'abattoirs réhabilités ou construits	Nbre	1	0
			Taux de couverture médiatique des activités du MIRAH	%	80	80
		Objectifs spécifique 2 : Assurer une gestion efficace des ressources humaines, Matérielles et financières	Taux de formation annuelle des Agents du MIRAH	%	100	100
			Taux d'exécution annuel du budget	%	94	98,18
			Taux de construction de services	%	44,83	44,83
			Taux de réhabilitation de services	%	38,46	38,46
	Programme 2 : Développement des Productions Animales	Objectif spécifique1: Accroître la production des ressources animales	Taux d'accroissement annuel de productions nationales de viande et abats	%	5	17,18
			Taux d'accroissement annuel de productions nationales de viande de volailles moderne	%	7,8	23,52
			Taux d'accroissement annuel de productions nationales de viande et abats de bovins	%	0,9	1,64
			Taux d'accroissement annuel de productions nationales de viande et abats de petits ruminants	%	6,5	8,14
			Taux d'accroissement annuel de productions nationales de viande et abats de porcs	%	4	0
			Taux d'accroissement annuel de productions nationales de lait	%	1,5	2,82
			Taux d'accroissement annuel de productions nationales d'œufs de consommation	%	4	14,44
		Objectif spécifique 2 : Améliorer la gestion de l'espace pastorale	Taux d'accroissement des superficies de pâturages artificielles	%	3	34,67
			Taux de réduction des conflits entre agriculteurs et éleveurs	%	11	40

Mission	Programme	Objectif Spécifique	Indicateurs	Unité	Prévision 2024	Réalisation 2024
Production, Développement Industriel et Commercial (suite et fin)	Programme 3 : Gestion Durable des Ressources Halieutiques	Objectif spécifique 1 : Accroître la production halieutique	Taux d'accroissement annuel des productions aquacoles nationales	%	37	17,1
			Taux d'accroissement des productions nationales des pêches	%	11	1,3
			Taux d'accroissement annuel des productions halieutiques nationales	%	13	3
			Taux de couverture des besoins en ressources halieutiques par la production nationale	%	19	15,8
			Proportion des navires en situation d'infractions	%	8	3
	Programme 4 : Renforcement de la santé publique vétérinaire	Objectif spécifique 1 : Améliorer la santé animale	Taux de contrôle et d'élimination des épizooties	%	90	100
			Taux de couverture vaccinale par an pour la PPCB	%	40	38
			Taux de couverture vaccinale par an pour la PPR	%	30	20
			Taux de couverture vaccinale par an pour la maladie hémorragique virale du lapin (MHVL)	%	40	76
		Objectif spécifique 2 : Renforcer l'hygiène publique et la qualité sanitaire des denrées animales et d'origine animale	Taux de couverture vaccinale par an pour la rage	%	9	13
			Taux de délivrance des agréments sanitaires par an	%	95	100
			Taux de réalisation des contrôles et inspections vétérinaires	%	74	100
Environnement, Cadre de vie et Protection de la Nature	**Ministère de l'Environnement, du Développement Durable et de la Transition Ecologique**					
	Programme 1 : Administration générale	Objectif Spécifique 1 : Améliorer le cadre de coordination et le fonctionnement des structures	Nombre de réunions du cabinet organisées	Nbre	40	40
			Proportion de textes règlementaires et législatifs (lois et décrets) soumis au SGG	%	70	100
		Objectif Spécifique 2 : Assurer une gestion efficiente des ressources humaines, techniques, matérielles et financières	Taux de traitement des actes administratifs du personnel	%	90	118
			Taux d'exécution du budget	%	70	80,16
		Objectif Spécifique 3 : Améliorer le système de planification de suivi évaluation et de communication	Proportion de documents de suivi évaluation élaborés	%	100	100
			Nombre d'actions de presses réalisées	Nbre	18	115
			Nombre d'émissions télé réalisées sur les activités du MINEDD	Nbre	12	42
	Programme 2 : Environnement et développement durable	Objectif Spécifique 1 : Maitriser les impacts liés aux activités anthropiques sur les matrices environnementales	Taux d'inspections réalisées dans les installations classées	%	65	90
			Nombre de bilans de pollution industrielle réalisé	Nbre	40	49
		Objectif Spécifique 2 : Encourager les populations à adopter les modes de productions et de consommations durables	Nombre des parties prenantes (population, structures) mobilisées autour des activités institutionnelles (JFAC- QNEDD...)	Nbre	465	2 000
			Nombre d'organisations sensibilisées autour de la démarche Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE)	Nbre	25	280
			Nombre d'acteurs formés aux technologies vertes	Nbre	245	101

Mission	Programme	Objectif Spécifique	Indicateurs	Unité	Prévision 2024	Réalisation 2024
Environnement, Cadre de vie et Protection de la Nature (suite)	Programme 2 : Environnement et développement durable (suite et fin)	Objectif Spécifique 3 : Valoriser le réseau des aires protégées	Pourcentage des aires protégées disposant d'un système de protection efficace	%	85	78
			Superficie de nouvelles réserves naturelle volontaire créées	ha	200	227
			Distance de pistes et de limites des Aires Protégées entretenues	Km	550	1 000
			Nombre de touristes reçus dans les aires protégées	Nbre	15 900	16 933
			Superficie de mangroves restaurée et protégée (ha)	ha	3 650	15
		Objectif Spécifique 4 : Assurer la veille environnementale	Proportion des Evaluations Environnementales Stratégiques (EES) réalisées	%	90	100
			Proportion des Études d'Impact environnemental et Social (EIES) réalisées	%	90	100
		Objectif Spécifique 5 : Renforcer la lutte contre les effets du changement climatique de l'érosion côtière et améliorer la résilience des populations	Nombre d'acteurs formés sur les thématiques de Changements Climatiques	Nbre	430	643
			Nombre de documents de notification élaboré	Nbre	4	2
			Nombre MRV (outils de suivi des activités en matière de changement climatique) élaboré	Nbre	1	3
	Ministère des Eaux et Forets					
	Programme 1 : Administration Générale	Objectif Spécifique 1 : Améliorer le cadre légal et institutionnel de gouvernance des Eaux et Forêts	Nombre de textes législatifs et règlementaires élaborés et transmis au SGG	Nombre	15	10
			Nombre de missions de contrôle et de surveillance effectuées	Nombre	700	3 539
		Objectif Spécifique 2 : Assurer une gestion moderne et efficace des ressources humaines, matérielles et financières du MINEF	Pourcentage des Agents Techniques formés militairement	%	80	98,10
			Pourcentage d'Agents ayant un poste de travail	%	99	99,50
			Pourcentage d'actions de formation réalisées	%	55	96
			Proportion de projets suivis et évalués	%	80	100
		Objectif Spécifique 3 : Améliorer le système d'information et de communication interne et externe du MINEF	Taux d'opérationnalisation des systèmes d'information collaboratifs	%	50	62,50
			Taux de couverture médiatique des activités du Ministère	%	95	99
			Taux de réponse aux demandes d'informations	%	90	99
	Programme 2 : Gestion durable des ressources forestières	Objectif Spécifique 1 : Accroitre la couverture forestière	Proportion de forêts du domaine privé de l'Etat disposant d'un Plan d'Aménagement (PA)	%	60	53,40
			Superficies annuelles de parcelles agroforestières mises en place par les acteurs de la cacao culture (ha)	ha	100 000	114 213
			Superficie annuelle reboisée (ha)	ha	60 000	62 560
			Nombre d'emplois verts créés (hommes/femmes)	Nbre	1500	1 584
			Nombre de personnes bénéficiant d'activités alternatives (AGR)	Nbre	2000	2 775
			Nombre de bénéficiaires de microprojets offrant les moyens de subsistances améliorés dont des femmes	Nbre	1000	2916

Mission	Programme	Objectif Spécifique	Indicateurs	Unité	Prévision 2024	Réalisation 2024
Environnement, Cadre de vie et Protection de la Nature (suite)	Programme 2 : Gestion durable des ressources forestières (suite et fin)	Objectif Spécifique 2 : Renforcer le cadre d'exploitation, de transformation et de commercialisation des produits forestiers	Taux de mise en œuvre des orientations d'exploitation, de transformation et de commercialisation des produits forestiers	%	40	66
			Nombre cumulé de manuels du système de vérification de la légalité et de la traçabilité du bois développés	Nombre	1/3	0/3
			Nombre de modules du système de vérification de la légalité et de la traçabilité du bois opérationnels	Nombre	6/15	7/15
			Nombre d'acteurs informés et sensibilisés sur le code forestière ses textes d'application	Nombre	1000	1034
			Nombre de comités villageois de lutte contre les feux de brousse fonctionnels annuellement	Nbre	200	201
	Programme 3 : Gestion durable des ressources fauniques	Objectif Spécifique 1 : Restaurer et valoriser la faune sauvage	Nombre d'éléphants équipés de dispositif de protection et de suivi GPS	Nombre	2	0
			Nombre d'agents formés à la gestion de la faune, la lutte anti-trafic et anti braconnage	Nombre	45	199
			Nombre de conflits homme-faune résolus	Nombre	1	2
			Nombre d'espèces de faune valorisées en élevage	Nombre	2	0
			Nombre d'espèces de faune menacées d'extinction bénéficiant de programme de restauration	Nombre	1	1
		Objectif Spécifique 2 : Valoriser le Zoo National d'Abidjan	Nombre d'agents contractuels pris en charge	Nombre	24	24
			Nombre d'analyses sanitaires effectuées sur les animaux du ZNA	Nombre	15	15
			Evolution du nombre d'éléments attractifs (animaux, restaurant, jeux virtuels, jeux d'enfants, parcours floral, parcours sportif, boutique souvenir, espace piquenique, cinéma, internet, etc.)	Nombre	9	14
			Évolution du nombre d'espèces animales dans le ZNA	Nombre	63	64
			Évolution de l'effectif des animaux du ZNA	Nombre	564	1200
			Évolution du nombre de visiteurs du ZNA	Nombre	400 000	205 000
	Programme 4 : Gestion Intégrée des Ressources en Eau	Objectif Spécifique 1 : Protéger les ressources en eaux	Pourcentage de demande d'autorisations de prélèvement d'eau traitée	%	100	100
			Pourcentage d'ouvrages de prélèvements d'eau réalisés	%	100	100
			Nombre d'ouvrages hydrauliques réhabilités	Nombre	3	0
			Nombre de campagnes sur la qualité des eaux	Nombre	4	4
			Nombre de bulletins de la qualité des eaux brutes diffusés	Nombre	4	4
			Nombre de campagnes de sensibilisation et d'information sur la protection des ressources en eaux	Nombre	2	2
		Objectif Spécifique 2 : Mettre en place un cadre de gestion durable des ressources en eau et des ouvrages hydrauliques	Nombre d'agents formés à la gestion durable des ressources en eau	Nombre	140	200
			Nombre de retenues d'eau réhabilitées par an	Nombre	14	0

Mission	Programme	Objectif Spécifique	Indicateurs	Unité	Prévision 2024	Réalisation 2024
Environnement, Cadre de vie et Protection de la Nature (suite et fin)	**Ministère de l'Hydraulique, de l'Assainissement et de la Salubrité**					
	Programme 1 : Administration Générale	Objectif Spécifique 1 : Améliorer la gouvernance du ministère	Taux d'inspections réalisées	%	54	55
			Nombre de textes législatifs et règlementaires soumis	Unité	10	10
			Taux de réalisation des formations	%	67	67
			Taux d'exécution budgétaire des activités	%	70	74,86
			Taux de satisfaction des besoins en matériels roulants des entités administratives	%	50	100
		Objectif Spécifique 2 : Assurer une planification et un suivi efficace des actions du MINHAS	Taux de mise en œuvre des outils de planification	%	70	90
			Taux d'exécution physique des activités	%	85	85
		Objectif Spécifique 3 : assurer la gestion des systèmes d'information et de communication	Taux des demandes en assistance informatique traitées	%	80	85
			Taux de couverture médiatique des activités du MINHAS	%	75	88,5
	Programme 2 : Infrastructures de l'Hydraulique Humaine	Objectif Spécifique 1 : Améliorer l'opérationnalité du secteur de l'eau potable	Taux moyen d'exécution physique des projets	%	95	75,35
			Taux moyen d'exécution financière des projets	%	82	78,84
		Objectif Spécifique 2 : Améliorer l'accès des populations à l'eau potable	Taux d'accès à l'eau potable en milieu urbain	%	79	75,91
			Taux d'accès à l'eau potable en milieu rural	%	76,96	63,4
	Programme 3 : Assainissement et Drainage	Objectif Spécifique 1 : Assurer l'Assainissement et le Drainage tant en milieu urbain que rural	Linéaire de réseau d'assainissement réalisé	Kml	154	4,69
			Linéaire de réseau de drainage réalisé	Kml	15	13,34
			Nombre de stations de pompage des eaux usées réalisées	Nbre	5	2
			Nombre de stations de traitement des boues de vidanges réalisées	Nbre	7	1
			Proportion de latrines réalisées	%	85	87
		Objectif Spécifique 2 : Réhabiliter les réseaux et ouvrages d'assainissement et de drainage	Linéaire de réseau d'assainissement réhabilité	Kml	20	8
			Linéaire de réseau de drainage réhabilité	Kml	30	9
			Nombre de station de pompage des eaux usées réhabilité	Nbre	0	0
			Nombre de station de traitement des boues de vidanges réhabilité	Nbre	0	0
	Programme 4 : Salubrité et Lutte contre les Nuisances	Objectif Spécifique 1 : Promouvoir des infrastructures modernes de gestion et de valorisation des déchets	Nombre de sites acquis pour la construction d'infrastructures de gestion et de valorisation des déchets	Nbre	9	7
			Proportion des collectivités territoriales (chefs-lieux de région et districts) bénéficiant de décharges contrôlées	%	30	0
		Objectif Spécifique 2 : Réduire les nuisances (sonores, olfactives, visuelles, auditives, installations anarchiques)	Taux de réclamations client traitées	%	98	99,7
			Nombre de saisines en matière de nuisances	Nbre	624	4 178
			Nombre d'installations anarchiques démantelées	Nbre	130	342
			Nombre de comités locaux d'assainissement, de salubrité et d'hygiène installés	Nbre	20	20

Source : RAP 2024 des ministères

Annexe 3 : Liste des Comptes Spéciaux du Trésor pour l'exercice budgétaire 2024

ACTIVITES	BUDGET INITIAL	BUDGET ACTUEL	EXÉCUTION
229 Ministère d'Etat, Ministère de l'Agriculture, du Développement Rural et des Productions Vivrières	**80 317 480 000**	**83 397 217 647**	**83 397 217 647**
78042100581 Transférer les recettes affectées au Fonds d'Investissement Agricole (2QC)	6 349 700 000	12 020 000 000	12 020 000 000
78042100652 Transférer les recettes affectées aux Fonds Interprofessionnels pour la Recherche et le Conseil Agricole (FIRCA)	14 300 000 000	10 137 577 486	10 137 577 486
78042100693 Transférer les recettes affectées au secteur café cacao	36 716 780 000	53 930 000 000	53 930 000 000
78042100715 Soutenir le secteur anacarde(Parafiscalité anacarde)	22 951 000 000	7 309 640 161	7 309 640 161
322 Ministère des Finances et du Budget	**172 136 720 000**	**155 241 028 163**	**155 241 028 163**
78011201752 Transférer les recettes affectées pour le contrôle des marchandises à l'importation	55 616 000 000	43 790 907 721	43 790 907 721
78011201856 Transférer la taxe à l'importation de l'Union Africaine (UA)	13 807 002 056	11 767 071 864	11 767 071 864
78011201861 Transférer les prélèvements communautaires UEMOA-CEDEAO (PCS-PCC)	92 283 997 944	86 773 048 578	86 773 048 578
78082000212 Transférer les recettes affectées au Fonds d'Investissement en Milieu Rural (FIMR)	10 429 720 000	12 910 000 000	12 910 000 000
323 Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité	**208 615 000 000**	**195 498 682 582**	**195 498 682 582**
78016001983 Transférer les recettes affectées aux Collectivités Territoriales	208 615 000 000	195 498 682 582	195 498 682 582
330 Ministère de l'Equipement et de l'Entretien Routier	**249 950 976 811**	**186 030 697 285**	**186 030 697 285**
78062000748 Transférer les recettes affectées au Fonds d'Entretien Routier(FER)	249 950 976 811	186 030 697 285	186 030 697 285
334 Ministère de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle et de l'Apprentissage	**36 000 000 000**	**34 309 944 600**	**34 309 944 600**
78098000871 Apporter un appui à la formation professionnelle (FDFP)	36 000 000 000	34 309 944 600	34 309 944 600
335 Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et de la Couverture Maladie Universelle	**3 700 000 000**	**2 718 606 355**	**2 718 606 355**
78074000530 Renforcer la lutte contre le tabac, l'alcoolisme et autres addictions / Programme National de Lutte contre le Tabagisme, l'Alcoolisme et les autres Addictions (PNLTAT)	1 110 000 000	1 066 824 699	1 066 824 699
78074000584 Renforcer la lutte contre le tabac, l'alcoolisme et autres addictions / Fonds National de lutte contre le SIDA (FNLS)	2 590 000 000	1 651 781 656	1 651 781 656
336 Ministère de la Communication	**22 500 000 000**	**14 666 970 055**	**14 666 970 055**
78083000160 Transférer la redevance RTI	18 334 000 000	11 678 638 137	11 678 638 137
78083000172 Transférer la taxe de Publicité à l'Agence de Soutien et de Développement des Médias (ASDM)	1 900 000 000	1 129 120 027	1 129 120 027
90083000002 Transférer la redevance Société Ivoirienne de Télédiffusion	2 266 000 000	1 859 211 891	1 859 211 891
340 Ministère des Transports	**3 080 000 000**	**2 874 876 322**	**2 874 876 322**
78045100158 Transférer la taxe spéciale sur les véhicules à moteur à l'AMUGA	1 540 000 000	1 437 389 331	1 437 389 331
90045190136 Transférer la taxe spéciale sur les véhicules à moteur à l'ARTI	1 540 000 000	1 437 486 991	1 437 486 991
345 Ministère des Eaux et Forêts	**710 000 000**	**687 517 561**	**687 517 561**
90042200007 Transférer la Taxe pour la Préservation et le Développement Forestier au Fonds Forestier National	710 000 000	687 517 561	687 517 561

ACTIVITES	BUDGET INITIAL	BUDGET ACTUEL	EXÉCUTION
346 Ministère de la Culture et de la Francophonie	**6 820 000 000**	**7 266 326 446**	**7 266 326 446**
78082000294 Transférer la taxe pour la Promotion de la culture (Fonds de la Culture)	3 400 000 000	5 593 483 612	5 593 483 612
90082090175 Transférer la taxe sur les jeux de hasard	3 420 000 000	1 627 947 025	1 627 947 025
90082090191 Transférer les recettes affectées au Fonds National de l'Industrie Cinématographique (FONSIC)	0	26 937 485	26 937 485
90082090192 Taxe de Diffusion des Vidéos à la Demande (TDVD) / ONAC-CI	0	17 958 324	17 958 324
347 Ministère du Commerce et de l'Industrie	**0**	**16 341 403 124**	**16 341 403 124**
90047190200 Transférer les recettes affectées au Fonds National pour le Développement des Zones Industrielles	0	16 341 403 124	16 341 403 124
348 Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie	**309 919 000 000**	**357 899 606 249**	**357 899 606 249**
78043200099 Transférer la TSU-SIR à la Société Ivoirienne de Raffinage	104 980 000 000	97 539 036 166	97 539 036 166
78043500048 Transférer la TVA affectée au secteur électricité	44 694 000 000	59 268 741 293	59 268 741 293
78044100128 Transférer les taxes ad valoren	10 245 000 000	15 735 451 061	15 735 451 061
90043200004 Transférer les ressources de la péréquation produit à la Société Ivoirienne de Raffinage (SIR)	90 000 000 000	123 524 463 372	123 524 463 372
90043200005 Transférer les ressources de la péréquation transport à la Société d'Etudes et de Gestion en Hydrocarbures (SEGH)	60 000 000 000	61 831 914 357	61 831 914 357
350 Ministère du Tourisme et des Loisirs	**5 360 000 000**	**4 515 356 714**	**4 515 356 714**
78047300100 Transférer la Taxe pour le Développement du Tourisme au Fonds de Développement Touristique	1 860 000 000	1 072 149 583	1 072 149 583
78047300128 Transférer la Taxe d'Embarquement sur les Titres de Transports Aériens pour la Promotion du tourisme en Côte d'Ivoire (Côte d'Ivoire Tourisme)	3 500 000 000	3 443 207 131	3 443 207 131
356 Ministère de la Transition Numérique et de la Digitalisation	**36 470 000 000**	**27 676 208 542**	**27 676 208 542**
78046000452 Transférer la Taxe pour le Développement des nouvelles technologies en zones rurales (ANSUT)	32 300 000 000	24 442 126 915	24 442 126 915
78046000573 Soutenir l'activité de régulation du secteur des télécommunications	4 170 000 000	3 234 081 627	3 234 081 627
366 Ministère de l'Hydraulique, de l'Assainissement et de la Salubrité	**157 394 000 000**	**127 477 550 158**	**127 477 550 158**
78051000202 Transférer les Taxes d'enlèvement des ordures ménagères/ANAGED	11 300 000 000	9 493 696 078	9 493 696 078
78051000226 Transférer les recettes affectées au financement de la Salubrité Urbaine/ANAGED	121 500 000 000	102 078 236 596	102 078 236 596
90051090142 Transférer les taxes sur les sacs et sachets en matière plastique (TSSMP) à l'ANAGED	294 000 000	247 004 129	247 004 129
90056000024 Transférer les recettes affectées au FNAD pour le financement de l'assainissement et le drainage	24 300 000 000	15 658 613 355	15 658 613 355
444 Ministère délégué auprès du Premier Ministre, Ministre des Sports et du Cadre de Vie, chargé des Sports et du Cadre de Vie	**7 600 000 000**	**5 994 997 907**	**5 994 997 907**
78081000161 Transférer la taxe sur le tabac pour le développement du sport (Fédérations sportives)	7 600 000 000	5 994 997 907	5 994 997 907
TOTAL COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	**1 300 573 176 811**	**1 222 596 989 710**	**1 222 596 989 710**

Source : DGBF